

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS

Au point de vue du Droit Civil

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Mars 1908, à 1 heure

PAR

Albert BOURGUIGNON

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

Suffragants { MM. MASSIGLI, professeur
BARTIN, professeur

PARIS

BONVALOT-JOUE, Éditeur

15, RUE RACINE, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS

Au point de vue du Droit Civil

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Mars 1908, à 1^h heure

PAR

Albert BOURGUIGNON



Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS

BONVALOT-JOUVE, Éditeur

15, RUE RACINE, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA
Responsabilité des Instituteurs

Au point de vue du Droit Civil

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

*De la responsabilité des instituteurs
au point de vue du droit civil*

La responsabilité qu'encourt un individu à raison du préjudice causé par son fait peut être pénale ou civile. Cette étude laissera de côté les pénalités dont sont passibles les instituteurs pour les délits commis par eux ; ils sont, à ce point de vue, soumis au droit commun et la qualité d'instituteur n'est l'objet d'aucune disposition spéciale de la loi pénale.

Il n'en est pas de même quant à la loi civile. Les

articles 1382 et 1383 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », et « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence », sont des dispositions de droit commun, applicables aux instituteurs, ainsi que l'article 1384, alinéas 1 et 3 : « on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde... les maîtres et les commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ».

Mais les instituteurs sont l'objet d'une responsabilité exceptionnelle qui est une conséquence de la profession qu'ils exercent : l'article 1384, alinéa 4, dispose que : « les instituteurs et artisans sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

« La responsabilité ci-dessus, ajoute l'article, a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à responsabilité. » Une loi du 20 juillet 1899 a ajouté à l'article 1384 un alinéa ainsi

conçu : « Toutefois la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

Il ne sera parlé ici que de la responsabilité de l'instituteur en tant qu'instituteur, quant au dommage causé à ou par les élèves qu'il a sous sa garde, qu'il s'agisse de son fait personnel ou du fait d'un élève ; c'est la seule question qui demande une étude spéciale. La responsabilité de l'instituteur en tant qu'il n'exerce pas sa fonction est en effet la même que celle de tout homme et ne donne lieu à aucune difficulté.

Cette étude débute par l'examen des dispositions actuelles du Code civil modifiées sur un point par la loi du 20 juillet 1899, elle aborde ensuite les critiques dont la législation existante a été l'objet et elle examine enfin si l'évolution de l'enseignement ou cours du siècle dernier ne nécessite pas une modification de la loi civile sur le point particulier dont il s'agit.

SECTION II

Définition de l'instituteur

Le mot instituteur figure pour la première fois dans un texte législatif, le décret des 29 frimaire, 3 nivôse an II, qui donne une définition dont se sont certainement inspirés les rédacteurs du Code. L'arti-

cle 4 de ce décret est ainsi conçu : « Les citoyens et citoyennes qui se vouent à l'instruction ou à l'enseignement de quelque art ou science que ce soit, sont désignés sous le nom d'instituteur ou institutrice. »

Aujourd'hui le mot instituteur est pris dans un sens plus restreint, il sert à désigner les maîtres et maîtresses qui se consacrent à l'enseignement primaire élémentaire. Il n'en est pas moins vrai que les dispositions de la loi civile qui font l'objet de cette étude ont été mises en vigueur à une époque où le sens du mot instituteur était, suivant la définition donnée plus haut, très large et, de plus, comme nous allons le voir, la jurisprudence n'a pas hésité à dépasser les termes de la définition de l'an II.

Tout d'abord, il y a lieu de noter la coexistence en France, depuis 1806, de deux enseignements, l'enseignement public et l'enseignement privé ; et il est hors de doute que les rédacteurs du Code civil entendaient appliquer la loi à tous les instituteurs, publics et privés (1).

L'enseignement public comprend trois degrés : primaire, secondaire et supérieur.

L'enseignement primaire public est donné par

1. Dalloz. *Jurisprudence générale, responsabilité civile*, 105. — Aubry et Rau, t. IV, n° 447, p. 762. — Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, V, 1384, n° 17. — Laurent, XX, n° 557. — Demolombe, *Contrats*, VIII, 582, *in fine*.

l'Etat, les départements et les communes, et la définition des objets qui en constituent l'ensemble se trouve dans l'article 1 de la loi organique du 30 octobre 1886 ; les établissements qui ressortissent de cet enseignement sont les écoles maternelles et classes enfantines, les écoles primaires élémentaires, les écoles primaires supérieures et les cours complémentaires, les écoles normales d'apprentissage, telles que les définit la loi du 11 décembre 1830.

L'enseignement primaire privé est donné dans les écoles dirigées par des particuliers ; ces écoles peuvent être indépendantes ou annexées à des hôpitaux, colonies agricoles, orphelinats ou maisons de refuge administrés par des particuliers.

Cet enseignement a d'ailleurs beaucoup perdu de son importance depuis les lois des 16 juin 1881, 28 mars 1882 et 30 octobre 1886 qui ont organisé l'enseignement primaire gratuit, laïque et obligatoire et surtout depuis la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations et la loi du 7 juillet 1904 qui a supprimé l'enseignement congréganiste.

L'enseignement secondaire public est donné dans les lycées et collèges communaux et dans les établissements secondaires de jeunes filles organisés par la loi du 21 décembre 1880.

Il existe encore en France de nombreux établissements d'enseignement secondaire libre fonctionnant en vertu de la loi du 15 mars 1850 (loi Falloux).

C'est surtout pour ces deux sortes d'enseignement qu'existe la question de la responsabilité civile des instituteurs.

En effet la question de responsabilité ne peut guère se poser pour les professeurs des Facultés et écoles d'enseignement supérieur de l'Etat ou libres (lois des 12 juillet 1875 et 18 mars 1880). Ils n'ont pas la surveillance de leurs auditeurs, qui ne leur sont pas confiés et très souvent n'ont pas d'inscription régulière ; ils ne possèdent sur les personnes qui suivent leurs cours aucune action, coercitive du moins ; ils ne pourraient engager leur responsabilité que par un fait personnel dolosif assez difficile à concevoir.

Il existe maintenant en France un enseignement professionnel qui dépend du ministère du Commerce et comprend les écoles d'Arts et Métiers et des écoles professionnelles dont le nombre augmente sans cesse. Il n'est pas douteux que les directeurs, professeurs, chefs d'ateliers de ces écoles doivent être considérés comme des instituteurs et leur responsabilité n'est pas la moins lourde, en raison précisément de la nature de leurs fonctions ou travaux.

La responsabilité civile des membres des enseignements public et libre fait l'objet de cette étude. Nous n'insisterons donc ici que sur quelques points où la qualité d'instituteur a donné lieu à controverse.

La responsabilité existe, d'après la jurisprudence, pour les proviseurs de lycée (Trib. Seine, 8 mai 1895. *Gazette du Palais*, 1895. 2. 687.— Trib. Seine, 5 novembre 1896. Dal. 1896. 2. 472) ; les principaux de collège (Paris, 10 février 1880. Dal. 1881. 2. 81. Sir. 1880. 2. 169. — Besançon, 30 juillet 1884. Dal. *Supp.*, v^o obligations, n^o 590) ; les professeurs de lycées et collèges (Douai, 13 janvier 1880. D. 1881. 2. 82) ; les directeurs d'écoles normales d'instituteurs (Moulins, 9 juillet 1896. *Gaz. trib.*, 4 octobre 1896) ; les directeurs d'écoles primaires supérieures (Limoges, 1^{er} mai 1895, S. et P. 1899. 2. 137) ; les maîtres de pensions libres (Civ. cass., 13 janvier 1890. Dal. 1890. 1. 145, note).

Nous allons maintenant passer en revue les extensions que la jurisprudence a cru, surtout dans ces dernières années, devoir donner au mot instituteur pour l'application de l'article 1384, alinéa 4.

Un arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1902(1), confirmant un arrêt de la Cour de Grenoble du 4 mai 1901, rendu lui-même sur renvoi, a déclaré responsable d'un accident causé par un enfant le directeur de la maison de correction libre de Saint-Genest-Lerpt. Cet arrêt dit notamment :

« Attendu que les enfants et jeunes gens reçus à la maison paternelle de Saint-Genest-Lerpt, étaient soit

1. Pandectes françaises, 1903. 1. 520.

des enfants ayant donné à des points de vue divers des sujets de mécontentement à leurs familles et placés là par elles sans aucune formalité judiciaire, soit des sujets arriérés ou incomplets, soit des vagabonds vicieux ou insubordonnés, soit encore des enfants moralement abandonnés envoyés par l'assistance publique, par des administrations d'hospices ou par des municipalités.

« Mais attendu que, des faits ainsi constatés, il résulte seulement que, comme le dit l'arrêt attaqué, l'instituteur de Saint-Genest-Lerpt acceptait une tâche plus difficile et plus lourde que celle des instituteurs ordinaires. »

Un jugement du tribunal de la Seine (1) a déclaré responsable le directeur d'un patronage de l'accident survenu à un enfant ; celui-ci s'était fracturé le bras gauche en tombant d'un trapèze.

Un aumônier de lycée se promenait avec les élèves internes et externes dans un bois auquel ceux-ci mirent le feu ; l'aumônier fut en principe déclaré responsable (2).

L'arrêt contient cette phrase qui nous paraît bien indiquer l'état d'esprit actuel de la jurisprudence sur la question : « le mot instituteur doit être entendu dans

1. *Gazette des tribunaux*, 1906. 1. 2, p. 144.

2. *Journal des arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux*, 1892.
2. 73.

le sens le plus large et comprend tous ceux qui, soit à titre permanent, soit à titre momentané donnent des leçons, font des cours à des enfants et exercent sur eux une surveillance. »

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Colmar du 14 juin 1830 (1) avait déjà décidé que la personne, qui conformément à l'usage suivi dans certaines localités d'Alsace, a reçu chez elle l'enfant mineur d'une autre pour lui donner l'éducation, en échange de celle que le sien recevait chez cette dernière, est civilement responsable du dommage causé par des voies de fait graves du susdit enfant mineur, bien que, ajoute l'arrêt, le délit ait été commis hors de sa présence et après provocation de celui qui en a été victime.

Le directeur d'une colonie pénitentiaire doit être considéré comme un instituteur privé dans le sens de l'article 1384, et être responsable d'un délit de coups et blessures volontaires commis par un pupille de cette colonie (2).

La Cour d'Agen a même étendu l'article 1384, alinéa 4, au directeur d'un asile d'aliénés (3).

Le Conseil d'Etat, de son côté, a admis que la loi du 20 juillet 1894 s'appliquait aux écoles militaires préparatoires (4). (Ecole de Saint Hippolyte du Fort).

1. *Sir.*, 1830.2.334.

2. Paris. Cor., 15 juin 1904. *Gaz. trib.*, 1904, Recueil, 2,451.

3. Agen, 16 mars 1872, Dal. 72.2.153.

4. 7 août 1905. Dal. 1907.3.56.

Enfin un arrêt de la Cour de cassation du 22 juillet 1891 (1) déclare que l'article 1384, alinéa 4, est applicable à toute personne qui se charge moyennant salaire de garder un enfant.

Nous nous sommes occupé jusqu'ici de personnes chargées de l'enseignement, de l'éducation et de la surveillance en commun dans des locaux spéciaux.

Il nous reste à voir si la personne chargée de l'instruction et de l'éducation d'un enfant au domicile de ses parents, ou aussi de lui donner des leçons particulières, doit être considérée comme un instituteur au point de vue de la responsabilité qui nous occupe.

Larombière (2) décidait : « que l'article 1384 était applicable à l'instituteur qui donne des leçons pendant une ou plusieurs heures de la journée, à une ou plusieurs reprises, soit qu'il s'agisse de classes ou de cours proprement dits où sont rassemblés les élèves ou de conférences particulières à un ou plusieurs élèves se présentant individuellement ».

Laurent (3) s'exprime ainsi : « La loi prévoit le cas où la surveillance n'est pas continuelle, et la conséquence qu'elle en trace, c'est que la responsabilité est limitée au temps où les enfants sont sous la surveillance de leur maître. C'est donc faire une exception à la loi que d'exclure la responsabilité quand la sur-

1. Cas. req., Dal. 1892.1.5.

2. *Des obligations*, VII, art. 1384.

3. *Traité de droit civil*, t. XX, p. 567.

veillance n'est pas plus ou moins permanente. Le législateur s'est bien gardé de consacrer une exception aussi vague que celle-là et il n'y avait aucune raison de faire une exception ; quand l'instituteur ne donnerait leçon que pendant une heure, il doit surveiller son élève pendant ce temps et répondre par conséquent de ses faits ».

Ces deux auteurs ne font donc aucune distinction entre la fréquentation de l'école et les leçons particulières, mais leur opinion est restée isolée et les autres auteurs (1) s'accordent à décider qu'en ce dernier cas les parents n'ont pas renoncé à leur obligation de surveillance sur leurs enfants et sont responsables de leurs actes.

Marcadé (2) disait déjà : « Il est clair qu'on ne range pas dans la classe des instituteurs, les maîtres qui ne font que donner des leçons à l'heure sans avoir la surveillance des jeunes gens. »

Le fait par les parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école commune implique leur volonté de ne se fier qu'à eux-mêmes ou à un préposé choisi par eux et placé sous leur surveillance immédiate. Ils conservent ici leur autorité entière sur leurs enfants, et on ne peut invoquer aucune délégation de la puissance paternelle. Ils demeurent donc

1. Sourdat. *Traité de la responsabilité*, 4^e édit., II, 815.
— Amiot. *Responsabilité civile des instituteurs*, p. 23.

2. *Droit civil*, 3^e éd., 5, page 286.

responsables des délits commis par leurs enfants et le droit commun doit recevoir son application.

D'ailleurs si le dommage causé par l'enfant est dû à une faute ou à un fait personnel de celui qui lui donne des leçons, les parents ont sans aucun doute un recours contre lui en vertu de l'article 1382.

En résumé, la tendance actuelle est de considérer comme instituteur toute personne chargée, en dehors de la maison paternelle, de l'instruction et de l'éducation des enfants en même temps que de leur surveillance. La définition de l'an II se trouve ainsi, fort heureusement d'ailleurs, élargie et plus conforme à l'extension donnée, depuis la rédaction du Code civil à la mission de l'instituteur, aux cadres de plus en plus variés dans lequel elle s'exerce.

CHAPITRE II

Responsabilité du fait personnel

Nous allons passer en revue différents cas de responsabilité personnelle qui peuvent incomber à l'instituteur dans l'exercice de ses fonctions.

Une remarque préalable s'impose (1) : les instituteurs ne sont pas responsables de leur enseignement, ils ont un programme qui leur est fixé et ils n'ont qu'à le suivre.

La faute qui engage la responsabilité directe de l'instituteur peut consister en un fait positif : voies de fait, ou en un fait négatif : négligence. La responsabilité du fait personnel, quel qu'il soit, peut se concevoir à quatre points de vue différents :

1° Voies de fait envers les élèves qui leur sont confiés ;

2° Accidents survenus aux élèves, non par le fait d'un autre élève, mais dus à une faute de l'instituteur ou à un défaut d'entretien de l'école ;

1. Beurdeley. *Responsabilité des instituteurs*.

3^o Maladie contagieuse transmise à l'enfant à l'école ;

4^o Mauvaise volonté du maître à l'égard de l'enfant.

I. — *Voies de fait*

Avant la Révolution (1), les châtimens corporels étaient en vigueur dans les écoles et le maître agissait sur l'esprit de l'enfant plutôt par la crainte que par la persuasion ; les verges, le fouet ou la férule étaient le dernier argument trop souvent employé. Il semble bien que cette habitude de frapper les élèves n'avait pas tout à fait disparu de nos jours, puisque le règlement scolaire modèle pour les écoles primaires, supérieures et élémentaires, du 18 janvier 1887, prend soin de déclarer dans son article 290 qu'il est absolument interdit d'infliger aucun châtimement corporel.

La sanction consiste en une mesure disciplinaire et l'instituteur qui frappe un élève est en outre passible des peines portées à l'article 311 du Code pénal (2).

Il convient de dire que ce moyen de correction ne paraît plus guère employé et que les instituteurs savent se faire obéir d'autre façon.

1. Voir à ce sujet *Revue pédagogique*, 15 octobre 1907.

2. Cass., 17 janvier 1879. Dal. 79. 1. 269.

Les décisions de justice sur ce point sont en effet très rares. On peut citer le cas d'une institutrice d'école maternelle condamnée pour avoir attaché un enfant à un tabouret et lui avoir versé par deux fois de l'eau froide sur la tête.

La responsabilité civile d'un instituteur pourrait se trouver engagée en cas de violence grave et une action en dommages-intérêts serait alors ouverte aux parents (art. 1382 et 1383, C. civ.). Un jugement du tribunal de la Seine du 2 avril 1897 a condamné à des dommages-intérêts un instituteur qui avait atteint l'œil d'un élève en le frappant avec un bâton pointu.

Il faut cependant admettre que l'instituteur ne saurait être inquiété pour de légères corrections manuelles provoquées souvent par le mauvais vouloir et la turbulence de certains enfants.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Douai (1) a absous un instituteur qui avait frappé légèrement de la main les élèves.

Il convient de remarquer que les châtimens corporels existent encore dans presque tous les pays d'Europe. La loi allemande du 26 juin 1872 s'exprime ainsi à leur sujet : « L'autorité du maître doit s'exercer autant que possible comme celle du père de famille. Les châtimens corporels ne lui sont permis

1. Douai, 17 juillet 1892, *Gaz. Pal.*, 1883. 2.120.

que dans les cas nécessaires ; ils ne doivent jamais porter atteinte à la santé des enfants. » (1).

II. — *Accidents*

Il n'est pas douteux que sous la législation actuelle l'instituteur est responsable de sa négligence et même de son fait, conformément aux articles 1382-1383 du Code civil : « On a même prétendu que les instituteurs sont responsables de leurs actes comme tous les citoyens et plus strictement encore à cause de leurs devoirs spéciaux et de la confiance qui leur est accordée (2). »

M. Bernarbeig (3) ajoute : « Il (l'instituteur) doit prévenir l'imprudence de l'enfant et le prémunir contre ses propres entraînements ; l'enfant est insouciant du danger, sa personnalité est encore imparfaite ; c'est le devoir du maître de la compléter et de la diriger avec vigilance. » Même sans ces commentaires aggravants, la responsabilité des instituteurs n'en reste pas moins lourde.

Un tableau rapide de la jurisprudence nous la fera apprécier.

Le fait par l'instituteur de laisser à la portée des

1. *Manuel général de l'instruction primaire* du 26 février 1898.

2. Beurdeley. *La responsabilité des instituteurs*, p. 4.

3. Discours de rentrée de la Cour d'appel de Limoges 1897, p. 8.

élèves des matières ou instruments dangereux est une faute dont il est responsable.

Un professeur de chimie du collège de Bailleul avait jeté dans la cour de récréation des résidus de phosphore sans prévenir les surveillants. Un élève ramassa des morceaux de phosphore, y mit le feu et se brûla assez gravement. Le professeur fut condamné à payer aux parents 400 francs de dommages-intérêts (1).

Or, beaucoup d'objets mis à la disposition des enfants peuvent devenir entre leurs mains des armes dangereuses : crochets, aiguilles, plumes, compas, etc.

Un maître de pension a été déclaré responsable de l'infirmité contractée par un de ses élèves par suite des mauvais traitements que ses camarades lui avaient fait subir et du peu de soins qu'il lui avait donnés avant d'avertir ses parents.

Un instituteur est également responsable de sa négligence, quant aux accidents survenus pendant les récréations, les jeux, les exercices de gymnastique, les promenades, etc.

Notons que les exercices de gymnastique sont rendus obligatoires par l'arrêté ministériel du 8 août 1890, que les jeux, les promenades scolaires sont

1. Douai, 13 janvier 1880. Sir. 1880. 2. 170.

recommandés, et qu'une place de plus en plus grande est faite avec juste raison à l'éducation physique.

L'état des locaux scolaires, les réparations qui y sont effectuées sont aussi des sources d'accidents et de responsabilité.

Un élève du Lycée Charlemagne (1) tombe en jouant pendant la récréation sur un vitrage placé près du sol et non protégé par un grillage. Le fournisseur est déclaré responsable de cet accident et le tribunal lui fait grief de n'avoir pas prévenu le danger d'accident dans une cour fréquentée par les élèves.

Un accident analogue s'était produit peu de temps auparavant à l'école Edgard Quinet (2). Un enfant s'était aussi blessé en tombant sur un vitrage placé à moins d'un mètre du sol dans une cour de récréation. Mais le tribunal avait condamné la ville de Paris, propriétaire de l'école, la considérant comme responsable des faits et gestes de son architecte qui, dans la construction du bâtiment scolaire, n'avait pas pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des élèves et notamment avait installé un vitrage dans une cour de récréations sans prendre les précautions indispensables.

C'est aux parents de l'enfant qui se plaignent

1. Trib. Seine, 5 novembre 1896. *Dal.* 1896. 2. 472.

2. Trib. Seine, 17 janvier 1896. *Droit*, 25 avril 1896.

d'une faute de l'instituteur à faire la preuve de cette faute, et les tribunaux doivent s'inspirer en cette matière des termes de la circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique du 1^{er} février 1881 : « Il n'y a évidemment aucune puissance humaine qui puisse empêcher un enfant de se livrer à un jeu dangereux et de se blesser. Il suffit que le maître ait interdit ce jeu et exerce une exacte surveillance. »

Dans cet ordre d'idées, un jugement du tribunal civil de la Seine du 23 avril 1869 (1) a décidé que l'accident, arrivé à un élève qui, en jouant avec un camarade, était venu imprudemment traverser à la course le lieu des exercices du gymnase durant la mise en mouvement d'une escarpolette et avait été atteint par celle-ci, était imputable à un fait personnel de l'enfant et n'aurait su dès lors engager la responsabilité de l'instituteur qui n'aurait pu l'empêcher avec la surveillance la plus active.

Un jugement (2) du tribunal correctionnel de la Seine du 8 mai 1905, déclare que si les maîtres et instituteurs doivent protéger les élèves contre leur propre imprudence, leur responsabilité ne peut être retenue lorsque des précautions suffisantes ont été prises pour prévenir et empêcher les accidents,

1. Dal., 1869.5.341.

2. *Gaz. Palais*, 16 juin 1905, recueil 1905.2.224 ; comp. Paris, 17 juillet 1891. *Droit*, 29 septembre 1891.

notamment lorsque les maîtres ont formellement interdit à leurs élèves de toucher à certains appareils et que l'accident n'est dû qu'à la désobéissance de ces derniers.

Il s'agissait d'un élève d'une école d'électricité qui avait eu deux doigts pris et coupés dans un tour, malgré les défenses formelles et réitérées de toucher à cette machine.

Un jugement du tribunal de paix de Jumilhac-le-Grand (Dordogne) (1) reconnaît : « que X..., instituteur, ne mérite aucun blâme et n'encourt aucune responsabilité dans cette malheureuse affaire (il s'agissait d'un enfant qui s'était blessé en tombant et la preuve fut faite que sa chute était imputable à son fait), « qu'il aurait droit à de justes dommages-intérêts de la part de ceux qui l'ont pris à partie ; qu'il ne peut en obtenir puisqu'il n'en demande pas, mais que la conduite de ses détracteurs mérite d'être flétrie ».

En effet l'instituteur accusé d'une faute imaginaire est en droit d'intenter une demande reconventionnelle en dommages-intérêts pour le préjudice que peut lui porter une poursuite injustifiée (2).

1. *Manuel général de l'instruction primaire* du 31 janvier 1897.

2. Trib. de paix de Nieul (Haute-Vienne), 28 nov. 1906, *Recueil des sommaires*, v^o responsabilité civile, n^o 263.

III. — *Maladies scolaires* (1)

L'instituteur n'est pas en principe responsable des maladies, contagieuses ou non, que l'enfant, confié à sa garde, peut contracter à l'école. Les enfants sont très exposés à la maladie et l'instituteur n'a pas la compétence nécessaire pour diagnostiquer, dès son origine, une maladie, qui se développe lentement et sans aucun signe extérieur.

Cependant l'instituteur engagerait sa responsabilité, s'il ne se conformait pas à certaines prescriptions, qui lui sont imposées par des lois spéciales.

Ainsi le décret du 18 janvier 1887, article 3, décide que : « tout enfant qui demande son admission dans une école doit présenter au maire un bulletin de naissance et un certificat médical, constatant qu'il a été vacciné, ou qu'il a eu la petite vérole, qu'il n'est pas atteint de maladies ou d'infirmités de nature à nuire à la santé des autres élèves ».

La loi du 30 octobre 1886, articles 7 et 9, et le décret du 18 janvier 1887, article 141, ont, d'autre part, organisé une inspection médicale qui porte sur la santé des enfants, la salubrité des locaux et l'observation des règles de l'hygiène scolaire.

Enfin l'instituteur ne doit permettre la rentrée à l'école d'un enfant, qui, à sa connaissance, vient

1. *Annuaire de l'enseignement primaire*, 1887, p. 408.

d'être atteint d'une maladie contagieuse, que, sur la présentation d'un certificat médical, constatant que la période de contagion est terminée.

L'instituteur, qui n'observerait pas ces prescriptions, serait exposé à un recours des parents, et pourrait subir de ce chef une condamnation de dommages-intérêts.

Il convient de noter, d'ailleurs, qu'un instituteur est responsable de son fait personnel, dans le cas de maladie, comme dans le cas d'accident et que les articles 1382-1383 trouvent ici leur application.

Ainsi il commet une faute, lorsqu'il néglige de signaler une maladie, dont il a pu s'apercevoir.

Un enfant (1) était atteint d'une maladie du cuir chevelu ; le directeur de l'école rassura son père, en lui déclarant que le médecin avait été consulté et que les symptômes n'avaient rien d'inquiétant. Il fut démontré que cette affirmation était fausse et que l'enfant avait contracté cette maladie au contact de certains de ses camarades. Le directeur fut condamné à indemniser le père des frais de cette maladie.

Le demandeur en dommages-intérêts doit naturellement faire la preuve que la maladie s'est déclarée ou aggravée par la faute de l'instituteur.

Un jugement du tribunal de Moulins du 9 juillet

1. *Gaz. trib.*, 2^e semestre 1898.2.373.

1896 (1) a bien jugé qu'un directeur d'école normale n'est pas responsable de la mort d'un élève qui tombe malade à l'école, sans qu'il y ait faute de personne, est renvoyé dans sa famille alors que son état était peu inquiétant et meurt en arrivant chez ses parents.

Les parents ont la tendance bien naturelle, lorsque leur enfant tombe malade à l'école, d'accuser le manque de soins du maître, mais les tribunaux ont d'ailleurs jusqu'à présent fait une saine appréciation des faits et n'ont admis la responsabilité que dans les cas peu nombreux où elle était nettement établie.

IV. — *Mauvais vouloir de l'instituteur*

M. Beurdeley (2) cite un dernier cas où la responsabilité d'un instituteur peut être engagée : c'est celui de mauvais vouloir du maître à l'égard de l'enfant, de refus systématique de l'instruire ou de le présenter à un examen, de privation de récompenses méritées.

Il est certain qu'aujourd'hui la théorie de la responsabilité civile s'élargit sans cesse et que les tribunaux accordent aux personnes ayant subi un dommage des indemnités dans des cas de plus en

1. *Gaz. trib.*, 4 octobre 1896.

2. *Op.cit.*, p. 15.

plus nombreux et variés et même quelque peu imprévus.

Il n'y a pas de jurisprudence sur la question du mauvais vouloir du maître, mais il y a lieu de penser que quel que soit leur désir de réparer le dommage causé dans une très large mesure, les tribunaux écarteraient toute demande de dommages-intérêts fondée sur les articles 1382-1383 et concernant les faits cités par M. Beurdeley. Une décision, admettant un tel recours de la part des parents, serait la porte ouverte à des réclamations sans nombre ; on sait combien les parents sont enclins à rendre le maître responsable de la médiocrité de leurs enfants : la situation des instituteurs serait alors intolérable.

Les parents ne sont d'ailleurs pas désormais contre le parti pris toujours possible d'un instituteur ; l'autorité académique ne manquerait pas de donner la sanction disciplinaire convenable à une plainte justifiée de leur part.

CHAPITRE III

Responsabilité du fait d'autrui sous l'empire du Code civil

L'instituteur peut être responsable du fait d'autrui dans deux hypothèses distinctes : la première n'est pas spéciale aux instituteurs, mais elle ne s'applique pas non plus à tous ceux-ci. Il s'agit du cas prévu par l'article 1884, alinéa 3 : « Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés » ; la deuxième est spéciale aux instituteurs et elle est prévue par l'article 1384, alinéas 4 et 5 ; il s'agit du dommage causé par les élèves pendant qu'ils sont sous la surveillance du maître. Cette dernière disposition a été modifiée par la loi du 20 juillet 1899 qui a substitué la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. L'étude de cette loi fera l'objet d'un chapitre spécial et il ne

sera parlé ici que de la rédaction primitive de l'article 1384.

I. — Responsabilité du fait des préposés

Cette responsabilité a son fondement dans la faute personnelle du maître ou commettant. Les auteurs du Code ont considéré, suivant l'opinion de Pothier, que le fait par un commettant d'avoir choisi un préposé incapable ou malhonnête ou de ne l'avoir pas étroitement surveillé, est une faute dont il doit réparation.

La condition des préposés se caractérise et se définit essentiellement par leur dépendance, leur subordination, leur soumission et leur obéissance nécessaires à la direction, à la surveillance et aux ordres du commettant. Plus ce dernier leur prend de leur propre liberté, de leur initiative, plus il les réduit à l'état d'instrument de sa volonté, plus sensible en même temps est la responsabilité qui pèse sur lui, à raison du dommage causé par eux dans leurs fonctions.

Si donc un préposé cause un dommage à quiconque, le maître qui l'a choisi et mis sous sa dépendance voit la faute devenir sienne et doit indemniser autrui du préjudice subi.

Un arrêt de la Cour de cassation du 25 octo-

bre 1886 (1) met en relief la double condition qu'exige la responsabilité civile du commettant : 1^o il faut que le préposé ait été choisi par lui ; 2^o qu'il puisse lui donner des ordres et exercer sur lui une surveillance effective.

Un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 17 décembre 1870 (2) avait déjà appliqué ces principes à la matière qui nous occupe.

Un élève du Lycée de Marseille avait reçu à la tempe, pendant une récréation surveillée par un répétiteur, une pierre lancée par un de ses camarades et il avait été assez grièvement blessé ; le proviseur fut poursuivi par les parents de la victime qui lui réclamèrent réparation du dommage, et voici en quels termes la Cour le mit hors de cause :

« Attendu d'ailleurs qu'aucun fait n'est attribué au sieur X... (proviseur) qui soit de nature à impliquer sa responsabilité personnelle ; que, lors de l'accident, l'enfant mineur qui l'a causé n'était pas placé sous sa surveillance immédiate ; qu'il n'a pu dès lors exercer aucune influence pour le prévenir ou l'empêcher, sur l'acte dont le dommage à réparer est provenu ; qu'il ne saurait d'ailleurs répondre des fautes ou des défaillances d'agents placés sous ses ordres, dont le choix ne lui appartient pas et dont le nombre et

1. Dal. 1887.1.225.

2. Dal. 1872.2 131. — Comp. Dal. 1877.2.41, note 1.

les attributions sont absolument indépendants de lui. » (1).

La jurisprudence paraissait ainsi fixée dans le sens de la non-responsabilité pour les directeurs d'écoles du dommage causé par leurs adjoints, non choisis par eux, lorsqu'un jugement du tribunal d'Auxerre confirmé par la Cour de Paris le 16 février 1880 (2), décida que le principal d'un collège était civilement responsable du dommage accompli par un professeur du collège vis-à-vis d'enfants reçus dans son établissement. Un enfant avait été blessé à l'œil par une pierre lancée par un camarade.

Ce jugement disait entre autres choses que : « La responsabilité du principal résulte de ce qu'il a la surveillance générale de tout le personnel du collège ; qu'il doit constamment se trouver en communication avec chacun d'eux pour leur donner ses instructions selon leurs attributions respectives ; que s'il ne peut exercer cette surveillance personnelle dans chacune des parties de l'établissement, il est obligé de la faire pénétrer au moyen de ses subordonnés partout où il est utile qu'elle se manifeste ; qu'en vain on prétend dans l'intérêt du principal du collège qu'il ne nommait pas les maîtres d'études, que n'étant pas chargé de payer leur traitement, il ne

1. Comp. Douai, 13 janvier 1880. Sir. 1880.2.170.

2. Sir. 1880.2.169. Dal. 1881.2.81,83.

saurait être rendu responsable de leurs actes ; que, dans l'espèce, il a suffisamment accompli les obligations de ses fonctions, puisqu'un sous-maitre était placé dans la cour et était chargé de surveiller les élèves, au moment où l'accident est arrivé ; qu'il n'est pas nécessaire, pour que sa responsabilité soit engagée, que la nomination du maître d'études émane du principal et que son traitement soit acquitté par celui-ci, alors qu'il est nommé et payé, à la condition de suivre les instructions du principal. »

On a prétendu (1) que la contradiction entre cette décision et celles des Cours d'Aix et de Douai rapportées plus haut n'était qu'apparente, qu'en ce qui concerne les élèves (2) le directeur de l'école reste toujours responsable parce que c'est à lui personnellement que les enfants sont confiés et qu'il ne saurait se décharger de cette responsabilité sur une autre personne. Le directeur ne cesserait d'être responsable que, quand il s'agirait d'un acte d'un maître, qui causerait un dommage matériel ou porterait préjudice à un tiers ; dans ce cas la personne lésée pourrait invoquer peut-être le rapport du commettant à préposé, et il est indéniable qu'alors ce rapport n'existe pas entre principal et mai-

1. Beurdeley, *op. cit.*

2. Il convient de noter tout d'abord que les arrêts précités s'appliquaient à des hypothèses tout à fait analogues à celle qui nous occupe ! dommage causé à un élève.

tre nommé par l'Etat ou la ville, et n'étant pas sous la dépendance étroite que requiert l'article 1384, aliéna 3.

Cette théorie nous paraît inadmissible. Il n'y a pas à distinguer entre le dommage causé par le fait de la négligence du sous-maître à un tiers ou à un élève pour dégager dans le premier cas le directeur de toute responsabilité, puisqu'il n'est pas un commettant et pour décider dans le second que, non responsable comme commettant, il l'est comme instuteur dans les termes de l'article 1384, aliéna 4.

Le directeur de l'école a bien en effet la haute main sur son établissement, mais il a fait tout son devoir, lorsqu'il a veillé à ce que l'état des locaux présente toutes garanties de sécurité, lorsqu'il a donné des instructions formelles et rigoureuses aux maîtres au sujet de la discipline intérieure et qu'il a pris garde à ce que ces instructions soient suivies.

Lorsqu'un accident survient hors de sa présence, alors que rien dans l'état matériel et la bonne tenue de l'école ne peut le faire supposer, il est inadmissible de lui appliquer les rigueurs de l'article 1384, alinéa 4.

La présomption de faute de l'article 1384, alinéa 4, ne peut être invoquée que contre le maître présent lors de l'accident qui, seul, aurait pu l'empêcher. Une partie de l'autorité de directeur d'école est déléguée au sous-maître qui lui est imposé par

l'Etat ou la ville pour l'aider dans sa tâche, et on ne peut raisonnablement exiger du directeur un contrôle de tous les instants sur la vigilance de ses auxiliaires.

Le recours est sans doute moins efficace et une réforme est nécessaire pour donner aux parents la garantie qu'ils sont en droit d'exiger, mais la jurisprudence ne peut, dans l'état actuel des textes, et devant les termes formels de l'alinéa 4 de l'article 1384 : « pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance », interpréter aussi largement un texte tout à fait exceptionnel et de droit strict.

D'ailleurs le directeur d'école n'est pas à l'abri de toute atteinte ; si la présomption de faute de l'article 1384, alinéa 4, n'existe pas contre lui du fait de ses subordonnés, il n'échappe pas aux articles 1382 et 1383, et, si la personne qui se prétend lésée fait la preuve d'une faute personnelle commise par lui, sa responsabilité pécuniaire peut être engagée.

Un arrêt de la Cour de Limoges du 1^{er} mai 1895 (1) a fait une juste application de ces principes, en condamnant un directeur d'école à des dommages-intérêts, pour négligence prouvée contre lui.

Un élève de l'école de La Souterraine (Creuse) avait poussé un autre élève dans un des trous creu-

1. Sir., 1899. 2. 137. — Comp. Besançon, 30 juillet 1884. Sir., 1885. 2. 44.

sés dans la cour pour faire des plantations. Il fut prouvé que le directeur était doublement en faute : 1^o pour avoir fait creuser ces trous pendant l'année scolaire, ou tout au moins n'en avoir pas rendu l'accès impossible ; 2^o pour n'avoir même pas donné d'instructions spéciales aux maîtres chargés de la surveillance des récréations sur le danger que présentaient ces trous et l'interdiction d'en approcher.

Il résulte, *a contrario*, des décisions ci-dessus relatées que les proviseurs de lycée et directeurs d'école publique, qui ont sous leurs ordres des auxiliaires choisis par eux et placés sous leur direction et leur surveillance sont seuls responsables des actes dommageables commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Il en est de même des directeurs d'école libre qui se font seconder par des maîtres de leur choix.

Cette responsabilité est très lourde ; en effet la personne lésée par le fait d'un préposé et qui a prouvé la faute de celui-ci n'a pas besoin de prouver la faute de son maître : l'acte du préposé fait naître contre le maître une présomption de faute qui l'oblige à la réparation du préjudice ; il n'est même pas admis à faire la preuve contraire, la présomption établie contre lui est une présomption *juris et de jure* qui écarte cette preuve.

D'ailleurs le commettant peut exercer un recours

contre son préposé auteur du dommage (1), mais ce recours est la plupart du temps inutile à cause de l'insolvabilité du débiteur.

II. — *Responsabilité du fait des élèves*

Nous abordons l'étude de la responsabilité spéciale que l'article 1384, alinéa 4, met à la charge des instituteurs, du dommage causé par les élèves qui sont sous leur surveillance. Il importe de déterminer d'abord le fondement que les rédacteurs du Code ont donné à cette responsabilité.

A. — *Fondement de la responsabilité de l'article 1384, alinéa 4.* — Les travaux préparatoires de la rédaction du Code civil nous donnent à ce sujet tous les éclaircissements utiles. Bertrand de Greuille dans son rapport au Tribunal s'exprime ainsi (2): « C'est que les instituteurs ou artisans remplacent alors les parents; c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants et ouvriers qui sont sous leur direction dans les bornes de la circonspection et du devoir; c'est qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples; c'est qu'il faut qu'ils se

1. Cass., 24 février 1886. Dal., 1887. 1. 31; Sir., 1886. 1. 460

2. Séance du 16 pluviôse an XII. Locré. *Législation civile* t. V, p. 181.

garantissent de toute faiblesse envers eux, et c'est qu'enfin ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants qui leur paraissent pervers et incorrigibles. »

A la séance du Corps législatif du 19 pluviôse an XII, le tribun Tarrible déclarait (1) : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un... S'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation... C'est au même principe que se rattache encore la responsabilité plus importante prononcée contre... les instituteurs pour les dommages causés... par leurs élèves. »

« Ils sont investis d'une autorité suffisante pour contenir leurs subordonnés dans les limites du devoir et du respect dû aux propriétés d'autrui. Si les subordonnés les franchissent, ces écarts sont attribués avec raison au relâchement de la discipline domestique qui est dans la main de... l'instituteur. Ce relâchement est une faute, il forme une cause de dommage indirecte, mais suffisante pour faire retomber sur lui la charge de la réparation. »

Ces déclarations contiennent la justification des paragraphes 2 et 4 de l'article 1384 sur la responsabilité du père et de l'instituteur. Le père est présumé

1. Dal. *Responsabilité civile*, n° 20. Note, § 14.

en faute si son enfant cause un dommage à autrui et sa responsabilité est fondée sur l'autorité qu'il possède (1) sur son enfant et sur la surveillance qu'il doit exercer à l'égard de ses actes.

Si, d'autre part, le père confie son enfant à un instituteur, la loi considère qu'il y a dans ce fait une délégation de la puissance paternelle et substitue la responsabilité de l'instituteur à celle du père comme celui-ci a substitué l'instituteur à lui-même dans la surveillance de son enfant ; la présomption de faute existe alors contre l'instituteur.

Il nous faut étudier les conditions d'application de l'article 1384, alinéas 4 et 5.

Nous avons vu précédemment comment la doctrine et la jurisprudence interprétaient après quelques controverses le sens du mot instituteur employé dans cet article, et nous n'insisterons pas sur ce point.

B. — *Elèves*. — Il nous faut examiner maintenant ce que l'on entend par élève. Le principe est que l'élève est l'enfant confié à l'instituteur hors de la maison paternelle (nous avons vu que l'instruction donnée à la maison ne peut décharger les parents de leur responsabilité) en vue de sa garde, de son instruction et de son éducation.

1. Articles 371 et suiv. du Code civil.

Un arrêt de la Cour de cassation (1), ancien il est vrai, avait décidé que le père est civilement responsable du dommage causé par son enfant mineur habitant avec lui, encore bien qu'au moment de l'accident, l'enfant fut momentanément confié à la garde d'un instituteur.

Donc selon cette décision, l'article 1384 ne s'appliquait qu'aux élèves internes soustraits pendant une certaine période à l'autorité paternelle.

Cette manière de voir a toujours été écartée par la doctrine (2). En effet le texte de l'article suppose que la responsabilité peut n'être que temporaire, puisqu'il n'établit la responsabilité de l'instituteur, que pour le temps où les élèves sont sous sa surveillance (art. 1384, al. 4).

La jurisprudence, de son côté, admet depuis longtemps la responsabilité même en cas de surveillance temporaire (3).

La majorité ou la minorité de l'enfant influe-t-elle sur la responsabilité de l'instituteur? La question

1. Cass., 29 décembre 1831. — Sir. 1833.1.655.

2. Demolombe. *Contrats et obligations*, VIII, 582. — Larombière. *Traité théorique et pratique des obligations*, 2^e édition, VII, 619. — Laurent. *Principes de droit civil*, XX, p. 567. — Demante et Colmet de Santerre, 2^e édition, V, § 365. — Sourdat. *Traité de la responsabilité civile*, II, 874.

3. Agen, 23 juin 1869, Sir. 1869.2.253. — Besançon, 30 juillet 1884. Sir. 1885.2.44. — Pau, 2 juillet 1898. Sir. 1899.2.137.

présente peu d'intérêt, car les majeurs sont rarement sous la surveillance effective d'un instituteur.

On a prétendu que l'article 1384, alinéa 4, s'appliquait quel que soit l'âge de l'élève, en se fondant sur les termes généraux de cet article (1), mais on a oublié la raison d'être de ce texte et que la source de l'obligation de l'instituteur était une délégation de la puissance paternelle.

Or l'enfant majeur échappe à l'autorité de ses parents, qui cessent d'être responsables de ses actes, (art. 372, du C. civ.); il serait donc injuste d'imposer à l'instituteur une responsabilité dont les parents sont déchargés. Les majeurs de vingt et un ans sont libres de leurs actes et doivent répondre seuls des dommages qu'ils causent.

Cependant, en raison de l'extension donnée par la jurisprudence à la notion d'instituteur, il peut arriver que l'article 1384, alinéa 4, s'applique à des majeurs. En effet, si un établissement se charge de la garde des jeunes gens vicieux, quel que soit leur âge, en vue de parvenir à leur amendement, la direction pourra être déclarée responsable de l'acte dommageable commis par son pupille. Il ne s'agit plus ici de délégation d'autorité paternelle, mais d'un risque à la charge de l'établissement, qui prend de son plein gré sous sa surveillance et sa responsabilité des

1. Huc, *Obligations*, II, 441.

insurbordonnés, devant être l'objet d'une surveillance très étroite ; et la jurisprudence qui étend à ces hypothèses la disposition de l'article 1384, alinéa 4 (1), n'aura pas alors à tenir compte de l'âge de l'enfant, si ce n'est toutefois au point de vue de sa responsabilité solidaire avec son surveillant, lorsqu'il a agi avec discernement.

C. — *Domages commis par l'élève.* — L'élève peut causer préjudice à un de ses camarades ou à un tiers, et il n'y a pas de différence à faire entre les deux hypothèses.

Que faut-il décider dans le cas où l'élève a causé un dommage à lui-même ?

Un jugement du tribunal de Domfront du 23 décembre 1904, a condamné, en se fondant sur l'article 1384, alinéa 4, une institutrice à payer des dommages-intérêts au père d'un enfant qui avait eu l'index gauche écrasé par une porte de l'école, qu'un fort courant d'air avait fermée brusquement.

D'autre part, un jugement du tribunal de Moulins du 16 mars 1905 (2), a décidé que l'article 1384, alinéa 4, ne s'appliquait pas au cas d'un accident survenu à un élève sans le fait d'un autre élève.

La Cour de cassation n'a jamais eu à se prononcer sur ce point qui reste controversé.

1. Cass., 27 juin 1901. Pand. franç., 1903. 1. 520.

2. Dal. 1906. 5. 24. — Comp. Paris, 4 juillet 1907. Rec. Gaz. Trib., 1907, 2^e semestre, 2. 441.

Le dommage causé par l'élève peut être très divers ; le plus souvent il s'agit de coups volontaires ou non, d'accidents causés par les porte-plumes, aiguilles, qu'emploient les élèves, de blessures faites pendant les récréations et au cours de jeux dangereux.

Un élève du Collège de Gray avait, pendant une manœuvre militaire, blessé un de ses camarades au moyen d'une cartouche chargée de poudre. Le principal fut condamné à payer aux parents 3.000 francs de dommages-intérêts, mais solidairement toutefois avec le coupable (1).

Il convient de noter la rareté des décisions intervenues au cours du dernier siècle et portant condamnation pécuniaire d'instituteurs lorsque l'article 1384, alinéa 4, avait seul été invoqué contre eux. Cela tient, comme nous le verrons plus loin, à ce que les instituteurs ont presque toujours fait la preuve jugée suffisante par les tribunaux, de leur impossibilité d'empêcher le fait dommageable.

Au cas où le dommage subi par un élève du fait d'un autre serait dû en partie à une faute de la victime, la communauté de faute atténuerait la responsabilité

1. Foix, 13 août 1892. — Agen, 9 août 1897. *Gaz. Trib.*, 1897. — Limoges, 1^{er} mars 1895. *Sir.*, 1899. 2. 137. — Il y a lieu de noter que cet arrêt quoique invoquant l'article 1384, alinéa 4, se fonde aussi et surtout sur les articles 1382-1383.

de l'auteur du dommage, qui ne devrait alors qu'une réparation partielle (1).

D. — *Durée de la responsabilité de l'instituteur.*

— D'après l'article 1384, alinéa 4, les instituteurs ne sont responsables que des fautes commises pendant leur surveillance (2). Il importe donc de préciser les limites de cette surveillance.

Il est certain que, pour les élèves internes, la surveillance est continuelle et ne cesse que lors des sorties régulières et des vacances; c'est pour les externes que la question se pose et demande à être étudiée plus attentivement.

Ces élèves sont sous la surveillance de leurs maîtres, tant qu'ils demeurent à l'école aussi bien pendant les classes et les études que pendant les récréations. Ainsi le règlement modèle des écoles primaires dispose que (3): « Pendant la durée de la classe, l'instituteur ne pourra sous aucun prétexte être distrait de ses fonctions professionnelles, ni s'occuper d'un travail étranger à ses fonctions scolaires. »

Un arrêt de la Cour d'Agen du 9 août 1897 (4) a

1. Dal. Sup. V°. Responsabilité n^{os} 271 à 274. Comp. Trib. Nancy, 27 novembre 1897. *Journal des Instituteurs*, 1897.

2. Discours de Tarrible au Corps législatif cité plus haut.

3. Arrêtés du 18 juillet 1882, article 5, et du 18 janvier 1887, article 4.

4. *Gaz. trib.*, 11 août 1897.

confirmé la condamnation à 100 francs de dommages-intérêts prononcée par le tribunal de Gourdon contre l'instituteur de Léobard (Lot), qui avait abandonné sa classe, pour aller conférer avec le maire. Pendant son absence, un élève avait brutalement frappé un de ses camarades.

L'arrêt dit « que X... a vainement allégué que ses autres fonctions de secrétaire de la mairie l'avaient obligé à abandonner ses élèves, pour aller conférer avec le maire ; que, non seulement son allégation n'est pas justifiée, mais qu'il est impossible d'admettre que des fonctions accessoires, qu'il est autorisé à remplir cumulativement avec celle d'instituteur, deviennent, en aucun cas, un prétexte à une excuse, qu'il pourrait invoquer pour couvrir une faute, engageant sa responsabilité. »

Mais le séjour des enfants à l'école ne se borne pas toujours aux heures de classe et de récréation. Dans beaucoup de villages au territoire étendu, les enfants demeurent à l'école pour prendre leurs repas ; l'instituteur est-il alors responsable de leurs actes ?

L'instituteur privé, qui a charge ainsi de la garde des enfants dans l'intervalle des classes, est sans aucun doute responsable de leurs faits. Il intervient, à ce sujet, entre les parents et lui, une entente qui lui impose moyennant salaire ce surcroît de responsabilité.

Pour les écoles publiques, le règlement modèle des écoles primaires porte que : « Les enfants qui ne sont pas rendus à leur famille, dans l'intervalle des classes, demeurent sous la surveillance des instituteurs jusqu'à l'heure où ils quittent définitivement l'école, article 9. »

Le règlement modèle des écoles primaires supérieures du 29 décembre 1888 décide également dans son article 1^{er} « La surveillance des enfants qui ne se retirent pas dans leur famille entre les deux classes est assurée pendant cet intervalle par les soins du directeur. »

Il est évident que ces règlements n'ont pas force de loi, et que les instituteurs ont toujours protesté contre leurs dispositions. Il faut reconnaître qu'ils sont faits pour donner aux parents toute sécurité et que la jurisprudence doit en tenir compte dans l'appréciation des cas qui lui sont soumis. Il est logique d'ailleurs, qu'elle admette plus facilement alors la preuve de l'impossibilité pour l'instituteur d'empêcher le fait dommageable.

C'est dans cet esprit qu'a été rendu un jugement du tribunal de Châteauroux du 24 mai 1898 (1). Des perches effilées avaient été laissées dans la cour de l'école par le garde-champêtre ; pendant midi deux enfants qui prenaient leur repas à l'école jouèrent

1. Sir., 1899. 2. 147.

avec ces perches et l'un deux blessa l'autre ; l'instituteur poursuivi par les parents fut absous par le tribunal.

On lit notamment dans le jugement : « Considérant que la responsabilité de l'instituteur ne saurait être aussi stricte dans tous les instants de la journée ; qu'ainsi il a été fait état d'une disposition du règlement des écoles primaires publiques du département de l'Indre aux termes de laquelle les élèves qui ne quittent pas l'école dans l'intervalle des classes demeurent sous la surveillance du directeur jusqu'à l'heure où ils quittent définitivement l'école ; que le principe posé dans ce règlement est exact, mais qu'il est certain que pendant toute cette période d'entre les classes où l'enfant, pour lui éviter la fatigue d'un déplacement, est confié à la garde de l'instituteur, il ne se trouve plus soumis avec la même rigueur aux règlements de la classe et jouit d'une liberté relative, puisque l'instituteur est plutôt un gardien qu'un maître, et est lui-même à demi sorti de sa fonction et rendu à la vie privée ; qu'il est donc inévitable que pendant ces périodes la responsabilité de l'instituteur soit atténuée. »

La Cour de Pau (1) a appliqué également ces principes en refusant d'admettre la responsabilité du père pour un délit commis à l'école après la classe ;

1. Pau, 2 juillet 1898. Sir., 1899. 2. 139.

elle reconnaissait donc implicitement la responsabilité de l'instituteur qui n'avait pas été mise en cause.

Il n'est pas inutile d'opposer à cette jurisprudence un jugement du tribunal d'Alais du 19 décembre 1895 (1), qui décide qu'un instituteur ne pourrait être rendu civilement responsable d'un accident arrivé à un de ses élèves dans la cour de l'école communale, à un moment (il s'agit de l'heure du déjeuner) où il n'est tenu d'exercer sur les enfants aucune surveillance et qui ajoute : « que ni les règlements administratifs, ni les usages ne prescrivent à l'instituteur la surveillance de ceux qui, éloignés du pays, prennent par tolérance leur repas dans la cour de l'école ».

De nos jours, comme nous l'avons déjà vu, la tâche des instituteurs s'est élargie et ils font avec les élèves des promenades, des excursions et visites d'établissements industriels.

La responsabilité des instituteurs libres est alors engagée comme dans le cas du repas pris à l'école. Quant aux écoles publiques s'il s'agit de promenades réglementaires, le maître est responsable des dommages causés par ses élèves.

Si, d'autre part, il accepte de faire des excursions avec ses élèves il n'est pas douteux que sa responsa-

1. *Gaz. trib.*, 2 février 1896.

bilité existe là encore ; mais il lui est loisible de faire signer aux parents une renonciation à toute indemnité du chef d'accidents survenus à leurs enfants.

Disons ici un mot de l'article 19 du décret du 15 novembre 1811 ainsi conçu : « pour les délits commis par les élèves au dehors dans les sorties et promenades faites en commun, la partie lésée conservera le droit de poursuivre, si elle veut, ses réparations par les voies ordinaires ; dans tous les cas, l'action sera dirigée contre le chef de l'établissement, lequel chef sera civilement responsable, sauf son recours contre les père et mère ou tuteur, en établissant qu'il n'a pas défendu des maîtres de prévenir ou d'empêcher le délit ».

Il est incontestable que ce décret a force de loi. En effet l'article 21 de la constitution de l'an VIII décide que : « le Sénat annule ou maintient tous les actes qui lui sont déférés par le tribunal et le gouvernement ».

Le Sénat, n'ayant pas dans le délai de dix jours qui lui était imparti, annulé ce décret il vaut loi.

On a beaucoup discuté sur ce décret ; (1) cela tient à ce qu'il est contraire au droit commun sur deux points : 1^o il déclare le maître responsable, sans l'autoriser à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait et

1. Toullier, IV, 266. — Demolombe, 31.609. — Duranton, 14.720, Sourdat, *op. cit.*, 819.881.

2^o il donne un recours du maître contre le père ; or nous verrons plus loin que ce recours n'existe pas dans le cas de l'article 1384.

Ce décret s'explique par le but particulier qu'il vise : il s'agit de promenades en commun, où la surveillance est plus difficile et où il faut imposer aux maîtres une attention plus grande ; d'autre part, puisqu'on établit contre eux, dans leurs rapports avec la personne lésée, une présomption de faute, n'admettant pas la preuve contraire, on leur donne en revanche, un recours contre le père de l'auteur du dommage s'ils prouvent leur impossibilité d'empêcher le délit.

Aucune décision judiciaire n'est d'ailleurs intervenue au sujet de ce décret qui ne s'applique qu'aux lycées et collèges et doit être interprété restrictivement.

La responsabilité de l'instituteur cesse dès que l'élève n'est plus sous sa surveillance, par exemple dans le trajet qu'il fait seul pour se rendre à l'école ou retourner à la maison paternelle.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Grenoble (1) a décidé que : « Lorsque les enfants ont quitté le service de l'école, ils cessent d'être sous la surveillance de l'instituteur et rentrent sous celle de leurs parents, qui sont responsables de leurs délits ou quasi-délits ».

1. 6 janvier 1882.

Il s'agissait d'une rixe à la sortie de l'école : un enfant atteint d'un coup de pied au genou était resté boiteux.

Présomption de faute et impossibilité d'empêcher le fait. — Si un enfant habitant avec ses parents a causé un dommage à autrui, la personne lésée n'a pas besoin pour exercer son recours contre les parents de prouver une faute à leur charge. La loi présume que l'acte de l'enfant est imputable à un défaut de surveillance des parents (art. 1384, al. 2).

L'instituteur qui surveille l'enfant aux lieu et place de ses parents, est aussi présumé en faute lorsque l'enfant, à lui confié, cause préjudice à autrui (art. 1384, al. 4).

Mais cette présomption qui dispense la victime du dommage de prouver la faute du père ou de l'instituteur diffère de celle qui frappe le commettant (art. 1384, al. 3), en ce qu'elle admet la preuve contraire : le père et l'instituteur échappent à toute responsabilité, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait de leurs enfants ou de leurs élèves (art. 1384, al. 5).

C'est ce qu'on exprime en disant que la présomption établie contre eux est une présomption *juris tantum* (1).

1. L'ancien droit n'admettait pas la possibilité de l'excuse, partant de ce principe que le père peut toujours empêcher ses

A la séance du Tribunal du 16 pluviôse an XII, le tribun Bertrand de Greuille déclarait en effet : « Si les pères et mères, instituteurs ou artisans parviennent à prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dont on se plaint, alors la garantie disparaît, parce que l'impossibilité bien constante équivaut à la force majeure qui ne donne ouverture à aucune action au profit de celui qui en est la victime. »

Et le tribun Tarrible dans son discours au Corps législatif à la séance du 19 pluviôse an XII s'exprimait ainsi : « La présomption de faute cesse à l'égard de tous, s'ils peuvent prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité. La responsabilité ne peut en effet atteindre ceux qui sont exempts de reproches. »

L'article 1384, alinéa 5, décide en conséquence que la responsabilité a lieu « à moins que les instituteurs... ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ».

Les paroles du législateur de 1804 et le texte de l'article 1384, alinéa 5 ne suffisent pas à préciser les

enfants de commettre des fautes. L'article 656 de la nouvelle coutume de Bretagne décidait à ce sujet : « Si l'enfant fait tort à autrui, tant qu'il sera au pouvoir de son père, le père doit payer l'amende civile, pour ce qu'il doit châtier ses enfants. »

conditions d'admission de la preuve contraire réservée aux instituteurs.

La preuve de leur impossibilité d'empêcher le fait peut en effet se comprendre de deux façons.

On peut ou bien se contenter de la preuve que toutes les dispositions avaient été prises pour éviter l'accident ou bien exiger que l'instituteur démontre qu'il lui était matériellement impossible d'empêcher l'acte de l'élève, preuve négative qu'il ne pourra jamais faire.

M. Thézard a montré dans son rapport au Sénat, lors de la réforme qui aboutit à la loi du 20 juillet 1899, à quelles solutions différentes pouvait conduire l'appréciation de la notion d'impossibilité : « Si théoriquement l'impossibilité paraît quelque chose d'absolu, non susceptible de plus ou de moins, elle peut être appréciée très diversement en fait ; où tel tribunal jugera qu'il y a impossibilité réelle d'empêcher l'accident, tel autre décidera que cette impossibilité n'était pas absolue, que par telles précautions extrêmes, minutieuses, absurdes, difficiles à pratiquer, mais à la rigueur possibles, l'accident eût été évité ; donc, conclura-t-il, il n'y avait pas impossibilité et, il faut le reconnaître, au point de vue de la logique abstraite, c'est ce dernier système qui est dans le vrai. »

La doctrine a apprécié de façon équitable la volonté des rédacteurs du Code et Larombière a dit

en excellents termes : « Il suffit que les parents, tuteurs, artisans et instituteurs aient fait pour empêcher et prévenir le délit ou quasi-délit tout ce qu'il était humainement et raisonnablement possible de faire. En prouvant qu'ils ont fait tout ce que leur prescrivait leur position, qu'ils ont accompli tous les devoirs que leur imposait leur qualité et qu'ils n'ont rien négligé dans l'exercice de leur autorité et de leur surveillance, ils auront suffisamment établi qu'il leur a été impossible d'empêcher le fait qui donne lieu à leur responsabilité. Ils en seront conséquemment quittes et affranchis.

« Mais il ne leur suffirait pas de prouver que le fait dont ils sont de droit responsables a eu lieu hors de leur présence, à leur insu ou en leur absence. La plupart des délits et quasi-délits ne se commettent point, en effet, sous les yeux de ceux qui en sont constitués responsables, et si l'ignorance et l'absence équivalaient pour eux à une impossibilité, leur responsabilité serait le plus souvent illusoire ; en fait, elle n'existerait presque jamais. Ils doivent donc prouver autre chose et établir, en outre, qu'ils ont assidûment surveillé la conduite de ceux dont ils répondent, qu'ils se sont appliqué dans leurs leçons et leurs exemples et par une bonne discipline domestique à les diriger dans la voie du bien et de l'honnêteté, à développer leurs généreux sentiments, à réprimer leurs penchants mauvais, à leur enseigner

la modération, la prudence et le respect des lois et surtout que, lors de la perpétration du fait qui donne lieu à leur responsabilité, ils n'ont manqué à aucun de leurs devoirs de bonne direction et d'active surveillance. Ils doivent enfin établir qu'il n'y a eu de leur fait ni faute, ni imprudence, ni négligence qui auraient précédé ou accompagné le fait et sans lesquelles il ne serait pas arrivé.

La jurisprudence de son côté s'est montrée en général peu exigeante pour admettre la preuve de l'impossibilité du fait mise par la loi à la charge de l'instituteur et elle a exonéré celui-ci de toute responsabilité dans la plupart des cas qui lui ont été soumis.

Ainsi un jugement du tribunal civil de la Seine du 22 avril 1869 (1), décide qu'un proviseur de lycée n'est pas responsable si, pendant une récréation, un enfant en blesse un autre d'un coup de pierre, alors que toutes les précautions avaient été prises pour empêcher des faits de ce genre, et que le surveillant n'avait pu empêcher l'accident.

Un élève de l'école libre de Juvigny (Meuse), avait lancé en l'air un morceau d'ardoise qui, en tombant, avait blessé un de ses camarades. Un arrêt de la Cour de Nancy du 26 mai 1886 écarta la responsabi-

1. Dal., 1869, 5. 341.

lité du directeur de l'école et fut confirmé par la Cour de cassation, sur ce point du moins (1).

Citons encore un jugement du tribunal de Nancy du 27 novembre 1897 (2).

Pendant les travaux de couture, une élève, en se tournant brusquement, se blessa aux ciseaux de sa voisine. Le jugement repoussa la demande d'indemnité introduite contre l'institutrice et fut ainsi motivé : « Attendu qu'en édictant la responsabilité de l'instituteur, en raison du dommage causé par ses élèves, l'article 1384 n'a eu en vue que le dommage causé qui résulte d'une faute commise par l'élève et que sa disposition ne peut être étendue au cas où le dommage est le résultat direct ou indirect de la faute ou de l'imprudence imputables à la victime elle-même. » (3).

1. Civ. cas., 13 janvier 1890. *Sir.*, 1891, 1. 49. Note de M. Labbé.

2. *Journal des instituteurs*, 1897,

3. Comp. Aurillac, 16 mars 1898. *Gaz. trib.*, 1898. 2. 335. — Seine, 8 mai 1895. *Gaz. trib.*, 17 mai 1895. — Sarlat, 21 décembre 1881, *Journal des arrêts de la Cour de Bordeaux*, 1881, p. 323. — Paris, 17 juillet 1891. *Droit*, 24 septembre 1891, — Châteauroux, 24 mai 1898. *Dal.*, 1898. 2. 491. — Lyon, 16 mai 1903, *Loi*, 17 octobre 1903.

*Jugement du tribunal civil de la Seine
du 23 janvier 1892 (1)*

Il nous reste à parler de ce jugement qui a méconnu les principes que nous venons d'exposer et soulevé une vive émotion dans le monde universitaire.

Une rixe avait éclaté entre trois enfants, à l'école de Fontenay-sous-Bois ; l'un d'eux, frappé d'un coup de pied au ventre, était mort d'une péritonite consécutive à sa blessure. Les pères et mères des élèves coupables et l'instituteur furent assignés par les parents de la victime : la 10^e chambre (correctionnelle) du tribunal de la Seine condamna les enfants à payer solidairement au père de la victime 500 francs de dommages-intérêts et déclara l'instituteur responsable des condamnations, en renvoyant les parents de toute poursuite en responsabilité civile. Ce jugement contenait les attendus que voici :

« Attendu que Leblanc, directeur de l'école n'a pas été témoin des faits et ne saurait être reconnu coupable d'y avoir participé ;

« Mais attendu qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, par le seul fait que des coups volontaires

1. Sir., 1899. 2. 138.

ont été portés à un enfant dans l'intérieur de l'école Leblanc, directeur, doit être déclaré responsable civilement de ce délit, quelles que soient d'ailleurs sa vigilance habituelle, son honorabilité reconnue et l'impossibilité où il paraît s'être trouvé d'empêcher les coups portés à la victime ».

Le jugement faisait en conséquence abstraction du dernier alinéa de l'article 1384 : « la responsabilité a lieu à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait que donne lieu à cette responsabilité. »

Il transformait la présomption *juris tantum* de l'article 1384, alinéa 4, en présomption *juris et de jure* ; en effet, tout en admettant que Leblanc se trouvait dans l'impossibilité d'empêcher les coups, c'est-à-dire faisait la preuve requise par l'alinéa 5 de l'article 1384, il le condamnait cependant.

D'ailleurs, Leblanc n'ayant pas fait appel du jugement, le Procureur de la République se pourvut dans l'intérêt de la loi devant la Chambre des appels correctionnels et un arrêt de principe infirma la thèse juridique de la 10^e chambre, tout en confirmant le jugement non frappé d'appel régulier.

Cet arrêt s'exprime ainsi : « Attendu que les circonstances démontrent surabondamment que Leblanc, qui avait rempli tous ses devoirs de bonne direction, n'aurait pas dû être déclaré responsable d'un délit de coups qu'il avait tout fait pour prévenir

et qu'il n'a pu empêcher ; que le tribunal, tout en reconnaissant l'impossibilité où Leblanc paraît s'être trouvé d'empêcher les coups, l'a cependant déclaré civilement responsable et condamné solidairement avec les prévenus à payer 500 francs à titre de dommages-intérêts à la partie civile ; qu'il a ainsi méconnu la dernière disposition de l'article 1384 du Code civil. »

F. — *Recours de l'instituteur.* — La présomption de responsabilité civile établie par les différents paragraphes de l'article 1383 n'existe qu'en faveur des tiers. La personne civilement responsable a un recours contre l'auteur du dommage pour le montant des condamnations qu'elle a encourues.

Nous allons voir dans quels cas l'instituteur peut exercer son recours et examiner successivement s'il existe contre les élèves et contre les parents.

1^o *Recours contre l'élève.* — Une distinction primordiale domine la matière : l'enfant a-t-il agi avec ou sans discernement ?

S'il a agi sans discernement, l'instituteur n'a pas de recours contre lui : en effet l'enfant non responsable de ses actes n'aurait pu être condamné directement à des dommages-intérêts envers la personne à qui il a causé dommage ; l'action directe n'existant pas contre lui, il ne peut être question de le soumettre à l'action garantie.

L'enfant a agi avec discernement. S'il s'est rendu compte de la portée de son acte, il a commis sciemment un fait dommageable et il est passible de dommages-intérêts (1) ; l'instituteur aura donc un recours contre lui (2) et contre son père administrateur légal de ses biens.

Mais si le dommage causé par l'enfant a été précédé d'une faute de l'instituteur telle qu'on dût la considérer comme la raison principale du dommage, l'instituteur est coupable autant que l'auteur direct du dommage et le recours doit lui être interdit (3).

D'ailleurs ce recours n'aura guère l'occasion de s'exercer, car une personne lésée met souvent à la fois l'enfant et l'instituteur en cause. Si l'instituteur ne peut faire la preuve que lui réserve l'article 1384, alinéa 5, et s'il est d'autre part prouvé que l'enfant a agi avec discernement, le tribunal prononcera la

1. Duranton, XIII, 717. — Sourdat, *op. cit.*, II, 840.

2. Toullier, *op. cit.*, II, 271 et ss. — Duranton, XIII, 717. — Marcadé, V 1384-4°. — Laurent, XX, 446. — Sourdat, II, 840. — Aubry et Rau, *op. cit.*, IV, 767, p. 447. Req., 24 février 1886. Aix, 5 mars 1891. *Recueil arrêts Aix*, 1892. 1.50. — Arg. Bourges, 18 août 1838. Dal. *Rép.* V° *Dénonciation calomnieuse*, n° 133, note 2.

3. Sourdat, *op. et loc. cit.* Cass. req., 24 février 1886. Dal. 1887.1.31.

condamnation solidaire de l'instituteur et de l'élève comme co-auteurs du délit (1).

L'arrêt de la Cour de Besançon du 24 juillet 1884 précité (2) décide ainsi que : s'agissant de la réparation d'une faute unique commise par X... élève et de précautions insuffisantes prises par X... principal, la responsabilité ne peut être divisé au regard de la victime et se trouve encourue *in solidum* par les deux participants à cette faute unique ».

Si, dans ce cas, l'instituteur a payé la totalité des dommages-intérêts, il a, conformément au droit commun, une action en répétition contre l'enfant jusqu'à concurrence de la part lui revenant dans la dette commune (3).

2° *Recours contre les parents.* — D'après l'article 1384, alinéa 2, le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables des dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux, et la jurisprudence a eu souvent l'occasion d'appliquer ce principe (4).

1. La responsabilité solidaire des co-auteurs d'un délit ou quasi-délict est de jurisprudence constante : Cass., 12 fév. 1879. Sir., 1879.1.217 ; 12 janvier 1881. Sir., 1882.1.22.

2. Sir. 1885.2.44.

3. Civ. rejet, 8 novembre 1886. — Dal. 1887. 1. 94.

4. Aix, 11 juin 1859, Dal. 1859. 2. 195. — Rennes, 16 janvier 1861, *Journ. du Pal.*, 1862. 16. — Agen, 21 février 1866, Sir., 1866. 2. 277. — Douai, 7 novembre 1893, Sir., 1894. 2. 161. — Douai, 14 février 1894, Sir., 1894. 2. 161.

Mais le fait d'avoir confié son enfant à un instituteur dégage le père de toute responsabilité pendant le temps où il échappe à sa surveillance : « Le père s'est reposé sur le maître, en lui confiant l'enfant, d'une surveillance qu'il n'est plus désormais à même d'exercer ; c'est donc l'instituteur qui en est chargé à la place du père. La loi lui délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir l'enfant dans les bornes du devoir. Il doit en répondre civilement sans recours contre le père, mis désormais à l'abri de toute responsabilité par la disposition de la loi et par le mandat qu'il a spécialement donné au chef de la maison où il a placé son fils. » (1).

La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principes (2) et a refusé tout recours direct contre le père (3).

Cependant elle a quelquefois autorisé l'instituteur

1. Toullier, *op. cit.*, II. 266.

2. Agen, 23 juin 1869, Sir. 1869. 2. 253. — Aix, 17 déc. 1870. Dal. 1872. 2. 131. — Cas., 13 janvier 1890 cassant un arrêt de Nancy du 26 juillet 1888. Dal. 1890. 1. 147. — Pau, 2 juillet 1898. Dal., 1899. 2. 139. — Alger. 1^{er} décembre 1902. Sir. 1904. 2. 12.

3. La distinction entre le recours direct contre le père et le recours indirect, en sa qualité d'administrateur légal des biens de son enfant, a une grande importance pratique : en effet, au cas où le père est pris comme administrateur légal, l'instituteur ne peut exercer son recours que sur les biens personnels de l'enfant, administrés par le père, cas assez peu fréquent.

à faire la preuve que la faute commise par l'élève était le résultat d'une mauvaise éducation antérieure imputable aux parents.

Un arrêt de la Cour d'Agen du 23 juin 1869 (1), en déclarant un père non responsable d'un délit commis par son fils à l'école, prend soin de remarquer : « Que cependant, si le fait incriminé avait été précédé d'une faute de sa part, sans laquelle l'événement ne serait pas arrivé, s'il avait négligé l'éducation de son fils au point de lui laisser contracter des habitudes vicieuses, s'il avait souffert le relâchement de l'obéissance et de la discipline domestique, s'il lui avait donné de mauvais exemples, s'il n'avait rien fait pour réprimer la conduite de son fils dont il ne pouvait ignorer les emportements, les désordres, le père, dans ce cas, serait passible de la responsabilité édictée par l'article 1384 du Code Napoléon, encore qu'il n'eût pas été à même de s'opposer aux écarts de son fils, au moment où, ils ont eu lieu. » (2).

Un jugement du tribunal de la Seine du 3 avril 1897 (3) a déclaré les parents responsables de l'acte de leur enfant qui en poussant un camarade lui

1. Dal. 1870, 2, 223.

2. Comp. Chateauroux, 24 mai, 1898. Dal. 1898. 2. 49. — Sourdat. *Traité de la responsabilité*, 5^e édition, nos 708 et 818.

3. *Droit*, 28 avril 1897.

occasionna une fracture du crâne, cet acte de méchanceté révélant aux yeux du tribunal un naturel mauvais et une éducation défectueuse.

Le 24 juin 1902 (1), le même tribunal a condamné solidairement l'instituteur et les parents d'un élève à réparer le dommage causé par celui-ci, aux mains de qui on avait laissé un couteau dangereux à manier.

Le père pourrait également engager sa responsabilité et s'exposer à un recours en garantie de la part de l'instituteur s'il lui avait volontairement caché tel défaut, tel vice de l'enfant et l'avait mis ainsi dans l'impossibilité d'exercer sur lui une surveillance spéciale.

1. *Gaz. Pal. Recueil*, 1903, I, 2.24.

CHAPITRE IV

Campagne en faveur de la réforme de l'article 1384

Le jugement du tribunal de la Seine du 23 janvier 1892 attira l'attention du personnel enseignant, sur l'article 1384 et lui montra le danger que pouvait lui faire courir l'interprétation peu juridique mais possible de cet article, qui fut l'objet de critiques passionnées.

De nombreux vœux tendant à l'abrogation de cet article furent formulés dans les réunions départementales d'instituteurs ; divers systèmes furent proposés pour remédier à l'état de choses existant, des projets de loi déposés et le mouvement aboutit à la loi du 20 juillet 1899 (1).

1. *Le Siècle*, 7 juin 1892, art. de M. Lestumier, *Le XIX^e Siècle*, juin 1892, art. de M. Millerand. — Beurdeley. *De la responsabilité civile des instituteurs* ; Delagrave, 1892 ; *l'Instruction primaire*, 7 mars 1892 ; *l'Union pédagogique*, mars et mai 1892 ; *Bulletin de l'Union des instituteurs de la Seine*, août 1892 ; *Manuel général de l'instruction primaire*, 22 février et

Les instituteurs primaires plus menacés des rigueurs de la loi à cause de l'âge, du nombre et du recrutement des enfants confiés à leur garde et, préoccupés avant tout d'échapper à l'éventualité d'une condamnation pécuniaire, ruineuse, n'attendirent pas une réforme législative toujours longue à obtenir pour prendre les mesures nécessaires à leur sécurité. Ils cherchèrent le moyen d'atténuer dans la mesure du possible leur responsabilité ; c'est dans cette intention qu'ils créèrent des sociétés d'assurance contre les accidents et des caisses de défense judiciaire.

Les premières payaient à la place de l'instituteur les condamnations prononcées contre lui, tandis que les secondes se proposaient de plus la défense dans les meilleures conditions aux procès intentés aux instituteurs et aussi le remboursement de tous les dommages-intérêts et frais supportés par eux. On peut citer dans cette catégorie la Toulousaine, l'Industrie française, la Mutuelle générale française, l'Enseignement (1)

2 juin 1892 ; *Le volume*, 2 juillet 1892, article de M. Charles Dupuy. — Bernarbeig. Discours de rentrée, audience de la Cour de Limoges du 16 octobre 1896 ; *Echo de l'enseignement primaire*, 26 janvier 1896 ; *Manuel général de l'instruction primaire*, 1^{er} février 1896 ; *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 16 février 1896 ; *Le volume*, 26 février 1896 ; *Correspondance générale de l'instruction primaire* 1^{er} février 1896.

1. Consulter à ce sujet Amiot : *Responsabilité civile des*

Nous allons voir maintenant les différents moyens proposés pour atténuer ou supprimer la responsabilité établie par l'article 1384, alinéa 4.

1^o Projets qui ne modifient pas l'article 1384

A. — *Système proposé par M. Pinset* (1). — La thèse de M. Pinset était fondée sur les paroles déjà citées de Bertrand de Greuille au Tribunal : « C'est que les instituteurs ou artisans remplacent alors les parents, c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants et ouvriers qui sont sous leur direction dans les bornes de la circonspection et du devoir, c'est qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples, c'est qu'enfin ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants qui leur paraissent pervers et incorrigibles. »

M. Pinset s'attachait à démontrer que les trois motifs de responsabilité mis en avant par le rapporteur : autorité suffisante, bonne instruction, faculté de renvoi ne sont plus applicables à présent aux ins-

instituteurs. — Pinset : *Manuel général d'instruction primaire*, mars 1896 et *Volume*, 22 février 1896. — *Ecole laïque*, 23 janvier 1898, *Bulletin trimestriel de la Société mutuelle contre les accidents : l'Enseignement*.

1. *Union pédagogique*, mars et mai 1892.

tituteurs publics, mais à l'Etat qui s'est substitué à eux et est devenu un véritable instituteur. Il admettait d'ailleurs le maintien de la responsabilité personnelle des instituteurs dans les termes des articles 1382-1383.

Quelles que fussent la valeur théorique et l'ingéniosité des arguments de M. Pinset, on ne pouvait demander à la jurisprudence d'interpréter aussi largement l'article 1384 et d'en faire l'application à la responsabilité de l'Etat.

B. — *Idées de M. Beurdeley (1)*. — a) Il proposait la création d'un petit tribunal scolaire qui prononcerait contre les enfants vicieux des peines légères : privation de la gratuité, de la cantine scolaire, corvées, internement dans une maison de correction.

b) Il préconisait l'intervention de l'administration qui indemniserait l'instituteur des dommages-intérêts mis à sa charge lorsqu'il n'y aurait pas faute de sa part, mais qu'il n'aurait pu faire la preuve de cette absence de faute.

c) Il avait foi en la jurisprudence pour l'application libérale de la loi.

d) Il demandait également la création de classes de réforme qui existent déjà dans plusieurs pays

1. *Op. cit.*

d'Europe et qui sont préférables aux écoles de répression (1).

C. — *Proposition Bouge*. — Dans un article du *Temps* (2), M. Bouge, député, proposait l'inscription au budget d'un crédit d'un million pour payer les frais des actions intentées aux instituteurs publics. Cette proposition fut renvoyée à la Commission chargée d'élaborer un projet de loi modifiant l'article 1384. Cependant un crédit de 10.000 francs fut inscrit dans la loi du budget du 29 mars 1897. La proposition avait l'inconvénient, qu'on ne saurait trop éviter, de modifier par voie budgétaire une disposition de la loi civile.

D. — *Proposition du Comité de la correspondance générale de l'instruction primaire* (3). — Le Comité de rédaction de ce journal présidé par M. Gréard, adopta dans sa séance du 17 février 1896 certaines résolutions qui furent formulées par M. Beurdeley.

Il pensait que la responsabilité des instituteurs

1. Voir à ce sujet Henri Joly, rapport au Ministre de l'Instruction publique sur les enfants vicieux à l'école ; *Le Correspondant*, 10 octobre 1891 et ss. — Teutsch, *Tribunaux spéciaux pour enfants*. — Julhiet, *Tribunaux pour enfants aux Etats-Unis*. — Rollet, *Mise en liberté surveillée en France*. — J. Leroy, *Les droits de l'enfant*.

2. 12 juillet 1896.

3. Correspondance générale, 1^{er} mars 1896.

serait utilement et suffisamment atténuée par les trois mesures suivantes :

a) Enquête administrative de l'inspecteur d'académie ou de l'inspecteur primaire faite aussitôt l'accident et versée aux débats ;

b) mise en cause du père ou tuteur de l'élève coupable, en vue de l'exercice du recours en garantie qui peut exister contre lui.

C. — Ouverture d'un crédit au budget pour indemniser les instituteurs de la responsabilité pécuniaire encourue dans les termes de l'article 1384 et en dehors de toute faute personnelle même de surveillance relevée contre eux.

Quelques membres du comité avaient réclamé l'admission des instituteurs au bénéfice de l'assistance judiciaire ; c'était leur assurer parfois une défense insuffisante, les assimiler aux indigents et créer un précédent fâcheux, en accordant un privilège à toute une classe de fonctionnaires. Cette idée fut écartée par la majorité du comité.

E. — *Idée émise par M. Perreau* (1). — M. Perreau pensait qu'une loi nouvelle était inutile et qu'on pouvait trouver dans la législation actuelle un moyen de tourner l'article 1384, alinéa 4.

Voici comment il raisonnait : les articles 1382 et suivants étant inscrits dans un Code qui ne règle que

1. Sir., 1899. 2. 140, note.

les rapports des particuliers entre eux ne sont pas applicables au rapport des particuliers avec l'Etat ou les fonctionnaires publics. Donc, les instituteurs publics, fonctionnaires, échappent à l'article 1384, alinéa 4 et il n'existe contre eux aucune présomption légale de faute. Si l'on veut obtenir d'eux réparation d'un dommage causé par un élève, il faudra dans chaque cas, faire la preuve de leur faute, et ils bénéficieront même alors de la distinction entre le fait personnel (générateur de la responsabilité) et l'acte administratif (1).

La jurisprudence n'a d'ailleurs jamais admis cette manière de voir et, à ce moment, elle appliquait à des fonctionnaires les règles de l'article 1384 (2).

2° Projets qui modifient l'article 1384

A. — *Proposition de loi de M. Malzac* (3). — M. Malzac déposa sur le bureau de la Chambre, le 13 mars 1896, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 1384, alinéa 4. Cette modification portait sur deux points : 1^o fixation précise de la durée de la surveillance de l'instituteur : un arrêté

1. Cass., 20 fév. 1896. Sir., 96. 1. 473.

2. Cas., 11 janvier 1897. Sir., 1898, 1.16. — Cas., 16 juin 1884. Sir., 1887. 1.475.

3. *J. Off.*, 1896, documents parlementaires. Chambre des députés, annexe 1837.

du ministre de l'Instruction publique, rendu après avis du Conseil supérieur, déterminerait le temps de surveillance.

2^o Etablissement d'un mode spécial de constatation immédiate de la nature et des causes de l'accident et du dommage. Cette procédure organisée par les articles 2, 3, 4 et 5 de la proposition consistait en un rapport de l'inspecteur d'Académie ou de l'inspecteur primaire, auquel serait joint un certificat de médecin.

Enfin, pour atténuer la responsabilité pécuniaire des instituteurs, la proposition leur donnait, dans ses articles 6 à 13, le moyen d'échapper aux condamnations prononcées contre eux. Ainsi, elle autorisait la Caisse nationale d'assurances contre les accidents instituée par la loi du 11 juillet 1868, à contracter avec les instituteurs une assurance collective pour le paiement à leurs lieu et place des condamnations et des frais causés par l'application de l'article 1384, alinéa 4. C'était généraliser les efforts de mutualité déjà faits par les instituteurs dans leurs associations départementales d'assurances.

B. — *Proposition Hubbard (1)*. — Cette proposition plus radicale que la précédente, ne laissait pas subsister la présomption de l'article 1384, alinéa 4, et avait pour but le renversement de la preuve.

1. 28 mai 1896, *Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre des députés, 1896, annexe 1898.

Son article unique était ainsi conçu : « Le paragraphe 5 de l'article 1384 du Code civil est modifié de la manière suivante : la responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère ou artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. En ce qui concerne les maîtres et instituteurs de l'enseignement public, la responsabilité ne sera encourue que par la preuve de la faute ou du manque de surveillance desdits maîtres et instituteurs, preuve faite à la charge de la partie plaignante. »

On voit ainsi que cette proposition laissait subsister l'article 1384 pour les instituteurs privés ; ce renversement de la preuve fut approuvé par M. Tournon (1) et M. Bernarbeig (2), mais ils rejetaient la distinction entre les instituteurs publics et privés.

C. — *Proposition Lavy*. — (3) Cette proposition s'affirmait comme une véritable refonte de l'article 1384. Elle était ainsi formulée : « Pour les écoles publiques, l'Etat seul est civilement responsable. Toute personne intéressée à poursuivre réparation du dommage causé par un accident survenu à l'école devra établir devant les tribunaux compétents que l'accident aurait pu être évité par une surveillance

1. *Lois nouvelles*, 1896, p. 50.

2. Discours de rentrée : Cour de Limoges, 16 octobre 1896.

3. 28 mai 1896. *Journal, officiel*, documents parlementaires, Chambre des députés, 1896, annexe 1899.

plus active de la part de l'instituteur et qu'elle en éprouve un préjudice matériel. »

Ainsi la responsabilité de l'Etat était substituée à celle de l'instituteur, fonctionnaire public, et la preuve de la faute incombait au demandeur en indemnité.

CHAPITRE V

Loi du 20 juillet 1899.

A la séance du 4 mars 1898, M. Samary, au nom de la Commission chargée d'examiner les propositions de loi Malzac, Hubbard et Lavy déposa son rapport à la Chambre des députés. (1).

Après examen des diverses propositions sus-relatées, la Commission soumettait au vote de la Chambre un article unique ainsi conçu : « La disposition suivante est ajoutée au dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil : toutefois la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

La Chambre des députés adopta sans débat la proposition, le 21 mars 1898. Une discussion plus approfondie eut lieu au Sénat qui aboutit à l'adjonction à

1. *Journal officiel*, 1898, documents parlementaires. Chambre des députés, annexe 3096.

la loi d'un article 2 voté sur la proposition de M. Demôle et décidant que : « L'action en responsabilité contre l'Etat dans le cas prévu par la présente loi sera portée devant le tribunal civil où le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du département. »

Le Sénat adopta une deuxième délibération, la proposition ainsi modifiée, le 30 juin 1899 et le vote du Sénat fut ratifié par la Chambre le même jour. La loi fut enfin promulguée le 20 juillet 1899.

Avant d'étudier la portée de cette loi, il importe de préciser le fondement sur lequel elle repose et les motifs invoqués pour la justifier.

§ 1. — *Fondement et but de la loi*

Les renseignements à ce sujet nous sont fournis par les rapports de M. Samary à la Chambre et de M. Thézard au Sénat (1) ; les raisons données par eux à l'appui de la réforme sont :

1^o L'urgence de soustraire les instituteurs aux conséquences fâcheuses de l'application de l'arti-

1. *Journal officiel*, documents parlementaires. Sénat, 1899, annexe XXIII.

cle 1384, alinéa 4. Le jugement du tribunal de la Seine du 23 janvier 1892 est sans doute une décision exceptionnelle et antijuridique, mais, même en restant dans les termes de la loi, la décision du juge dépend de la façon dont il appréciera l'impossibilité où le maître a été d'empêcher le dommage et c'est là une pure question de fait où le contrôle de la Cour de cassation n'aura pas à s'exercer.

Le juge placé entre deux intérêts contradictoires, celui de l'instituteur et celui des parents lésés pourra être amené à condamner l'instituteur qui n'aura aucune faute à se reprocher.

2° On a invoqué aussi le danger que la responsabilité des instituteurs faisait courir à l'éducation physique des enfants ; en effet, les jeux, les sports et la gymnastique sont l'occasion la plus favorable aux accidents ; la gymnastique est obligatoire, mais les directeurs d'écoles ont une tendance aussi fâcheuse au point de vue général que justifiée en ce qui concerne leur intérêt personnel à proscrire les sports et les jeux (1). Cette pratique déplorable est en effet un excellent argument en faveur de la réforme, et il ne faut pas oublier que dans la plupart des pays d'Europe les enfants emploient le même temps aux exercices physiques qu'aux travaux de classe.

1. Comp. *Le Journal*, 27 octobre 1907, article de M. Pierre Baudin, député.

3° La loi, a-t-on dit, réparera une anomalie et appliquera aux instituteurs le droit commun, l'Etat étant responsable des actes de ses fonctionnaires. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point ;

4° Mais le vrai but et la vraie justification de la loi ont été donnés par M. Thézard dans son rapport au Sénat :

« Quelle doit donc être la personnalité responsable puisqu'il semble impossible de laisser sans recours et sans réparation les victimes des accidents ? Cette personnalité ne peut être que l'Etat.

« L'Etat est en effet, suivant une expression heureuse, quant aux établissements qui relèvent de lui, un entrepreneur d'éducation ; il est le patron suprême de tous ces établissements. Les maîtres ne sont que ses préposés, responsables sans doute de leurs fautes personnelles, mais que nulle raison ne permet de rendre responsables de la faute d'autrui. Cette manière de voir, bien loin d'être exceptionnelle, se confirme au contraire par l'étude de la jurisprudence et de la pratique. L'Etat dans les administrations autres que l'instruction publique est considéré comme responsable du fait des personnes qu'il emploie, des accidents et des avaries causés par son matériel.

« Dans les établissements privés d'instruction publique qui appartiennent à des associations, c'est l'association qui est civilement responsable des accidents et non le maître ou le surveillant chargé de la

garde des enfants, qui n'aura commis aucune faute.

« La responsabilité civile imposée aux maîtres de l'instruction publique est donc plutôt une anomalie, et la proposition qui impose cette responsabilité à l'Etat n'est qu'une application du droit commun.

« N'est-il pas à la fois plus rationnel et plus équitable d'appliquer une sorte de risque professionnel de l'éducation, de le mettre à la charge de l'Etat comme une conséquence forcée de sa fonction éducatrice ? »

Et M. Darlan, ministre de la Justice, appréciait ainsi cette substitution dans une note remise à la Commission, lors des travaux préparatoires de la loi le 10 juin 1896 :

« Cette responsabilité directe de l'Etat paraît être non seulement la solution la plus juridique, mais aussi celle qu'on doit préférer :

Dans l'intérêt de l'Etat. Le gouvernement, directement mis en cause dans de très rares affaires qui entraînent une responsabilité, aura à sa disposition des moyens d'information pour l'enquête et des facilités pour se procurer une bonne défense, qui éviteront dans la mesure du possible toute erreur de la part du tribunal.

« Si l'Etat reconnaît sa responsabilité, il pourra plus aisément que l'instituteur obtenir transaction et éviter les frais d'un jugement, en accordant de

menues faveurs au demandeur (bourse pour l'enfant, petit emploi pour le père).

« Dans l'intérêt des instituteurs. Ils n'auront plus la préoccupation de diriger une procédure et la crainte de se voir du jour au lendemain réduits à la misère pour une faute peut-être très légère. Ils sauront que si l'Etat est amené à payer des dommages causés par leur faute, il n'exercera contre eux son recours qu'avec des ménagements équitables.

« Dans l'intérêt des victimes du préjudice. Au lieu d'un instituteur presque insolvable ils auront l'Etat comme débiteur.

« Dans l'intérêt des enfants confiés aux instituteurs publics. Le développement de l'enfant par les exercices physiques n'est-il pas intimement lié à la sécurité morale et matérielle de l'instituteur et à sa liberté d'esprit dans la surveillance des classes et des récréations » ?

L'étude de la loi nous montrera à quel point elle a réalisé les belles espérances du ministre.

Il importe, dès à présent, d'indiquer comment l'évolution de la notion de l'enseignement en France au cours du siècle dernier a amené les législateurs à substituer la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur public.

Une esquisse de l'histoire de l'enseignement en France est au préalable nécessaire.

Après avoir été, au moyen âge, le monopole de

l'Eglise, l'enseignement fut à partir du ^{xiii}^e siècle entre les mains des universités, créées d'ailleurs sous ses auspices ; mais si l'enseignement supérieur attirait dans les universités françaises de Paris, Orléans, Montpellier, les étudiants étrangers, et si l'enseignement secondaire, sous la direction des Jésuites et des Oratoriens, donnait à ses élèves des connaissances solides, l'enseignement primaire n'existait pour ainsi dire pas et l'ignorance du peuple était grande.

Dans la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle, sous l'influence des idées nouvelles, les parlementaires avaient demandé que l'enseignement public devint un enseignement national : « Les enfants de l'Etat, disait La Chalotais, doivent être élevés par les membres de l'Etat » et le Parlement de Grenoble affirmait : « Les enfants élevés dans les collèges naissent citoyens ; donc les maîtres doivent être citoyens et ne dépendre que de l'Etat. »

Les cahiers des états généraux de 1789 réclament l'éducation nationale.

La Déclaration des droits de l'homme, s'inspirant des paroles de Turgot : « la société doit l'enseignement aux enfants comme elle doit la justice aux hommes », avait décrété : « l'instruction commune à tous les citoyens et gratuite à l'égard de l'enseignement indispensable à tous les hommes. »

Pendant la Révolution, divers projets de Condor-

cet (1), de Romme, de Rabaut, Saint-Etienne (2), de Lakanal n'eurent aucune suite.

Un décret du 3 brumaire an IV décida que : « la République ne fournit à l'instituteur que les locaux nécessaires pour les classes, logement et jardin ; les élèves paient une rétribution fixée par l'administrateur du département. »

Sous le Directoire, la situation des instituteurs est lamentable, l'école n'est guère qu'un lieu de garde et le maître est obligé devant le peu de ressources que lui procurent ses élèves d'exercer une autre profession (3).

La loi du 11 floréal an X institua pour remédier à cet état de choses une école primaire par commune. Les instituteurs étaient des fonctionnaires municipaux placés sous la surveillance des sous-préfets et des maires ; mais rarement subventionnés par les communes, ils recevaient un salaire des parents des élèves. Les municipalités les choisissaient, et souvent n'exigeaient d'eux aucun diplôme. C'est cette loi qui était en vigueur au moment de la rédaction du Code civil ; il y avait alors à Paris vingt écoles publiques.

1. Rapport au nom du Comité de l'instruction publique. Séances des 20-21 avril 1792. Condorcet. *Œuvres*, Didot, 1847, VII, 272.

2. Discours du 21 décembre 1792.

3. Allain, *Œuvre scolaire de la Révolution*, 322-337 ; enquête de l'an IX, p. 348. Jules Simon. *L'Ecole*, IV, 38.

Napoléon, par la loi du 10 mars 1806 et les décrets des 17 mars et 15 novembre 1808, organisa une université impériale ; elle devait dans la pensée de l'empereur servir de support normal au pouvoir : « Il n'y aura pas, écrivait-il, d'état politique fixe tant qu'il n'y aura pas un corps enseignant avec des principes fixes. »

Aussi aucun établissement ne pouvait être formé hors de l'Université et sans l'autorisation du grand maître.

Les établissements des enseignements supérieur et secondaire appartenaient à l'Etat qui payait les professeurs ou tout au moins les nommait. Quant à l'enseignement primaire, il était à peine visé ; son budget s'élevait alors à la somme de 4.250 francs.

Cette université, battue en brèche par tous, car l'idée de l'Etat enseignant n'était pas mûre alors, fut loin de donner les résultats attendus.

Les lois des 28 juin 1833 et 15 mars 1850 supprimèrent le monopole de l'Etat pour les enseignements primaire et secondaire. La fréquentation de l'école était alors facultative.

C'est à la troisième République que revient l'honneur de l'organisation de l'enseignement primaire.

La loi du 16 juin 1881, article 1^{er}, établit la gratuité de l'instruction primaire, la loi du 28 mars 1882, article 4, l'obligation et la loi du 30 octobre 1886 la laïcité.

L'article 4 de la loi du 28 mars 1882 décide que l'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à treize ans ; elle peut être donnée soit dans les établissements primaires ou secondaires, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans la famille par le père de famille lui-même ou par toute autre personne qu'il aura choisie.

Les préfets, qui depuis la loi du 15 mars 1850 avaient la direction de l'enseignement primaire, nomment les instituteurs publics (loi du 30 octobre 1886, art. 27).

Ce bref exposé nous permet de voir le chemin parcouru et de comparer la situation du personnel enseignant en 1804 et de nos jours.

En 1804, l'instituteur public, à qui les rédacteurs du Code civil imposent la responsabilité de l'article 1384, est rétribué par les élèves, son choix est laissé aux communes et on n'exige de lui aucun diplôme ; l'instruction n'étant pas obligatoire, ses élèves ne sont jamais nombreux, il est libre d'ailleurs d'accepter ou de refuser ceux qui se présentent. Ses fonctions se bornent à l'instruction des enfants qui passent quelques heures à l'école et retournent aussitôt à la maison paternelle.

L'idée de délégation de la puissance paternelle à l'instituteur est tout à fait justifiée : les parents, libres de toute contrainte, envoient leurs enfants à l'école et le pouvoir qu'ils exercent sur eux passe à

l'instituteur ; pendant le temps qu'ils échappent à leur surveillance, celui-ci est donc responsable de leurs actes ; d'autre part, il est nécessaire que les parents qui placent leur confiance en lui soient garantis contre le dommage survenu à leurs enfants, à cause de son manque de surveillance. L'instituteur est bien alors un entrepreneur d'éducation responsable du fait des enfants qu'il a sous sa garde.

Aujourd'hui les instituteurs sont des fonctionnaires de l'Etat (1) payés par l'Etat (lois des 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893), nommés et révoqués par le préfet, représentant du pouvoir central ; ils doivent satisfaire à des conditions strictes de capacité (2) et le programme des études est imposé par l'Etat ; les parents sont dans l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école (la question de l'instruction à domicile ne se pose pas pour la grande majorité des enfants).

L'instituteur doit accepter tous les enfants qui se présentent et sa surveillance s'étend très souvent sur des classes trop nombreuses (3) ; les mai-

1. La jurisprudence l'a jugé formellement pour les professeurs de faculté (Cas. crim., 31 mai 1856). On ne voit pas quelle serait la base d'une distinction entre les professeurs et les maîtres de l'instruction secondaire et primaire. La qualité de fonctionnaire a été reconnue par la Cour de Paris à une institutrice publique. — Comp. Caen, 10 mars 1886. *Droit*, 2 avril 1886. — Block. *Dictionnaire de l'Administration française*, fonctionnaires publics, n° 24.

2. Loi du 30 août 1886.

3. La loi du 7 juillet 1904 sur la suppression de l'enseigne-

tres chargés de le seconder ne sont pas choisis par lui, mais lui sont imposés par l'autorité préfectorale ou académique ; il lui est interdit d'éloigner un élève de l'école, par mesure disciplinaire, pour plus de trois jours (1).

De plus son rôle grandit tous les jours ; il fait la classe comme son prédécesseur, mais il a aussi la surveillance des enfants pendant les études, les repas pris à l'école (enfants trop éloignés de leur domicile ou cantines scolaires). L'usage se répand de plus en plus de promenades scolaires imposées, source nouvelle et féconde d'accidents, les jeux scolaires sont préconisés, le travail manuel est en honneur, des œuvres post-scolaires comme les cours d'adultes fonctionnent partout. Enfin l'école de 1805 était une geôle où la discipline était très sévère, les châtimens corporels en vigueur ; aujourd'hui l'école est devenue l'apprentissage de la liberté, les instructions ministérielles recommandent de dégager la personnalité de l'enfant, de lui apprendre à se former lui-même ; d'où aggravation de la responsabilité du maître.

L'enseignement est aujourd'hui un service public ;

ment congréganiste a aggravé encore cet inconvénient ; la construction de nouvelles écoles n'a pas précédé, mais suivi le vote de la loi. — Comp. *Le Journal*, du 11 décembre 1907 ; article de M. Lucien Descaves ; il cite une classe de 119 élèves.

1. Règlement scolaire du 18 janvier 1887, article 19.

l'Etat éducateur tend de plus en plus à rétablir à son profit le monopole. Il reprend les idées de Napoléon, son but est de former des citoyens, il impose à ses fonctionnaires une tâche de plus en plus lourde ; les instituteurs ne sont plus que des agents qui reçoivent de lui une délégation pour la fonction d'enseignement. C'est à l'Etat entrepreneur d'éducation que les parents confient leurs enfants, c'est à lui qu'ils délèguent leur puissance paternelle, c'est lui qui est responsable des délits commis par les élèves de ses écoles, c'est à lui que doit s'appliquer l'article 1384, alinéa 4.

La responsabilité de l'État pour les dommages causés dans le fonctionnement des services publics est d'ailleurs admise aujourd'hui par la doctrine (1) et la jurisprudence.

La jurisprudence (2), après avoir longtemps distingué les actes de puissance publique et les actes de gestion en ne reconnaissant la responsabilité de l'État que pour ces derniers, admet aujourd'hui les principes suivants (3) : « que les citoyens ne doivent

1. Aubry et Rau. *Cours de droit civil*, t. IV, n° 447, p. 779.
— Laferrière. *Traité de la jurisprudence administrative*, t. I, p. 680.

2. Conseil d'Etat, 17 janvier 1902 ; Leb. 1902, p. 29. — Conseil d'Etat, 10 février 1903, p. 139, *idem*, 27 février 1903, p. 178.

3. Béquet. *Répertoire de droit administratif, responsabilité civile*, paragraphe 147.

pas souffrir plus les uns que les autres des charges imposées par l'intérêt de tous » (Déclaration des droits de l'homme, art. 13), et que, d'autre part, « les nécessités de la vie sociale et l'existence même de l'État imposent à tous les citoyens, parce que tous profitent de son organisation et de ses services, l'obligation de supporter sans indemnité, à moins que le législateur n'en ait décidé autrement, toutes les conséquences dommageables dérivant de l'exercice légal et régulier de la puissance publique et du fonctionnement normal d'un service de l'intérêt général ».

D'où il résulte que le droit à réparation pour dommages est ouvert au profit des particuliers lorsque ces dommages sont imputables à un exercice illégal de la puissance publique ou à la marche défectueuse d'un service public.

§ 2. — *Etendue de la responsabilité de l'État*

M. Thézard, à la séance du Sénat du 21 mars 1899 (1) a fixé ainsi le champ d'application de la loi nouvelle :

« Il n'est pas question de toucher aux articles 1382 et 1383 du Code civil, mais uniquement à l'article 1384 et à la responsabilité du fait d'autrui qui est seule prévue dans cet article 1384... Quelle est la portée

1. *J. off.*, 22 mars 1899. Sénat, 323-1.

de notre réforme ? C'est simplement de dire que le maître ne sera plus responsable du fait de ses élèves, ni du fait du sous-maître qu'il n'a pas nommé tant qu'il n'y aura pas de sa part faute personnelle et prouvée. Ce dont nous l'exonérons, c'est de cette présomption légale en vertu de laquelle il serait responsable du fait d'élèves qu'il n'a pas choisis, sur lesquels en même temps il n'aurait pas pu exercer son action au moment même, ou du fait d'un sous-maître qu'il n'a pas nommé, dont il n'a pas pu empêcher le défaut de surveillance. Il n'en est pas de même toutes les fois que, de sa part, il y aura faute personnelle, défaut de surveillance caractérisé, où l'on se trouve dans les termes de l'article 319 du Code pénal. Nous ne touchons pas non plus à cet article et ainsi le maître sera toujours responsable de la simple inobservation des règlements, de sa négligence ou de son imprudence. Ce que nous voulons, c'est qu'il ne soit pas responsable de faits qui ne sont pas les siens et sur lesquels sa surveillance n'aurait pu s'exercer au moment où ils sont intervenus. »

Et, répondant à une question de M. de Marcère, il précisait ainsi sa pensée : « Si l'on peut prouver que l'instituteur n'a pas exercé la surveillance qu'il était de son devoir d'observer, il sera responsable ; seulement il ne sera plus sous le coup de la présomption légale, il faudra prouver la faute. »

La réforme porte donc uniquement sur l'arti-

de 1384 du Code civil concernant la responsabilité indirecte. Elle laisse intacte la responsabilité du fait personnel des articles 1382-1383.

A la séance du même jour, M. Thévenet avait déposé un amendement ainsi conçu : « L'instituteur ne pourra, dans tous les cas, être mis en cause par la partie lésée, il sera seulement soumis au recours que l'Etat pourra exercer contre lui lorsqu'il aura commis une faute personnelle. »

Il avait d'ailleurs pris soin de dire qu'il entendait que son amendement ne s'appliquât qu'au cas de responsabilité du fait d'autrui : « Vous laissez, disait-il, l'instituteur exposé aux procès. Il pourra bien appeler l'Etat en garantie, mais il pourra être assigné par la partie lésée. Nous croyons que, dans cette hypothèse, il faut supprimer l'action directe de la partie lésée contre l'instituteur. Le Sénat comprend que je raisonne dans l'hypothèse où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, c'est-à-dire dans celle de l'article 1384. »

L'amendement fut combattu par M. Thézard : « J'avoue que je ne vois pas bien l'utilité de l'amendement que vient de développer à cette tribune l'honorable M. Thévenet. Il s'est placé, en effet, avec le projet lui-même, dans l'hypothèse où il n'y aura aucune faute personnelle, aucune faute caractérisée imputable à l'instituteur. Dans ce cas M. Thévenet veut que l'instituteur ne puisse pas être mis en cause.

Mais c'est ce qui résulte de la loi elle-même qui dit que la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur dans ce cas particulier. Et bien évidemment, la personne lésée n'aura pas l'idée extraordinaire, ayant en face d'elle l'Etat comme responsable, l'Etat qui est toujours solvable, elle n'aura pas, dis-je, l'idée d'assigner par surcroît et à tort l'instituteur. Elle ne l'assignera donc que dans le cas où il aura personnellement commis une faute, mais alors nous entrons dans l'hypothèse des articles 1382 et 1383 ; de deux choses l'une, ou il y aura une faute personnelle, faute caractérisée, faute prouvée, et alors, c'est l'instituteur qu'on doit actionner et non l'Etat ; ou bien il n'y a pas cette faute personnelle, caractérisée, prouvée à la charge de l'instituteur, et c'est l'article 1384 qui doit être appliqué, c'est l'Etat seul qui doit être assigné, car la proposition de loi, en disant que l'Etat sera seul responsable des accidents survenus aux élèves, dit implicitement que l'Etat seul devra être mis en cause. »

Cet amendement, retiré par M. Thévenet, fut repris par lui à la deuxième délibération, le 30 juin 1899.

Il fut repoussé après l'intervention de M. Leygues qui déclara : « La disposition que l'on présente dépasse le but que le législateur avait voulu atteindre. Sous prétexte de limiter l'application de l'article 1384, elle restreint aussi l'application de l'arti-

de 1382. Or, il ne rentre dans la pensée de personne de soutenir que la responsabilité des agents ou des représentants de l'Etat ne sera pas engagée même dans le cas où il y a faute personnelle de leur part ; les instituteurs eux-mêmes n'ont jamais défendu cette thèse. L'adoption de l'amendement ne pourrait créer que des malentendus et faire surgir des difficultés nouvelles... C'est aux tribunaux qu'il appartiendra de dire quand il y aura faute personnelle... le défaut de surveillance est une faute personnelle du maître, quand ce défaut de surveillance est le fait de la négligence personnelle du maître. »

§ 3. — *A qui s'applique la loi*

La loi nouvelle s'applique uniquement aux membres de l'enseignement public. M. Samary (1) justifie ainsi la situation qui leur est faite : « Cette distinction résulte de la législation tout entière qui régit l'enseignement. Pour les instituteurs privés, s'ils appartiennent à une association, ils sont garantis par elle et s'ils sont isolés, ils peuvent se garantir mutuellement par voie de syndicat, faculté que l'on refuse souvent aux instituteurs qui sont des fonctionnaires » ; et il insiste : « Il est nécessaire de bien

1. *Journal officiel*, 1898, documents parlementaires. Chambre des députés, annexe 8096.

séparer dans l'espèce la cause de l'instituteur public et celle de l'instituteur privé. Confondre la situation des instituteurs publics et celle des instituteurs privés après les lois de 1881-1882 et 1886 qui font plus que jamais des premiers de véritables fonctionnaires, c'est fermer les yeux à l'évidence. »

M. Thézard (1) disait de son côté : « Cette différence résulte de la nature même des choses ; là où l'Etat a la direction de l'enseignement, il est juste qu'il ait la responsabilité civile, là où cette direction appartient à une association ou à un particulier, ceux-ci sont désignés pour être responsables. C'est la règle même qu'on voit s'appliquer aux entreprises de diverses natures suivant qu'elles relèvent de l'Etat ou de personnalités différentes. »

§ 4. — *De l'action en responsabilité*

L'action en responsabilité doit être dirigée contre l'Etat. La pétition adressée en 1893 à M. le vice-recteur de l'Académie de Paris par les instituteurs de la Seine concluait que : « (la responsabilité pénale étant réservée), dans le cas d'un accident quelconque pouvant entraîner une réparation pécuniaire, l'action s'exercera contre l'Etat solidairement avec

1. *Jour. off.*, documents parlementaires, Sénat, 1898, annexes 23.

l'instituteur public toutes les fois que l'enquête administrative aura démontré l'impossibilité pour ce dernier de prévoir ou d'empêcher l'accident qui le met en cause. »

La Commission de la Chambre écarta ce système, de même que la solution radicale proposée par M. Thévenet de ne mettre, dans aucun cas, l'instituteur en cause.

M. Thézard déclarait à ce sujet (1) : « Ou bien il n'y a pas faute personnelle caractérisée, prouvée à la charge de l'instituteur et c'est l'article 1384 qui doit être appliqué; c'est l'Etat seul qui doit être assigné, car la proposition de loi, disant que l'Etat sera seul responsable des accidents survenus aux élèves, dit implicitement que l'Etat seul devra être mis en cause. »

Dans le cas de faute personnelle de l'instituteur, c'est lui seul qui sera partie aux débats.

§ 5. — *Compétence*

La question de compétence ne fut pas soulevée devant la Chambre où la difficulté qu'elle soulevait passa inaperçue, mais, à la séance du Sénat du 21 mars 1899, M. Chaumié montra toute son importance en ces termes (1) : « Jusqu'à présent l'action,

1. Séance du 21 mars 1899. *Jour. off.* du 22, Débats parlementaires, Sénat, p. 334.

2. *Loc. cit., supra.*

qui était dirigée en vertu de l'article 1384 contre l'instituteur était de la compétence des tribunaux civils, à l'heure actuelle dirigée contre l'Etat, elle sera de la compétence du Conseil de préfecture avec possibilité de pourvoi devant le Conseil d'Etat, c'est-à-dire que les parents de l'enfant victime de l'accident n'arriveront pas à une solution avant un assez grand nombre d'années. »

En effet, la question de compétence quant aux actions en responsabilité pécuniaire intentées à l'Etat pour dommages causés par son fait ou celui de ses agents (1), après avoir soulevé bien des controverses, est aujourd'hui résolue.

Un grand nombre d'auteurs (2) et la jurisprudence (3) de la Cour de cassation ont soutenu que la responsabilité de l'Etat était régie par les articles 1382, 1383 et 1384 de Code civil, et par conséquent, soumise à l'appréciation des tribunaux judiciaires.

Mais le tribunal des conflits et le Conseil d'Etat ont toujours affirmé : « que la responsabilité qui

1. Nous ne parlons ici que des actes concernant les services publics ; il n'a jamais été contesté que l'Etat dans la gestion de son domaine privé était soumis au droit commun.

2. Aubry et Rau, *op. cit.*, IV, 447, p. 759. — Demolombe, 31, n° 637. — Laurent, XX, n° 419. — Sourdat, II, n° 1382.

3. Cass., 15 juin 1872. Sir. 1873. I. 45. — 14 août 1877. Dal. 1878. I. 42.

peut incomber à l'Etat à raison des fautes de ses agents ne peut être régie par les principes qui sont établis par le Code civil pour les rapports de particulier à particulier ; que cette responsabilité n'est ni générale ni absolue ; qu'elle a des règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés ; que dès lors l'autorité administrative est seule compétente pour en connaître (1).

La Cour de cassation s'est enfin ralliée à cette théorie et s'est déclarée incompétente pour statuer sur l'application à l'Etat (2) des articles 1382 et suivants.

Le fait de déclarer l'article 1384 applicable à l'Etat dans l'hypothèse qui nous occupe ne suffisait donc pas à donner compétence aux tribunaux judiciaires

1. Laferrière, *op. cit.*, I, 675 et suiv. — Comp. Ducrocq. *Cours de droit administratif*, 6^e édition, nos 1059, 1060. — Batbie. *Traité théorique de droit public et administratif*, t. VI, n^o 352. — Conseil d'Etat, 6 décembre 1855. Dal. 1859. 3. 34 — Conflits, 1^{er} février 1873. Lebon, 1873, 1^{er} Supp., p. 51. — 20 décembre 1884. Dal. 1886. 3. 85. — 15 février 1890. Dal. 1891. 3. 71. — C'est en se fondant sur ces principes qu'un arrêt du Conseil d'Etat du 21 février 1879 (Lebon, 1879, p. 162) reconnaissait la juridiction administrative compétente pour statuer sur une demande en indemnité introduite contre l'Etat à la suite d'un accident survenu en gymnastique à un élève d'une école militaire.

2. Cas., 4 avril et 13 juin 1876. Dal. 1877. 1. 69. — 19 novembre 1883. Dal. 1884. 1. 246. — 17 mars 1884. Dal. 1884. 1. 327. — 26 août 1884. Dal. 1885. 1. 72.

puisque les tribunaux administratifs sont seuls compétents lorsque la responsabilité de l'Etat est mise en cause.

L'intervention de M. Chaumié amena le retrait de l'urgence pour l'étude de la question de compétence.

M. Demôle déposa entre les deux délibérations un amendement qui devint l'article 2 de la loi et qui donnait compétence à la juridiction civile pour les contestations soulevées par l'application de l'article 1384 à l'Etat.

Cette innovation ne violait d'ailleurs aucun principe essentiel ainsi que l'a fait justement observer M. Thézard qui, partisan du maintien de la compétence administrative dans l'hypothèse actuelle, reconnaissait (1) : « qu'il y a des cas où le principe de la compétence de la juridiction administrative est en quelque sorte essentiel, puisqu'il se rattache à la séparation des pouvoirs, c'est quand l'agent de l'Etat du chef duquel il est responsable a agi comme représentant du pouvoir exécutif.

« Dans tous les autres cas lorsqu'il s'agit d'agent ayant tout simplement représenté l'Etat comme personne morale, ce n'est plus le principe de la séparation des pouvoirs qui est en jeu, mais une simple

1. Séance du 21 mars 1899, *Journal officiel* du 22 mars, Sénat, p. 335.

règle de droit administratif à laquelle il peut être dérogé par des lois spéciales. »

Des lois spéciales antérieures avaient déjà reconnu formellement pour les hypothèses qu'elles réglaient la compétence de la juridiction civile.

« Une décision du tribunal des Conflits déclare que (1) : « les tribunaux civils peuvent connaître des actions en responsabilité formées contre l'Etat à raison du fait de ses agents dans le cas où la connaissance leur en aurait été spécialement attribuée par la loi. »

C'est ainsi que la loi du 22 août 1791, titre XIV, article 19, pour les douanes, et le décret du 1^{er} germinal an XIII, article 29, pour les contributions indirectes, donnent compétence aux tribunaux civils qui connaissent d'ailleurs de tout le contentieux des contributions indirectes et des douanes.

Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur l'application des lois du 15 avril 1829, articles 3 et 4, du 13 juillet 1845, article 22, sur les chemins de fer, du 3 mai 1841 sur les expropriations pour cause d'utilité publique, des 4 juin 1859 et 25 janvier 1875 sur les postes, du 15 juillet 1878, article 14, sur les annuités pour pertes de récoltes détruites par mesure de précaution pour combattre le phylloxéra, et du 17 avril 1901 sur la réparation

1. Conflits, 1^{er} mars 1875, Lebon, 1875, 412.

des dommages causés par le voisinage des champs de tir.

Ces restrictions s'expliquent uniquement par le désir d'assurer au public des moyens d'obtenir réparations qui lui fussent familiers et fussent en quelque sorte plus à sa portée.

Pour l'hypothèse que nous envisageons en ce moment il y avait une autre raison de donner compétence aux tribunaux civils ; il s'agissait en effet d'appliquer l'article 1384 à l'Etat et la loi nouvelle, qui apportait une exception au principe, nettement formulé par la juridiction administrative, que cet article placé dans un code réglant les rapports entre particuliers, ne concernait pas l'Etat, ne pouvait être soumise à son appréciation.

La loi décide que l'affaire sera, suivant l'importance de la demande, de la compétence du tribunal d'arrondissement ou du juge de paix du lieu où le dommage aura été causé. Cette dernière disposition déroge aux règles ordinaires de la compétence, car l'instance doit être introduite contre le préfet du département représentant l'Etat et, en matière personnelle, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur ; cette dérogation se justifie d'ailleurs par le désir d'éviter des frais, au cas d'enquête possible.

§ 6. — *Recours de l'État*

Les principes exposés plus haut au sujet du recours de l'instituteur contre l'élève auteur du dommage, ou les parents civilement ou directement responsables, doivent s'appliquer ici. L'Etat substitué à l'instituteur bénéficiera des mêmes avantages que lui. Dans le cas prévu à l'article 17 du décret du 15 novembre 1811, l'Etat aura également recours contre les parents, au cas où il prouvera l'impossibilité d'empêcher la faute.

Mais une autre question se pose ici. L'Etat aurait-il un recours contre l'instituteur ? M. Darlan, ministre de la Justice, a déclaré à ce sujet : « que l'Etat pourrait d'ailleurs recourir contre son préposé pour tout ou partie de la condamnation encourue par la faute de ce préposé ».

Ce cas peut difficilement se présenter ; en effet, de deux choses l'une : ou bien il n'y a pas faute de l'instituteur et l'Etat est responsable ou bien il y a faute personnelle et prouvée et les articles 1382 et 1383 s'appliquent à l'instituteur. Il faut donc admettre que l'Etat se soit laissé condamner et qu'ayant appelé l'instituteur en garantie il ait fait la preuve de sa faute.

Les rapporteurs de la loi ont d'ailleurs eu soin de préciser que l'Etat conservait dans tous les cas son action disciplinaire (1).

1. Rapport Samary, *Journal officiel*, doc. parl. Chambre des députés, 1898, annexe 3096. — Rapport Thézard, *idem*, Sénat, 1899, annexe 23.

CHAPITRE VI

Critique de la loi du 20 juillet 1899

Le principe de la responsabilité de l'Etat consacré par cette loi a soulevé des critiques nombreuses et la loi elle-même insuffisamment étudiée a été l'objet d'attaques souvent justifiées. Tandis que les uns lui reprochaient de diminuer sans motif la responsabilité des instituteurs publics, les autres déclaraient son champ d'application trop restreint et demandaient son extension.

Nous allons étudier successivement les arguments donnés par les adversaires de la responsabilité de l'Etat et les objections formulées par ceux qui prétendent que cette loi n'a rendu aux instituteurs aucun service appréciable.

§ 1. — *Critique de la responsabilité de l'Etat*

Le principe de la responsabilité de l'Etat a été fortement combattu surtout avant le vote de la loi ; on a voulu en déduire les conséquences les plus fâcheuses. Les raisons données peuvent se ramener à quatre :

1° Les rédacteurs du Code, a-t-on dit (1), avaient agi en connaissance de cause. A l'époque de leur travail l'enseignement public existait déjà en France ; les décrets du 7 brumaire an II et du 22 brumaire an III avaient décidé que les instituteurs seraient payés par l'Etat, puis la loi du 11 floréal an X avait créé une école primaire par commune et fait des instituteurs ses fonctionnaires municipaux, dépendant du pouvoir central. Or, ces décrets ne furent pas appliqués du tout et la loi de floréal le fut à peine. Au moment de la rédaction du Code, il était vraiment difficile de préjuger de l'avenir de l'instruction primaire en France. Le tableau comparatif de l'enseignement en 1804 et en 1900 que nous avons donné précédemment réfute sans qu'il soit besoin d'insister cet argument historique.

La théorie nouvelle, née d'une situation nouvelle

1. Amiot. *Reso. civ.*, p. 86 et suiv.

est, en législation, aussi soutenable que celle des rédacteurs du Code.

2° On a dit aussi : « En l'absence du père de famille il faut qu'il y ait une personne responsable, c'est là une garantie sociale qu'il importe de sauvegarder (1). »

« La responsabilité de l'article 1384 est une disposition d'ordre général et d'intérêt public. Avant d'être l'employé de l'Etat le délégué d'une société, le chef d'une institution ou d'un pensionnat, tout instituteur est substitué par la volonté de la loi au père de famille. Tant que l'enfant est à l'école il détient l'autorité paternelle avec ses prérogatives, ses droits et ses devoirs (2). »

Mais la loi nouvelle ne supprime pas toute responsabilité, elle substitue seulement la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur ; c'est à l'Etat entrepreneur d'éducation, dont les instituteurs ne sont que les agents soumis à un contrôle sévère, que le père délègue aujourd'hui son autorité paternelle et son obligation de surveillance. L'Etat doit être désormais responsable du dommage causé par le fonctionnement du service public de l'enseignement, comme il l'est de celui des autres services publics. D'autre part, c'est la tendance de l'Etat moderne de

1. Beurdeley, *op. cit.*, p. 26.

2. Bernabeig, *op. cit.*, p. 33.

soustraire de plus en plus les enfants à l'autorité paternelle pour les soumettre à la sienne propre. L'enseignement de l'Etat rêve de s'emparer de l'esprit des enfants, de le libérer de toute autre influence que la sienne. L'Etat donne aux enfants dans ses écoles les connaissances pratiques nécessaires à assurer leur avenir, mais il leur apprend aussi les droits et les devoirs qu'il exige des citoyens. Plus il place les enfants sous son autorité directe et absolue, plus la responsabilité de leurs actes lui incombe.

3° Puisque les parents lésés trouvent toujours devant eux un responsable et que l'argument précédent ne portait pas, on a cherché autre chose et invoqué l'intérêt de ces parents. On a dit : « L'article 1384 est l'un des protecteurs des petits enfants, le père de famille a un droit d'autant plus grand de voir son enfant protégé qu'il a l'obligation de le faire instruire. » — « L'Etat est un plaideur puissant, il épuise tous les degrés de juridiction et les parents renonceraient à une instance plutôt que d'entrer en conflit avec lui ; de plus, l'instituteur à qui l'Etat est substitué apportera moins d'attention dans l'exercice de ses devoirs professionnels »

La réponse est simple. La loi du 20 juillet 1899, au lieu de laisser la compétence aux tribunaux administratifs, juridiction d'exception, peu familière à la masse et très lente, a donné compétence à la juridiction civile ; d'autre part, les parents pauvres que la

loi intéresse plus directement, puisque l'accident causé à leur enfant peut empêcher celui-ci d'exercer de bonne heure un métier et le mettre plus longtemps à leur charge, seront facilement admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et obtiendront les réparations auxquelles ils ont droit.

On devrait d'ailleurs se féliciter si la crainte prétendue de l'Etat plaideur faisait hésiter les parents à introduire une demande injustifiée comme la jurisprudence récente en a fait trop naître.

Quant au relâchement de la surveillance, il ne faut pas oublier que les instituteurs demeurent responsables de leur faute personnelle et que dans la plupart des cas où l'article 1384 a entraîné une condamnation contre eux, le demandeur avait fait la preuve non imposée de leur faute.

D'ailleurs l'action disciplinaire de l'Etat est une sûre garantie non seulement contre les fautes prouvées et caractérisées, mais encore contre les relâchements de surveillance, qui auraient eu pour résultat de causer des accidents.

4° On a parlé, sans y insister trop cependant, de la répercussion financière de la loi, elle ne saurait être lourde ainsi que l'a reconnu M. Denoix dans un rapport sur ses conséquences pécuniaires (1) :

1. Sénat. Séance du 1^{er} mars 1899. *Journal officiel*, documents parlementaires, 1899, annexe 59.

les demandes en responsabilité sont en effet beaucoup moins fréquentes qu'on ne serait tenté de le croire.

§ 2. — *Critique de la distinction entre les instituteurs publics et privés*

La distinction faite par la loi entre les instituteurs publics et les instituteurs privés a aussi donné naissance à de vives objections. M. Beurdeley, dans une lettre au président du comité de rédaction de la Correspondance générale de l'instruction primaire s'exprime ainsi : « Le Comité estime qu'il y a lieu de repousser toute distinction entre les instituteurs publics et les instituteurs privés et cela dans l'intérêt des familles et des enfants, qui doivent trouver dans les établissements de l'Etat des garanties au moins égales à celles qu'ils peuvent trouver dans les établissements privés. Diminuer la responsabilité de l'instituteur public, alors que l'on maintiendrait la responsabilité intégrale des instituteurs privés, serait créer une inégalité entre les deux enseignements, qui entraînerait une sorte de déchéance pour l'enseignement public. »

Et dans son ouvrage sur la responsabilité civile, il avait déjà déclaré : « Cependant, on ne saurait, sans porter atteinte au principe de la responsabilité,

modifier la loi à cet égard et établir une distinction entre les instituteurs publics et les instituteurs privés, ce serait énerver la discipline dans les écoles, enlever aux familles les garanties auxquelles elles ont droit, constituer les établissements publics en état d'infériorité vis-à-vis des établissements privés. »

Enfin M. Malzac, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, disait encore : « Il ne saurait s'agir, en effet, si on abrogeait l'article 1384 pour les maîtres de l'enseignement public, de le maintenir pour ceux de l'enseignement privé, attendu que leur situation est la même à ce point de vue et que la suppression de toute responsabilité pour les seuls instituteurs publics aurait ce double résultat de constituer une injustice et de décapiter l'enseignement national ».

On a dit aussi que l'instituteur privé est placé dans une plus mauvaise situation qu'un instituteur public locaux moins confortables, matériel moins perfectionné, absence de protection officielle, et que la loi nouvelle aggraverait encore sa responsabilité.

Il importe avant de répondre à ces deux objections de préciser la situation respective des deux enseignements.

Nous sommes en présence, d'une part, de l'Etat qui remplit sa fonction d'enseigner par l'intermédiaire de fonctionnaires et, d'autre part, de particu-

liers, le plus souvent d'associations qui se proposent d'instruire la jeunesse.

Leurs écoles, d'ailleurs soumises au contrôle sévère de l'Etat, ne le cèdent en rien aux écoles publiques sous le rapport de l'hygiène et de la sécurité.

Les instituteurs libres reçoivent un salaire des parents ; leur situation est bien celle qu'avaient en vue les rédacteurs du Code civil et les paroles du tribun Bertrand de Greuille s'appliquent parfaitement à eux ; ils remplacent les parents qui leur délèguent leur autorité et leur droit de surveillance, ils ont la faculté de choisir leurs élèves, rien ne les oblige à avoir des classes trop nombreuses et ils peuvent renvoyer les élèves vicieux et turbulents. Les parents qui leur confient leurs enfants sont en droit d'exiger qu'ils soient responsables du dommage causé par eux, pendant le temps où ils échappent à leur surveillance ; il est juste aussi qu'ils soient assurés que le préjudice porté à leurs enfants par un camarade ne reste pas sans réparation et que la loi leur donne la garantie efficace de la présomption de faute contre l'instituteur.

D'ailleurs les écoles libres sont presque toujours dirigées par des associations puissantes et riches qui font donner l'instruction aux enfants par des préposés dont elles sont responsables conformément à l'article 1384, alinéa 2, en qualité de commettants. Dira-t-on qu'il y a une déchéance pour ces préposés

à être protégés par la responsabilité civile de l'association qui les emploie ! Les instituteurs isolés peuvent d'ailleurs se grouper en syndicats, faculté qui a été jusqu'ici refusée aux fonctionnaires de l'Etat. Ceci nous explique les paroles de M. Thézard : « La responsabilité civile imposée aux membres de l'instruction publique est donc plutôt une anomalie et la responsabilité de l'Etat n'est qu'une application du droit commun. »

Depuis la loi de 1899, l'Etat, les associations ou les instituteurs libres à qui les parents ont confié leurs enfants ont la responsabilité du dommage causé par ceux-ci et les parents sont ainsi garantis dans tous les cas.

Il n'en était pas ainsi auparavant ; les parents qui demandaient réparation du dommage à l'association privée étaient dans une situation bien préférable à celle des familles qui s'adressaient à l'instituteur public peu payé et quelquefois sans ressources.

Les préposés aujourd'hui qu'ils soient au service de l'Etat ou des établissements libres sont dégagés de toute responsabilité, quand ils n'ont pas commis de faute ; ils sont également soumis au droit commun et s'il y avait une injustice à réparer c'était celle qui existait à l'égard des instituteurs publics et par cela même à l'égard des parents lésés.

§ 3 *Critiques formulées contre l'insuffisance
de la loi de 1899.*

A. — *Etendue de la responsabilité civile de l'Etat.*
— Le principe de la réforme, nous l'avons vu, est de n'intéresser que l'article 1384, alinéa 4, et de laisser applicables à l'instituteur les articles 1382-1383.

Il ressort en effet des déclarations faites au cours des travaux préparatoires que le législateur a voulu substituer la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur dans le cas où cette responsabilité était fondée sur la présomption de faute édictée par l'article 1384 du Code civil, mais qu'au contraire la responsabilité de l'instituteur restait entière, lorsque l'existence d'une faute était prouvée contre lui.

« Dans ces conditions, a dit M. de Marcère, au
« Sénat, je reconnais que la loi perd de son impor-
« tance, tellement que peut-être il n'était pas néces-
« saire de la faire ».

En effet, examinons la situation créée par la loi nouvelle.

La personne lésée sera d'abord presque toujours amenée à faire la preuve de la faute de l'instituteur pour démontrer qu'il ne lui a pas été impossible d'empêcher le dommage et, lorsque cette preuve sera faite, le tribunal devra mettre l'Etat hors de cause.

Il y a plus ; en tirant les conséquences extrêmes du système organisé par la loi, on arrive à cette conclusion qu'un certain mode, soutenable, d'interpréter la loi aurait pour résultat de mettre l'Etat à l'abri de toute condamnation.

Un enfant est blessé à l'école par un camarade. Le père assigne l'Etat : ou bien celui-ci prouvera qu'il y a eu impossibilité d'empêcher l'accident et sera absous ou bien il ne fera pas cette preuve et sera condamné, mais s'il prouve d'autre part qu'il y eu faute de l'instituteur il sera en droit de soutenir que l'on n'est plus dans le cas prévu par la loi et de demander sa mise hors de cause.

Pour que la loi s'applique il faudra, d'une part, que l'Etat ne prouve pas l'impossibilité où l'instituteur, a été d'empêcher l'accident et d'autre part qu'il n'établisse pas la faute de l'instituteur, hypothèse qui se conçoit assez mal ; et même dans ce cas l'Etat ne serait-il pas fondé à prétendre que le fait seul qu'il ne peut prouver l'impossibilité implique une faute de l'instituteur. Et résultat singulier : la notion de présomption de faute deviendrait superflue et inutile.

En somme l'application de la loi est à la merci d'une jurisprudence plus ou moins bienveillante, qui peut trouver dans son texte le moyen de la tenir pour lettre-morte. Sans vouloir pousser les choses à l'extrême, il n'en est pas moins vrai que du texte

même de la loi et des interprétations qui peuvent en être données, découle un inconvénient grave pour les instituteurs. La partie lésée n'est pas en mesure, dans la plupart des cas, de déterminer exactement les responsabilités, or elle sait que dans le cas où l'accident a une cause non imputable à l'instituteur, c'est l'Etat qui est responsable et que dans le cas de faute prouvée contre l'instituteur c'est lui-même. Pour mettre de son côté toutes les chances de succès et pour ne faire qu'un seul procès elle mettra en cause à la fois l'Etat en vertu de l'article 1384, alinéa 5, et l'instituteur en vertu de l'article 1382 quand cela ne serait que pour l'obliger à fournir des explications utiles et ainsi le but de la loi sera loin d'être atteint.

B. — *Durée de la responsabilité.* — La loi ne détermine pas exactement la durée de la responsabilité de l'Etat substitué à l'instituteur, ce qui est une grave lacune et peut donner lieu à des divergences considérables entre les décisions judiciaires.

Un règlement devait intervenir qui aurait pu fournir aux tribunaux quelques indications utiles à ce sujet. On l'attend encore.

Si l'on s'en rapporte aux déclarations ministérielles : « La responsabilité de l'Etat est, d'après M. Leygues, limitée au temps consacré à l'enseignement obligatoire. »

A la séance du 21 mars 1899, le ministre disait

au Sénat : « La responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans le cas où la loi scolaire place les enfants sous la surveillance des maîtres. Je m'explique. Pendant les heures de classe ou de récréation prévues par la loi, pendant les heures de présence obligatoire à l'école, si des accidents se produisent, l'Etat devra des dommages. »

Enfin M. Rambaud prenait soin de déclarer : « Les instituteurs organisent le soir des cours d'adultes, des conférences, et le dimanche ils ouvrent l'école à des jeunes gens et à des enfants. Ici encore les accidents qui pourraient se produire ne paraissent pas devoir engager la responsabilité de l'Etat. »

Mais la question n'a pas été définitivement solutionnée, personne n'a parlé de la surveillance des repas pris à l'école, des jeux, des promenades, du travail manuel ; on ne sait où commence et où finit l'enseignement obligatoire, et l'instituteur est en somme à la merci d'une plus ou moins bienveillante interprétation des tribunaux.

Or ceux-ci se trouvent en présence de règlements scolaires, qui tous imposent à l'instituteur l'obligation de surveiller les enfants au cours de toutes les œuvres annexes de l'école, recommandées et souvent prescrites par l'Etat. Ils seront fatalement amenés dans l'appréciation de leur responsabilité à tenir compte des ordres donnés aux instituteurs, et l'Etat

qui donne ces ordres semble bien décliner dans l'hypothèse toute mise en cause.

Les parents ont ici encore intérêt à assigner à la fois l'instituteur et l'Etat pour éviter la fin de non-recevoir arguée par l'Etat que l'instituteur n'accomplissait pas un service régulier.

C'est ce qu'a fait fort justement observer M. Berthélemy dans un rapport au ministre de l'Instruction publique : « Il semble à première vue, écrit-il, que les victimes des dommages causés n'aient pas intérêt à agir directement contre l'instituteur, il est bien plus simple pour eux d'actionner l'Etat. Pour que leur action soit efficace, il leur suffit d'établir que le dommage a été causé par la faute d'un élève soumis à la surveillance du maître. Si l'on regarde de près, on reconnaît au contraire qu'il serait souvent imprudent pour les victimes du dommage de s'en tenir à l'action en responsabilité contre l'Etat. Ne risque-t-on pas en effet de se voir opposer par l'Etat cette fin de non-recevoir : l'instituteur au moment où l'accident s'est produit n'accomplissait pas un service réglementaire, c'est lui seul qui est responsable. Le moyen d'échapper à ce risque est d'agir conjointement contre l'instituteur et contre l'Etat et on ne manquera pas de le faire ».

C. — *Recours de l'Etat.* — L'Etat mis seul en cause pourra toujours appeler en garantie l'instituteur s'il le juge coupable d'une faute. L'instituteur aura alors

deux adversaires, le demandeur qui s'efforcera de faire la preuve qu'il n'a pas été impossible d'empêcher l'accident et l'Etat qui cherchera à prouver la faute de l'instituteur, et le tribunal lorsqu'il n'admettra pas l'impossibilité sera presque toujours amené à conclure à la faute de l'instituteur.

Quant au recours contre l'auteur du dommage, il existe, conformément au droit commun.

CHAPITRE VII

Jurisprudence postérieure à la loi 1899

Il nous reste à voir comment les demandes d'indemnités ont été présentées devant les tribunaux, et comment ceux-ci les ont solutionnées.

1^o *Cas où l'Etat seul a été mis en cause.*

Cette hypothèse ne nous fournit que de rares décisions.

Un élève crève l'œil d'un de ses camarades d'un coup de baguette. L'Etat, seul mis en cause, offre de prouver qu'il a été impossible à l'instituteur d'empêcher l'accident, mais le tribunal lui oppose une fin de non-recevoir qui dépasse certainement la portée de la loi, en disant que : « la loi du 20 juillet 1899 a été rédigée dans le même esprit que celle du 9 avril 1898 concernant les accidents industriels ; qu'on a

voulu appliquer une sorte de risque professionnel de l'éducation, le mettre à la charge de l'Etat comme une conséquence forcée de sa fonction éducatrice, qu'il était équitable que le père fût assuré qu'en cas d'accident le secours de l'Etat ne lui ferait pas défaut. » (1).

Le jugement cite les paroles déjà connues de M. Thézard. Celui-ci s'est bien gardé de pousser jusqu'à ses dernières limites la théorie émise par lui et la loi réserve formellement à l'Etat la preuve de l'impossibilité d'empêcher le fait.

Un jugement du tribunal d'Autun du 13 juin 1904 (2) a déclaré l'Etat responsable de la blessure faite par un élève à un autre après la sortie de la classe, mais dans l'école, en reconnaissant que l'accident était imputable à un défaut de surveillance de l'instituteur et l'a condamné à 4.000 francs de dommages-intérêts en faveur de la mère de la victime. Le tribunal a écarté une fin de non-recevoir tirée de ce que le cours à la sortie duquel l'accident s'était produit avait lieu de 4 à 5 h. 1/2 et était facultatif (3).

1. Trib. d'Issoudun, 30 novembre 1904 ; Proposition de loi de la commission de la réforme judiciaire : rapport de M. Cruppi ; *Journal officiel*, 1906, documents parlementaires, Chambre des députés, annexe 2692.

2. *Droit*, 30 janvier 1905.

3. Comp. Alais, 2 décembre 1903. *Droit*, 30 janvier 1904. — Marseille, 12 mars 1907. *Jurisprudence civile de Marseille*,

Un enfant avait puisé dans un baquet placé dans la cour de l'école de la chaux qu'il avait jetée dans l'œil d'un de ses camarades.

Le tribunal d'Alger avait ordonné une enquête sur les faits, mais avait mis la preuve de la faute à la charge du père de la victime. La Cour d'Alger réforma ce jugement, en déclarant : (1) « Qu'aux termes de l'article 1384, alinéa 4, la responsabilité a lieu, à moins que les instituteurs ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y donne lieu; qu'il existe donc à l'égard des instituteurs, une présomption de faute; que cette règle n'a point été modifiée par la loi du 20 juillet 1899 qui a substitué l'Etat à la personne des instituteurs. »

Le 10 mars 1903, un surveillant d'internat conduisait en promenade sur les bords de l'Allier des élèves du lycée de Moulins; l'un d'eux se noya et les parents assignèrent l'Etat en paiement de 100.000 francs de dommages-intérêts.

Le tribunal de Moulins rendit son jugement le 16 mars 1905 (2). Il déclare tout d'abord que l'instituteur, ou l'Etat qui lui est substitué, n'est présumé responsable que dans le cas où il est responsable du

1907, 283. — *Journal des Sommaires*, novembre 1907, § 1209; non condamnation de l'Etat.

1. Alger, 1^{er} décembre 1902. Sir 1904. 2. 13.

2 Dal. 1906. 5. 24. *Gaz. Trib.*, recueil 1905. 1., 2.232.

dommage causé par un élève et non lorsqu'il s'agit d'un accident arrivé à un élève sans le fait d'un de ses camarades, mais il décida d'autre part que la loi du 20 juillet 1899 s'applique à la responsabilité du fait d'autrui, soit que la responsabilité prenne naissance par le fait d'un élève, soit qu'elle provienne d'un préposé, et, admettant la faute commune du surveillant qui dirigeait la promenade des élèves et de l'élève victime de sa propre imprudence, il condamne l'Etat à payer 4.000 francs de dommages-intérêts aux parents au lieu et place du proviseur garanti par la loi nouvelle du fait de son préposé.

Cette extension de l'article 1384, alinéa 5, au fait des préposés est fondée par le jugement sur les paroles de M. Thézard au Sénat : « La portée de la réforme est de dire que le maître ne sera pas responsable du fait de ses élèves ou du fait du sous-maître qu'il n'a pas nommé. »

Elle paraît bien arbitraire devant les termes formels de la loi. Les paroles du rapporteur ne permettent pas aux tribunaux d'étendre ainsi la portée d'un texte limitatif dans une matière exceptionnelle. La loi ne parle pas des rapports de l'instituteur comme mettant avec le préposé choisi par lui comme c'est le cas dans l'espèce qui nous occupe et le tribunal, qui prend soin de donner ici aux surveillants d'internat la qualité de préposés du proviseur (ce qui est d'ailleurs contestable puisqu'ils ne sont pas payés

par lui), aurait dû appliquer à leurs rapports réciproques l'article 1384, alinéa 2.

De plus, en admettant que l'article 1384, nouveau, ait entendu protéger les instituteurs contre le fait de leurs préposés, il ne le ferait que dans les hypothèses visées par lui. Or le tribunal a pris soin de nous dire que la présomption de faute de cet article ne concerne que le dommage causé par l'élève à un autre élève ou à autrui et non le cas où il se porte préjudice à lui-même. Cet article ainsi entendu ne pourrait donc s'appliquer qu'à la responsabilité du sous-maître quant au dommage causé par l'élève à une autre personne et non à lui-même.

Le tribunal a mal jugé, en rendant, en vertu de l'article 1384, alinéa 5, l'Etat responsable d'un fait qu'il venait lui-même d'exclure des hypothèses prévues par cet article.

Il eût été plus simple de dire que le dommage prévu par l'article 1384, alinéas 4 et 5, comprend aussi bien le dommage causé par l'élève à lui-même qu'à un tiers, et de déclarer purement et simplement l'Etat responsable en vertu de cet article.

Un enfant est victime d'un accident au cours d'une récréation dans les dépendances de l'école de Mon-Désert ; les parents, prétendant que la faute est imputable au défaut de surveillance du directeur de l'école et de ses adjoints, assignent l'Etat en la personne du préfet de Meurthe-et-Moselle en paiement

de 10.000 francs de dommages intérêts pour réparation du préjudice causé par l'accident.

Un jugement du tribunal de Nancy du 27 novembre 1906 (1) déclare les parents non recevables en leur demande ; il est ainsi motivé : « Attendu que suivant l'article 15 du titre III de la loi des 28 octobre et 5 novembre 1790, toute demande contre l'Etat doit être précédée du dépôt d'un mémoire, exposant l'objet de la demande et le motif de la réclamation ;

« que cette obligation est imposée à toute action intentée contre l'Etat ;

« que la demande des époux X... n'est précédée d'aucun mémoire » ;

Ce jugement a fait une fausse application du texte qu'il vise ; en effet, la loi de 1790 est spécialement applicable aux actions concernant le domaine de l'Etat et les droits mobiliers et immobiliers qui en dépendent.

Et ici l'action des parents est exempte de toute prétention relative au domaine public et ne concerne en conséquence que le Trésor public.

Le décret des 27-31 août 1791 sur les actions judiciaires concernant le Trésor n'a pas étendu à ces actions la formalité du dépôt de mémoire préalable, et

1. *Journal des arrêts de la Cour d'appel de Nancy*, 1907, p. 27 avec note.

toutes les actions dans lesquelles le Trésor peut se trouver intéressé sont dispensées de cette formalité. Il importe peu, d'ailleurs, que la loi du 20 juillet 1899 ait confié aux préfets le soin de représenter l'Etat, cette circonstance ne peut changer la nature de l'action fondée sur l'article 1384 du Code civil modifié, qui n'est pas une action domaniale.

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour n'appliquer la formalité du dépôt de mémoire qu'aux actions domaniales (1).

L'Etat seul, mis en cause, a quelquefois exercé son droit de recours contre l'instituteur.

L'instituteur s'absente de sa classe, un élève en blesse un autre en lui jetant la gaule qui sert à montrer les lettres aux enfants.

L'Etat fut condamné par jugement du tribunal de Bagnères-de-Bigorre du 29 mars 1904, confirmé par la Cour de Pau le 14 février 1905 (2), à payer aux parents de la victime 5.000 francs de dommages-intérêts, mais l'instituteur qu'il avait mis en cause fut condamné à le garantir des condamnations prononcées contre lui. Le jugement constate la faute de l'instituteur qui s'est absenté pour assez longtemps, a

1. Trib. empire allemand, 7 novembre 1891. Dal, 1893, 2. 579 et la note Dal. *Jur. gén.* Vo Domaine de l'Etat, nos 337 et suiv. Supplément *eod.* v° n° 62.

2. Rapport déjà cité de M. Cruppi.

quitté non seulement la classe mais même la maison d'école et a abandonné les enfants sans aucune surveillance et sans même préposer l'un d'eux plus âgé ou plus écouté pour le remplacer.

2° *Mise en cause de l'Etat et de l'instituteur*

C'est le cas le plus fréquent, puisque c'est celui qui donne au demandeur plus de chances de voir trancher la question en sa faveur.

Un père accusait un instituteur d'avoir porté à son fils un coup de pied ayant occasionné une plaie à la jambe, il assigna l'Etat et l'instituteur. L'Etat fut mis naturellement hors de cause puisqu'il s'agissait d'une hypothèse étrangère à la loi de 1899 (1).

Une petite fille avait eu l'index gauche écrasé par une porte qui s'était fermée brusquement par suite d'un courant d'air ; le père mit en cause l'Etat, la directrice de l'école et son adjointe. Le tribunal de Domfront par jugement du 3 décembre 1904 (2), mit hors de cause la directrice de l'école, condamna l'institutrice adjointe à 2.500 francs de dommages-intérêts, et déclara l'Etat civilement responsable de cette

1. Tribunal de Bayonne, 2 juin 1904. Rapport cité de M. Gruppi.

2. Rapport de M. Gruppi. *Manuel général de l'instruction primaire*, 5 octobre 1907, article de M. Raymond Poincaré.

condamnation par application de la loi du 20 juillet 1899.

Cette théorie était en contradiction absolue avec les déclarations de M. Thézard qui avait dit que : « S'il n'y a pas faute caractérisée à la charge de l'instituteur, c'est l'Etat seul qui doit être assigné, car la proposition de loi en disant que l'Etat sera seul responsable des accidents survenus aux élèves, dit implicitement que l'état seul devrait être mis en cause »

Rien ne pouvait sans doute empêcher le demandeur d'assigner l'institutrice mais, le tribunal devait la mettre hors de cause et condamner l'Etat directement.

La Cour d'appel de Caen réforma la décision des premiers juges, et décida qu'aucun principe de responsabilité n'existait contre l'institutrice adjointe.

Un jugement du tribunal de Toulouse a décidé, que l'Etat seul peut être actionné, lorsque la preuve d'une faute personnelle commise par l'instituteur n'est ni rapportée ni offerte. Il s'agissait d'un accident causé par un buisson épineux installé par la ville (1).

Un élève d'une école communale de Paris, fermait, au moyen d'une ficelle pendante un vasistas, lorsque le carreau se brisant, un éclat de verre l'atteignit à l'œil droit. Le père intenta une action en dommages-intérêts au directeur, à l'instituteur

1. *Droit*, 13 février 1907.

et à l'Etat civilement responsable. Le tribunal, considérant, « qu'il ne s'agissait pas d'un dommage causé par un élève à un tiers, rendant par suite applicables les dispositions de l'article 1384 du Code civil et celles de la loi du 10 juillet 1899 qui a pour but d'exonérer l'instituteur de toute responsabilité en raison des fautes commises par des élèves qu'il n'avait pas choisis, mais de dommage causé à un élève dont X... entend rendre l'instituteur responsable ; que l'article 1382 du Code civil est seul applicable en l'espèce, que si l'Etat est directement responsable des fautes de service commises par ses agents comme s'il les avait commises lui-même, les fautes personnelles de ceux-ci demeurant à leur charge exclusive, il n'appartient pas toutefois aux tribunaux d'ordre judiciaire, en dehors du cas limitativement visé par la loi du 21 juillet 1899, qui n'est pas celui de la cause actuelle, mais aux tribunaux administratifs, de rechercher si la responsabilité de l'Etat est engagée à un titre quelconque », décida que la preuve de la faute de l'instituteur n'avait pas été rapportée, et se déclara incompétent sur la responsabilité de l'Etat (1).

1. *Rec. Gaz. trib.*, 1907, 2^e sem., 2. 441. — Paris, 4 juillet 1907.

3° *Instituteurs seuls mis en cause*

Le 29 août 1904, après le déjeuner, des élèves de l'école d'Alfortville, mirent le feu aux vêtements d'un de leurs camarades, qui mourut des suites de ses brûlures.

L'institutrice adjointe absente lors de l'accident, fut condamnée à un mois de prison avec sursis pour homicide par imprudence, par application de l'article 319 du Code pénal et à 500 francs de dommages-intérêts, par jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 12 novembre 1904. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris confirma le jugement en élevant le chiffre des dommages-intérêts à 2.000 francs ; l'institutrice alla en cassation pour violation de la loi du 20 juillet 1899 et la chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta le pourvoi par arrêt du 11 août 1905 (1) en constatant que : « L'arrêt attaqué avait mis à bon droit à la charge de la prévenue la responsabilité pécuniaire qui lui incombait pour la réparation du dommage causé par le délit à la partie civile ; que la loi du 20 juillet 1899 a modifié uniquement l'article 384 du Code civil, en substituant la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs présumés légalement responsables du fait de leurs élèves, mais que cette

1. Sir. 1905, I. 429.

loi ne saurait recevoir aucune application au cas où les instituteurs commettent comme dans l'espèce une faute personnelle, un défaut de surveillance caractérisé constituant le délit prévu et réprimé par l'article 319 du Code pénal.

Le jugement constatait que le règlement intérieur de l'école portait que de onze heures et demie à une heure, la maîtresse devait surveiller le déjeuner et veiller à ce que tout se passe avec ordre et propreté.

Le 11 avril 1899 (1), la troisième classe de l'école de Villemomble se trouvait sans maître par suite de la maladie de l'adjoint C... ; le titulaire de la deuxième classe. M.M... fut alors chargé de surveiller la troisième en même temps que la sienne, bien qu'il n'y ait entre les deux classes ni porte vitrée ni communication quelconque. Il en résulta que M.M... passa la journée à voyager entre les deux classes, mais, vers quatre heures, il quitta la troisième pour rentrer dans la sienne ; à ce moment l'élève G... quitta sa place et alla prendre le porte-plume d'un de ses camarades, celui-ci ayant protesté et menacé d'aller se plaindre au maître, G... lui lança son porte-plume qui frappa à l'œil droit un autre enfant le jeune S..., et le lui creva. Le père de l'enfant assigna le directeur d'école en responsabilité et

1. *Manuel général de l'instruction primaire*, 26 janvier 1901.

celui-ci fut condamné par jugement du tribunal de la Seine du 12 décembre 1900 à lui payer 300 francs de dommages-intérêts, et à servir à l'enfant une rente viagère de 400 francs, en déclarant que : « Sans doute X..., directeur, éprouvait quelque difficulté à assurer le service, mais qu'il n'en était pas moins tenu de prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et la discipline dans toutes les classes placées sous sa direction. »

Un jugement du tribunal de Bourg du 5 août 1902 (1), décide qu'une institutrice ne saurait être déclarée responsable de l'accident survenu à un enfant dans la maison d'école avant l'heure de l'ouverture de l'école, alors qu'elle n'était tenue à aucune surveillance, et n'avait laissé pénétrer l'enfant qu'en présence d'une nécessité absolue (2).

Il convient de noter que le Conseil d'Etat (3) s'est, en vertu de la loi du 20 juillet 1899, déclaré incompétent pour connaître d'une demande introduite devant lui et qui tendait à faire condamner l'Etat au paiement d'une indemnité en réparation du meurtre d'un élève par un de ses camarades à l'école de Saint-Hippolyte-du-Fort et à considérer les écoles militaires préparatoires comme des établissements d'enseignement public.

1. *Gaz. trib. recueil*, 1903, I, 2. 284.

2. *Comp. Lyon*, 16 mai 1903, *Loi* 17 octobre 1903.

3. 7 août 1905. *Lebon*, 1905, p. 777.

On voit par ce tableau rapide que la jurisprudence est loin d'interpréter uniformément la loi du 20 juillet 1899 et que la situation des instituteurs n'a guère été améliorée. Ils sont presque toujours mis en cause seuls ou avec l'Etat, ou bien encore l'Etat les appelle en garantie.

Tandis qu'un tribunal (Issoudun) refusait à l'Etat le droit de prouver l'impossibilité d'empêcher le fait, un autre tribunal (Domfront) prononçait une condamnation directe contre une institutrice à qui aucune faute n'était reprochée, déclarant l'Etat civilement responsable et ce malgré les termes de la loi et les déclarations formelles de ses rapporteurs.

Il y a eu rarement condamnation prononcée contre l'Etat ; on ne peut guère citer que le jugement du tribunal d'Autun comme faisant une application raisonnable du nouveau texte. Les tribunaux semblent avoir aussi, jusqu'à présent, apprécié strictement la question de la durée de la responsabilité et avoir tenu compte sur ce point des règlements scolaires de chaque département.

Le tribunal de la Seine a admis pour l'affaire de Villiomble la preuve d'une faute inévitable du directeur, et a paru ignorer le moyen que lui donnait la loi nouvelle d'exonérer celui-ci d'une condamnation insuffisamment justifiée. Il faut dire cependant que l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation précitée a fait une interprétation libérale

de la loi en exigeant pour déclarer l'instituteur responsable, un défaut de surveillance caractérisé de sa part.

Il n'en est pas moins vrai que le sort des instituteurs dépend uniquement de l'application plus ou moins libérale par les tribunaux de la loi nouvelle, dans chaque espèce qui leur est soumise. L'amélioration que pouvait leur faire espérer cette loi, est donc assez peu appréciable, et les faits se sont chargés de démentir les paroles de M. Thézard : « La partie lésée n'aura pas l'idée extraordinaire, ayant en face d'elle comme responsable l'Etat qui est toujours solvable d'assigner par surcroît et à tort l'instituteur. »

CHAPITRE VIII

Projets de réforme de la loi de 1899

La loi du 20 juillet 1899 risquait bien de ne contenter personne ; c'était une demi-mesure qui souleva en même temps les critiques des partisans et des adversaires de la responsabilité de l'Etat.

Elle n'eut pour résultat immédiat et fâcheux que de faire augmenter le nombre des procès ; les parents des élèves victimes d'accidents étaient attirés par la responsabilité de l'Etat et mettaient également pour plus de sûreté l'instituteur en cause : de 1899 à 1905 on ne compte pas moins de quarante-sept instances.

Les instituteurs ont demandé de nouveau la refonte de la loi (1). Ils ont aussi essayé d'adapter

1. *Bulletin des instituteurs*, 27 novembre 1904, 15 avril 1905. — *Manuel général de l'instruction primaire*, 21 janvier 1905, 10 juin 1905, 24 février 1906, 5 et 19 octobre 1907, 9 novembre 1907. — De Monzie. *Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1905.

leurs sociétés amicales en sociétés d'assurances mutuelles ; trente-huit de ces sociétés existaient, lorsque le tribunal de Toulouse a, par jugement du 19 janvier 1905, déclaré nulle la société départementale de la Haute-Garonne, rendant ainsi très précaire la situation des autres.

Une demande de reconnaissance adressée par elles au Conseil supérieur de la mutualité n'a pas eu plus de succès. Elle aurait permis à ces sociétés qui ont, à n'en pas douter, le caractère mutualiste de bénéficier des avantages accordés par la loi du 1^{er} avril 1898 aux sociétés de secours mutuels et notamment la bonification du taux de l'intérêt à 4 1/2 0/0.

Ce conseil a répondu que la loi du 1^{er} avril 1898 ne pouvait leur être appliquée, parce que la responsabilité de leurs membres est engagée, non pour des accidents dont ils sont eux-mêmes victimes, mais par des accidents qui surviennent à d'autres, et que leur étendre le bénéfice de la loi serait fausser son but. Le Conseil : « invitait les intéressés à saisir les pouvoirs publics de leurs légitimes griefs et à demander que la loi du 1^{er} avril 1898 soit précisée et complétée. »

Lors de la discussion du budget de 1904 (1) por-

1. Séance du 5 février 1904. *Journal officiel*, 6 février 1904. Chambre des députés : compte rendu *in extenso*.

tant un crédit de 10.000 francs pour les dépenses résultant pour l'Etat de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement, M. Carnaud demanda au ministre, s'il était vrai que son administration n'admettait pas la substitution de l'Etat aux instituteurs en dehors des heures de classe et le ministre répondit évasivement que : « Lorsque les instituteurs encourront une responsabilité du fait de cet article, l'Etat leur viendra en aide. »

Le mouvement, entrepris surtout par les instituteurs primaires, aboutit au dépôt de divers propos de loi, que nous allons énumérer.

1^o *Première proposition de M. Pierre Dupuy* (1).

Cette proposition, déposée à la Chambre des députés le 27 mars 1905, comprend un article unique ainsi conçu :

« Les paragraphes 5 et 6 de l'article 1384 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les pères, mères et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait, qui donne lieu à cette responsabilité.

« La responsabilité des instituteurs n'est engagée

1. *Journal officiel*, 1905. Chambre des députés, annexe 2349 ; renvoyée à la commission de l'enseignement.

du fait de leurs élèves que s'il est prouvé par la partie plaignante qu'il y a eu défaut de surveillance.

« Dans tous les cas, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public ; ceux-ci ne pourront être mis en cause directement par la partie lésée. Ils seront soumis au recours de l'Etat pour fautes personnelles. »

L'innovation est double.

1° Elle consiste à abroger la présomption de faute de l'article 1384, alinéa 4, aussi bien pour les instituteurs publics que pour les instituteurs privés. L'instituteur n'aurait plus à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable ; ce serait au demandeur à prouver que le fait est dû à un défaut de surveillance de l'instituteur.

Cette réforme (1) a l'inconvénient d'être plus théorique que pratique. Sans doute en droit, le déplacement de ce que les anciens jurisconsultes appelaient le fardeau de la preuve, *l'onus probandi*, est une réforme considérable, mais en fait, et dans l'hypothèse qui nous occupe, le demandeur est amené, malgré la présomption de faute qui frappe le défendeur à prouver presque toujours la faute de celui-ci, quand cela ne serait que pour combattre sa prétention de n'avoir pu empêcher le fait. Et la demande n'est très

1. *Revue critique de législation*, 1906, p. 310, article de M. Perreau.

souvent admise que si le demandeur a fait cette preuve de la faute du défendeur. Il n'y aurait donc pas là matière à la diminution des instances.

On ne voit pas non plus, dans ces conditions, l'utilité de maintenir dans notre Code les derniers alinéas de l'article 1384 comme le fait M. Dupuy puisque ce renversement de la preuve nous fait rentrer dans l'hypothèse des articles 1382 et 1383 concernant la faute personnelle, qui sera ici le défaut de surveillance de l'instituteur.

2° C'est dans le corps de ces articles que devrait se trouver placée la seconde réforme qui intéresse seulement les instituteurs publics. M. Dupuy reprend en effet à peu de chose près les termes de l'amendement Thévenet dont nous avons déjà parlé : les instituteurs ne pourront plus être mis personnellement en cause comme responsables du dommage causé par leurs élèves ; les victimes devront toujours s'adresser à l'Etat et celui-ci n'aura qu'un recours contre l'instituteur en cas de faute personnelle de sa part.

2° Proposition de M. Henri Michet (1).

Elle comprend deux articles :

ARTICLE PREMIER. Les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 1384 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. *J. off.*, 27 mai 1905, documents parlementaires, Chambre des députés, annexe 258, p. 550.

« Les artisans, du dommage causé par leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

« Tout dommage causé à un élève ou par un élève pendant le temps que les élèves sont sous la surveillance des membres de l'enseignement public engage la responsabilité de l'Etat.

ARTICLE 2. L'action en responsabilité contre l'Etat dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département. »

Cette proposition est plus radicale que celle de M. Pierre Dupuy. En effet, elle entend exonérer les instituteurs de toute responsabilité personnelle, non-seulement au cas d'accidents causés par des élèves à leurs camarades ou à des tiers et au cas d'accidents survenus à des élèves mais encore quand le dommage est fait à l'élève par l'instituteur lui-même, hypothèse prévue par les articles 1382 et 1383 ; elle veut de plus supprimer complètement le recours civil de l'Etat contre l'instituteur et en introduisant cette réforme dans l'article 1384 elle arrive à ce résultat singulier de faire présumer l'Etat en faute, même dans l'hypothèse où l'instituteur a causé personnellement un dommage à un élève.

On pourrait ajouter que les termes de la proposition de la loi ne mettent pas l'instituteur à l'abri de toute poursuite et n'atteignent pas le but que se propose l'exposé des motifs. Elle déclare en effet l'Etat civilement responsable, or le fait qu'une personne est civilement responsable d'une autre n'implique pas que celle-ci ne puisse être mise en cause et la pratique judiciaire nous montre tous les jours le préposé et le commettant parties à l'instance en responsabilité. La mise en cause du préposé peut en effet obliger celui-ci à fournir des indications utiles au succès de la demande. Il aurait fallu dire aussi que l'Etat pouvait être seul mis en cause et ajouter que tout recours contre l'instituteur devait lui être interdit, car la personne civilement responsable a conformément au droit commun un recours contre l'auteur du dommage. Enfin en supprimant le mot instituteur des paragraphes 4 et 5 de l'article 1384, la proposition de loi aboutit au résultat, auquel ne vise certainement pas son auteur, de supprimer toute présomption de faute contre les instituteurs libres et de les soumettre simplement aux articles 1382 et 1383.

3^e Proposition déposé par M. Cruppi au nom de la commission de la réforme judiciaire et de la législation criminelle (1).

1. *J. Off.*, 1906, documents parlementaires, chambre des députés, annexe 2692, p. 46 et suivantes.

M. Cruppi a déposé le 5 février 1906 au nom de la commission de la réforme judiciaire une proposition de loi ainsi conçue :

Article 1^{er}. — Le paragraphe 4 de l'article 1384 est ainsi modifié :

Les instituteurs, à l'exception de ceux de l'enseignement public, et les artisans sont responsables du dommage causé par leur élèves et apprentis, pendant tout le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

Art. 2. — L'Etat est civilement responsable du dommage causé par les élèves de l'enseignement public pendant tout le temps qu'ils se trouvent régulièrement à l'intérieur ou dans les dépendances de l'école et pendant tout le temps, qu'en dehors de l'école, ils sont placés effectivement sous la surveillance de leurs professeurs ou instituteurs ; la faute présumée qui rend ainsi, l'Etat responsable existe aussibien lorsque l'élève a causé un dommage à un tiers que lorsqu'il s'est accidentellement causé un dommage à lui-même.

L'Etat pourra s'exonérer de cette responsabilité en prouvant qu'il a été impossible d'empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité.

Art. 3. — L'Etat est aussi civilement responsable du dommage causé aux élèves de l'enseignement public, dans le temps fixé à l'article précédent, lorsqu'il sera établi que le dommage a été causé par la faute, la négligence l'imprudence du professeur ou de l'instituteur par suite du mauvais état du matériel.

Art. 4. — L'action en responsabilité contre l'Etat sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département ; elle devra être introduite dans un délai de trois ans à compter du jour de l'accident.

« Dans aucun cas, l'instituteur ne pourra être mis en cause par la partie lésée, mais dans tous les cas où il sera prouvé que le dommage causé est imputable à une faute personnelle et lourde de l'instituteur, l'Etat pourra exercer un recours contre lui à l'effet de se faire garantir contre les condamnations prononcées, mais seulement lorsqu'elles seront devenues définitives.

Art. 5. — Dans le cas où le dommage serait la conséquence du mauvais état des locaux ou du matériel, l'Etat pourra appeler en garantie conformément aux règles du droit commun l'individu ou l'administration qui étaient chargés de la construction ou de l'entretien de ces locaux.

« Lorsque l'accident sera survenu au cours d'une œuvre annexée à l'école et créé par un département, une commune une société privée ou l'instituteur lui-même, l'Etat pourra également exercer un recours contre ces derniers.

Art. 6. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

Cette proposition de loi, beaucoup plus complète que les précédentes, modifie donc en premier lieu l'article 1384, article 4, en décidant qu'il ne s'applique plus aux membres de l'enseignement public ; elle

maintient la présomption de faute contre l'instituteur libre.

En deuxième lieu, pour éviter de compliquer l'article 1384, elle enlève du Code civil les dispositions qui concernent les membres de l'enseignement public pour en faire l'objet d'une loi spéciale.

La présomption de faute contre l'Etat est maintenue, lorsque le dommage est imputable à un élève, sans distinction si l'acte de l'élève a causé préjudice à lui-même, à un de ses camarades ou à un étranger ; la preuve de l'impossibilité d'empêcher le fait est réservée à l'Etat. Lorsque la faute ou la négligence de l'instituteur, le mauvais état du matériel porteront préjudice à un élève, l'Etat sera encore responsable, mais alors la preuve de la faute devra être faite, conformément au droit commun, par la personne lésée (art. 1382-1383).

Il est expressément stipulé que jamais l'instituteur ne pourra être mis en cause, l'Etat aura seulement recours contre lui s'il prouve sa faute personnelle et lourde.

D'autres recours sont aussi réservés à l'Etat contre les personnes responsables des locaux scolaires ou organisatrices d'œuvres annexes de l'école.

Enfin, il est précisé que la responsabilité de l'Etat existe non-seulement pour le temps passé réglementairement à l'école, mais encore pour celui où les

enfants sont sous la surveillance effective de leurs maîtres.

Toutes les actions intentées, en vertu de cette loi, sont de la compétence des tribunaux civils.

*4° Nouvelle proposition de la loi
de M. Pierre Dupuy (1).*

Le 14 juin 1906, M. Pierre Dupuy a déposé une proposition de loi modifiant celle dont nous avons parlé plus haut. Elle comprend huit articles :

« Article premier. — L'article 1384 est modifié comme il suit :

« On est responsable du dommage non seulement que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

« Les maître et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

« Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant chez eux.

1. *Journal officiel*, 11 août 1906, doc. parl., Chambre des députés, annexes, p. 550.

« Les artisans du dommage causé par leurs apprentis pendant tout le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« Les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« Cette responsabilité a lieu à moins que l'instituteur ne prouve que la surveillance a été sérieuse et régulière.

« Art. 2. — L'Etat est responsable du dommage causé par les élèves de l'enseignement public pendant tout le temps qu'ils se trouvent sous la surveillance de professeurs et instituteurs.

« Sont considérées comme heures réglementaires non seulement les heures de scolarité légale, mais encore celles pendant lesquelles fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école.

« La faute présumée qui rend ainsi l'Etat responsable existe aussi bien lorsque l'élève a causé du dommage à autrui que lorsqu'il s'est accidentellement causé un dommage à lui-même.

« L'Etat pourra s'exonérer de cette responsabilité en prouvant que la surveillance de son préposé a été sérieuse et régulière.

« Art. 3. — L'Etat est également responsable du dommage causé aux élèves de l'enseignement public dans le temps fixé à l'article précédent, lorsque le dommage a été causé par la faute, la négligence, l'imprudence du professeur ou de l'instituteur, par suite du mauvais état du matériel ou des locaux scolaires.

« Art. 4. — L'action en responsabilité contre l'Etat sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département. Elle devra être introduite dans un délai de trois ans du jour de l'accident.

« Dans aucun cas, le professeur ou l'instituteur ne pourra être mis en cause par la partie lésée ; toutefois lorsqu'il sera prouvé que le dommage causé est imputable à une faute personnelle et lourde de celui-ci, l'Etat pourra exercer son recours contre lui à l'effet de se faire garantir contre les condamnations prononcées, mais seulement lorsqu'elles seront devenues définitives.

« Art. 5. — Dans le cas où le dommage serait la conséquence du mauvais état des locaux ou du matériel, l'Etat pourra appeler en garantie, conformément aux règles du droit commun, l'individu ou l'administration chargés des locaux et du matériel.

« Art. 6. — Lorsque l'accident sera survenu au cours d'une œuvre complémentaire de l'école créé par un département, une commune, une société privée ou sans l'assentiment de l'autorité académique par l'instituteur lui-même, l'Etat pourra exercer un recours contre ces derniers.

« Art. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

« Art. 8. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée. »

Cette proposition s'inspire évidemment de celle de la Commission. Elle diffère de la première pro-

position de M. Dupuy ; premièrement, en ce qu'elle vise tous les membres de l'enseignement public et non plus les seuls instituteurs ; deuxièmement, en ce qu'elle réglemente le cas du dommage causé dans une école publique par un élève à lui-même ; troisièmement, en ce qu'elle maintient la présomption de faute de l'article 1384, aussi bien pour l'Etat que pour les instituteurs privés, en substituant à la preuve difficile de l'impossibilité d'empêcher le fait la simple preuve que la surveillance a été sérieuse et régulière ; quatrièmement, en ce qu'elle met à la charge de l'Etat la réparation du dommage causé à un élève par la faute du professeur ou le mauvais état du matériel.

Elle se sépare de la proposition de la Commission sur le troisième point en se contentant pour écarter toute responsabilité de la preuve d'une surveillance sérieuse et régulière qu'il s'agisse des instituteurs publics à des instituteurs privés, et aussi en mettant à la charge de l'Etat la responsabilité de tout accident survenu dans une œuvre complémentaire de l'école organisée par l'instituteur toutes les fois qu'il aura obtenu l'assentiment de l'autorité académique.

On peut se demander, dès à présent, si la preuve mise à la charge de l'Etat de la surveillance sérieuse et régulière de l'instituteur, est pour lui un avantage bien considérable et si la jurisprudence ne trou-

vera pas là matière à justifier des solutions analogues à celles qu'on lui reproche actuellement.

5° *Projet de la Commission extra-parlementaire.*

Il s'inspire, pour résoudre le problème (1), de la législation sur les accidents du travail, à l'instigation de M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Travail. Les principes de la loi de 1898 s'appliqueraient aux accidents survenus au personnel enseignant et aux élèves ou causés par des élèves à d'autres élèves. Il laisserait de côté les accidents causés par des élèves à des tiers, cas dans lequel interviendrait la proposition parlementaire. Pour le calcul de l'indemnité journalière et de la rente, les élèves seraient censés toucher un salaire quotidien de 2 francs ou un salaire annuel de 540 francs, qui seraient pris comme bases de l'indemnité forfaitaire.

En cas d'accident mortel, il ne serait dû de rente aux parents que si la victime était alors âgée de plus de seize ans, à moins toutefois qu'il n'y ait faute inexcusable prouvée du chef de l'établissement ou de ses préposés.

1. Commission instituée auprès du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et présidée par M. Millerand, député.

CHAPITRE IX

Réformes à introduire dans la théorie de la responsabilité des instituteurs au point de vue du droit civil

Après avoir exposé les propositions de la loi ayant en vue la modification de la loi de 1899, il nous reste à faire leur critique et à rechercher tout d'abord quel est actuellement le fondement de la responsabilité des instituteurs au point de vue du droit civil.

L'idée des législateurs du Code est toujours vraie. La responsabilité établie par les articles 1382 et 1383, qui peut incomber aux instituteurs pour fautes ou négligences dans l'exercice de leurs fonctions aussi bien que celle de l'article 1384, alinéa 4, qui a créé contre eux une présomption de faute pour le fait de leurs élèves sont fondées uniquement sur l'obligation de surveillance qu'ils ont à exercer sur les enfants à eux confiés.

Il nous faut voir quel est actuellement le fondement de cette obligation de surveillance pour les instituteurs publics et pour les instituteurs privés. Nous nous sommes déjà expliqué sur la différence qui existe de nos jours entre leur situation respective ; nous ne reviendrons pas sur ce point.

SECTION I

Responsabilité des instituteurs publics

§ 1. *Fondement de cette responsabilité*

Nous avons donné pour motif de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics, dans le cas particulier prévu par l'article 1384, alinéa 4, l'évolution qui avait fait, au cours du siècle dernier, de l'enseignement à tous les degrés un véritable service public dont le bon ou mauvais fonctionnement était imputable à l'Etat. Nous avons cru pouvoir admettre que la tendance de l'Etat moderne à réserver à l'enseignement national une prépondérance indiscutable et à soustraire de plus en plus les enfants à l'influence de leurs parents pour les soumettre à la sienne propre, lui donnait sur eux une obligation de surveillance et lui imposait la réparation du dommage causé par eux.

D'autres théories se sont récemment fait jour sur

le fondement de l'obligation de surveillance à l'égard des élèves des écoles publiques, et de la responsabilité y attachée et il est nécessaire de les exposer ici.

A. — *Théorie du contrat entre les parents et l'Etat.* — Une théorie nouvelle a été soutenue à la fin du siècle dernier, sur le fondement de la responsabilité des patrons à l'égard des ouvriers.

Jusqu'à cette époque, on avait apprécié cette responsabilité d'après les termes des articles 1382 et 1383, et c'était en conséquence à l'ouvrier blessé au service de son patron à faire la preuve souvent difficile de la faute de celui-ci. Aussi certains auteurs (1) ont soutenu que la responsabilité des patrons découlait d'un lien contractuel qui les unissait à leurs ouvriers; si un ouvrier était blessé, c'est que le patron avait manqué à l'obligation de veiller à sa sécurité, qui lui était imposée par le contrat de louage intervenu entre eux. Il devait pour dégager sa responsabilité prouver que l'accident dépendait d'un cas fortuit ou de la faute même de l'ouvrier (2).

1. Sainctelette, *Responsabilité et garantie*, p. 140, n° 213; Sauzet, « *Responsabilité des patrons envers les ouvriers*, » *Revue critique*, 1883, p. 616; Labbé, notes dans Sirey, 1889, 4-25; 1886, 4-25; 1884, 4-1.

2. Cas. Belgique, 8 janvier 1886, Dal. 1886; 253.

M. Tournon (1) s'est demandé, si on ne pourrait pas appliquer cette théorie aux relations existant entre les parents et l'instituteur ou l'Etat substitué à lui : « Ici, dit-il, en présence d'une demande tendant à des dommages-intérêts contractuels, ce sera l'instituteur (ou l'Etat) qui aura la lourde charge d'une preuve bien difficile. Il s'est engagé à rendre l'enfant à sa famille aussi bien portant qu'on le lui avait confié ; à la fin de l'année l'enfant se trouve estropié, l'instituteur n'a pas rempli ses engagements. Pour être libéré pécuniairement il faudrait qu'il puisse prouver que l'accident a été la suite d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure. Quant au père de famille il n'aura à démontrer qu'une chose : que l'enfant a été remis bien portant entre les mains du maître et qu'il est sorti de l'école blessé ou mutilé ».

Cette théorie aurait d'abord l'inconvénient de laisser de côté les accidents causés par un élève à un tiers qui n'est pas uni à l'instituteur ou à l'Etat par un lien contractuel et à qui ils doivent cependant réparation au dommage subi et c'est là de plus la condamnation de la théorie (2).

1. *Lois nouvelles*, 1896, 4^e partie, p. 50 et suiv. — Voir aussi *op. cit.*, 1899, 1^{re} partie, p. 603 et 604.

2. Comp. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 3^e édit., II, n^{os} 1857 et suiv. ; note de M. Saleilles. Dal. 1897, I, 433 et suiv.

Si l'Etat est responsable envers les parents d'un élève et envers un tiers à raison du même fait, c'est donc que son obligation préexiste à tout contrat. C'est l'obligation prévue par les articles 1382 et 1383 de ne pas causer de dommage à autrui ou sinon de le réparer, c'est l'obligation spéciale à l'hypothèse qui nous occupe de surveiller les élèves qu'on a sous sa garde et d'être présumé responsable des fautes commises par eux.

Tout contrat implique d'ailleurs l'accord de la volonté des parties ; il est inadmissible qu'un instituteur (ou l'Etat) ait accepté une obligation aussi lourde ; il serait en tout cas bien facile à l'Etat d'imposer aux parents une limitation de sa responsabilité.

Cette idée n'a d'ailleurs jamais été admise par la jurisprudence française pour les accidents industriels (1).

Et il faut ajouter que la tendance actuelle est de soustraire de plus en plus l'enfant à sa famille, à enlever aux parents la direction de son éducation.

« On veut substituer à celui (au maître) qui lui est donné par la nature, au père qui aime et se sacrifie, à cette autorité familiale, la seule au monde qui soit désintéressée, le maître sans âme, collectif et irresponsable qui est l'Etat. » (2).

1. Rennes, 20 mars 1891. Dal. 1893. 2.526.

2. Rapport de M. Aynard, député sur le projet de loi relatif au stage scolaire. *J. off.*, 1900. Documents parlementai-

Ces idées nouvelles sont exclusives de tout contrat; la volonté des parents n'est pas prise en considération; bien loin d'admettre un accord librement consenti entre eux et les établissements d'enseignement, on songe à leur imposer de faire donner l'instruction à leurs enfants dans les écoles de l'Etat, en ne tenant pas compte de leurs préférences personnelles.

B. — *Théorie du risque professionnel* (1). — Les adversaires de la théorie de la responsabilité contractuelle, en matière d'accidents du travail, ayant démontré son insuffisance la remplacèrent par une autre. C'est l'idée d'une responsabilité existant en dehors de toute faute établie et prouvée à la charge du patron, c'est ce que dans la terminologie classique on appellerait le système de la présomption de faute. La théorie subjective de la responsabilité qui est celle

res, Chambre des députés, annexe 149, p. 626, et ss. Il convient de noter que le projet qui vient d'être déposé à la Chambre maintient cependant en principe la liberté de l'enseignement.

1. Saleilles, Dal. 1897. 1.435. — *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur* 1894, p. 659 et suiv. — *Accidents du travail et responsabilité civile*, p. 74 et 79. — *Obligations, dans le projet du Code civil allemand*, p. 329. — Josserand. *Responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 53 et suiv. — Conseil d'Etat, 21 juin 1895, Dal. 1898. 3.65. — Forestier. *La notion de la faute dans l'application des lois fédérales (suisses), spéciales sur la responsabilité civile en matière d'accidents*.

du Code civil et qui exige la négligence pour engager la responsabilité fait place à une théorie objective dans laquelle la responsabilité dérive de tout fait de l'homme, même régulier qui a pour résultat de créer un risque. Or, disaient les partisans de cette théorie (1) ; « celui qui tire parti de leur emploi (il s'agit des choses inanimées et des machines), qui en les introduisant au milieu des hommes multiplie pour ceux-ci les causes du danger, est tenu de renoncer à l'utilité de la machine dangereuse ou de réparer le dommage qu'elle peut causer en éclatant ou en se brisant..... après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'avions été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons notre sentiment et nous accordons en équité notre adhésion à ce principe que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire aux tiers, doit s'attendre à réparer le préjudice que cette machine causera. C'est sous sa responsabilité que l'on introduit, pour son intérêt, dans l'humanité, une cause d'accident ou d'infortune ».

Et M. Cheysson écrivait (2) : « Du moment où l'in-

1. Labbé, note, sous Cas. Belgique, 28 mars 1889, Sir. 1890. 3.17.

2. *Journal des économistes*, 15 mars 1888.

dustrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent... de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel. C'est au maître qu'appartient la machine qui tue et qui blesse, n'en doit-il pas répondre... en faisant entrer le risque professionnel dans le prix de revient ? »

C'est sur ces idées qu'est fondée la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; elle met la réparation du dommage qu'ils ont causé à la charge du patron en considérant sa responsabilité comme un risque professionnel.

Le rapport de M. Thézard fait allusion à cette théorie dans deux passages :

« L'Etat est souvent, suivant une expression heureuse, quant aux établissements qui relèvent de lui un entrepreneur d'éducation ; il est le patron suprême de tous les établissements. »

Et plus loin : « N'est-il pas plus rationnel et plus équitable d'appliquer une sorte de risque professionnel de l'éducation et de le mettre à la charge de l'Etat comme une conséquence forcée de sa fonction éducative. »

Mais il n'a jamais été dans l'intention du rapporteur de pousser jusqu'au bout l'assimilation de l'Etat,

entrepreneur d'enseignement, aux entrepreneurs visés par la loi du 9 avril 1898.

Il prend soin en effet d'ajouter : « Les maîtres ne sont que ses préposés, responsables sans doute de leurs fautes personnelles, mais que nulle raison ne permet de rendre responsables de la faute d'autrui. »

Or la loi du 9 avril 1898, en stipulant dans son article 1^{er} que : « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers... donneraient droit au profit de la victime ou de ses représentants à une indemnité à la charge du chef d'entreprise », rend le patron responsable de l'accident survenu à un de ses préposés par la faute personnelle d'un autre » (1).

Le patron n'est pas non plus admis, comme l'Etat, dans l'hypothèse de la loi du 20 juillet 1899, à prouver son impossibilité d'empêcher le fait et peut seulement prouver que la victime a intentionnellement provoqué l'accident, ce qui supprime l'indemnité, ou que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, ce qui diminue la pension (art. 2).

D'après la loi de 1898, le patron seul est mis en cause, tandis que dans le cas qui nous occupe, l'instituteur, l'élève auteur du dommage, peuvent être appelés au procès et une condamnation solidaire

1. Civ., 23 avril 1902. Dal. 1902. 1. 272.

peut être prononcée contre l'Etat et l'élève en cas de faute partagée.

De plus, il n'est pas venu à l'idée des auteurs de la loi du 20 juillet 1899 d'y introduire le système des indemnités proportionnelles au préjudice et au salaire, d'enquête préalable, d'impossibilité d'invoquer l'article 1382 contre l'instituteur (comp. art. 2, loi du 9 avril 1898), d'assurance, de procédure spéciale, et, en général, toutes les innovations de la législation sur les accidents du travail.

Cependant, nous avons vu que la commission extra-parlementaire chargée d'étudier la question de la responsabilité des instituteurs était d'avis d'étendre aux établissements d'enseignement public la législation sur les accidents du travail et de considérer l'Etat entrepreneur d'enseignement comme soumis au risque professionnel, quant aux accidents survenus à ses instituteurs et élèves. Cette assimilation n'est pas sans soulever de graves objections.

Premièrement. — Ce serait créer en faveur des instituteurs publics un véritable privilège, dont il serait assez difficile de donner une justification satisfaisante. D'une part, en effet, on leur enlèverait toute responsabilité quant aux accidents survenus à leurs élèves (le projet dispose en effet qu'aucune action civile ne pourrait être dirigée contre les membres de l'enseignement public et que l'Etat lui-même ne

pourrait exercer un recours contre eux), et on leur accorderait, d'autre part, le bénéfice de la loi de 1898 quant aux accidents dont ils seraient personnellement victimes.

Il nous faut, pour montrer la situation vraiment exceptionnelle et extrêmement favorable qui serait faite aux membres de l'enseignement public, indiquer quels sont, dans notre législation actuelle, les principes qui régissent la responsabilité des fonctionnaires.

Il ne s'agit plus ici en effet, comme dans le cas prévu par la loi du 20 juillet 1899, de responsabilité mise à la charge de l'Etat comme corollaire de son obligation de surveillance et sans qu'une faute soit imputable à l'un de ses fonctionnaires.

Le projet actuel touche aux articles 1382 et 1383 du Code civil, et entend soustraire les instituteurs à l'application qu'on leur en avait faite jusqu'à présent.

Il est admis par tout le monde que l'Etat responsable du dommage causé par la mauvaise organisation d'un service public l'est également en principe des fautes commises par ses fonctionnaires.

« L'Etat, disent MM. Aubry et Rau (1), représenté par les divers ministères et les administrations ou régies publiques est comme tout commettant

1. *Cours de droit civil*, t. IV, n° 447, p. 779.

responsable du dommage causé par ses employés, agents ou serviteurs dans l'exercice de leurs fonctions ou services. »

M. Laferrière dit de son côté (1) : « Il ne serait pas juste que des particuliers lésés par les erreurs ou les fautes des fonctionnaires restent victimes d'accidents dont un service public est la cause, ou tout au moins l'occasion. »

Mais la responsabilité de l'Etat n'est pas engagée pour toutes les fautes commises par ses fonctionnaires.

Il nous faut voir maintenant dans quelles circonstances la responsabilité civile de ceux-ci reste en jeu.

Toute la théorie de la responsabilité civile des fonctionnaires repose sur le principe de la séparation des pouvoirs, ils échappent donc à toute responsabilité civile en ce qui concerne les conséquences d'un acte gouvernemental ou administratif, et leur responsabilité n'est en jeu que lorsqu'ils ont commis une faute personnelle, à l'occasion ou indépendamment de l'exercice de leurs fonctions.

M. Laferrière (2) a distingué en ces termes l'acte administratif de la faute personnelle :

« Si l'acte dommageable commis par le fonction-

1. *Op. cit.*, t. I, p. 680.

2. *Traité de la juridiction administrative*, 2-648. Hauriou, note au Sirey, 1898.

naire est impersonnel, s'il révèle un administrateur, un mandataire de l'Etat, plus ou moins sujets à l'erreur, et non l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences, l'acte reste administratif et ne peut être déféré aux tribunaux ; si, au contraire, la personnalité de l'agent se révèle par des fautes de droit commun, par une voie de fait, un vol, alors la faute est imputable au fonctionnaire non à la fonction, l'acte perd son caractère administratif et ne fait pas obstacle à la compétence judiciaire.

« De même que le magistrat qui rend une décision illégale ne tombe pas sous le coup de la prise à partie, de même, l'administrateur qui fait un acte irrégulier, n'encourt pas de plein droit une responsabilité personnelle.

« La responsabilité civile ne s'ajoute à la responsabilité administrative que si l'irrégularité commise par le fonctionnaire constitue en même temps une faute lourde excédant les risques ordinaires de la fonction ou si elle révèle intention mauvaise. »

La jurisprudence du tribunal des conflits applique cette théorie de M. Laferrière, et elle a souvent dénié la qualité d'actes administratifs à des actes de fonctionnaires en les considérant comme des fautes personnelles soumises à l'appréciation des tribunaux judiciaires et aux articles 1382 et suivants du Code civil (1).

1. Conflits, 29 décembre 1877. — Lebon : 1877, p. 1095. —

En résumé, on peut dire que (1) les fonctionnaires sont personnellement responsables de leur faute lourde qui dépasse les prévisions ordinaires en fait de maladresse, de négligence, d'ignorance ; et cette faute ne doit pas s'apprécier par rapport à la diligence d'un fonctionnaire ordinaire, mais par rapport à celle d'un homme ordinaire. Elle est alors considérée comme un fait personnel de l'homme étranger à la fonction (2).

Mais les particuliers doivent être protégés contre le dommage que leur cause un acte administratif même dans le cas où il n'y a pas faute lourde du fonctionnaire ; c'est alors qu'intervient la responsabilité civile de l'Etat. Il y a là un risque à sa charge et cette responsabilité a toujours été reconnue par les tribunaux administratifs (3).

31 juillet 1875. Leb., 1875, p. 765 ; 24 novembre 1890 ; Leb., 1894, p. 628.

1. Civ., 1898. 3. 49 et suivants : note de M. Hauriou.

2. Conseil d'Etat, 15 mars 1878, Leb., 1878, p. 297 ; 11 février 1887, Leb., 1887, p. 138. — *Rec. Gaz. trib.* V^e comp. adm., n^{os} 61 et ss. — Trib. civ. Orléans, 28 juin 1905. — *Rec. gaz. trib.*, 1906, 1^{er} sem., 2, 100. — Cons. d'Etat, 11 novembre 1906, *idem*, 1907, 1^{er} sem., 2, 304. — Trib. conflits, 8 juillet 1907, *idem*, 1907, 2^e sem., 2, 313.

3. Voir spécialement pour le cas d'accidents, Conseil d'Etat, 11 décembre 1885, Lebon, 1885, p. 952. — 16 juin 1893, Leb. 1893, p. 48. — 2 mai 1890, Leb. 1890, p. 441. — 26 février et 5 août 1892, 1892, p. 204 et 678.

Dans tous les cas, la personne lésée aura toujours quelqu'un à poursuivre. Si la faute a été lourde, l'Etat ne sera plus responsable mais son agent le sera. Si la faute a été légère, l'Etat sera responsable et son agent ne le sera pas.

On voit par ce bref exposé que les fonctionnaires de l'Etat sont comme tous les citoyens responsables de leurs fautes qui peuvent être considérées comme étrangères à l'exercice de leurs fonctions, et que la théorie du risque professionnel créerait en faveur des instituteurs une situation exorbitante du droit commun.

Les autres services publics ne manqueraient pas de réclamer la même faveur ; ce serait, comme l'a dit M. Poincaré (1), soulever un pavé pour écraser une mouche.

D'ailleurs cette assimilation des accidents survenus dans les écoles aux accidents industriels, si elle est appelée à soulever les objections des financiers, ne paraît non plus devoir trouver grâce devant les jurisconsultes.

Il ne faut pas perdre de vue que les théories qui ont trouvé leur application pratique dans la loi du 9 avril 1898 avaient été imaginées pour remédier aux inconvénients des progrès du machinisme indus-

1. *Manuel général de l'enseignement primaire*, 5 octobre 1907.

triel et du danger tous les jours grandissant, auxquels il exposait les ouvriers.

La loi du 30 juin 1899 sur les accidents dus aux machines employées dans les exploitations agricoles n'était qu'un complément de la loi de 1898, mais des extensions ont été depuis lors apportées à la législation des accidents, qui ne peuvent sans doute être considérées comme une conséquence immédiate des progrès de l'industrie. C'est ainsi qu'une loi du 12 avril 1906 a assujetti toutes les exploitations commerciales à la loi de 1898 et qu'une loi du 18 juillet 1907 a décidé : « Que tout employeur non assujetti à la législation concernant la responsabilité des accidents du travail peut se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail. »

Il n'en est pas moins vrai que ces déviations, peu en harmonie avec la théorie primitive, n'intéressent cependant que les rapports d'employeur à employé, de maître à domestique ; que si l'on peut concevoir à la rigueur que les instituteurs, employés de l'Etat, soient admis à bénéficier de la loi de 1898 (et cette extension ne manquerait pas de provoquer la surprise et les doléances d'autres fonctionnaires beaucoup plus exposés qu'eux aux dangers d'accidents), il semble difficile de considérer les élèves des écoles comme des employés ou des préposés de l'Etat. On

en arriverait rapidement par des assimilations de plus en plus audacieuses à diviser la nation en deux classes, celle des assureurs et celle des assurés.

Deuxièmement. — Complication inutile qu'apporterait l'introduction du risque professionnel. — L'assimilation des élèves à des employés ou préposés n'irait pas sans quelques difficultés. Les employés qui bénéficient de la loi ont un salaire qui leur est nécessaire pour vivre ; la loi s'efforce de proportionner les indemnités pour cause d'accidents à la privation ou à la diminution de salaire subie. Il faut donc imaginer pour les enfants un salaire fictif que le projet évalue à 2 francs par jour et à 540 francs par an, chiffres tout à fait arbitraires. On ne peut guère, en effet, fonder l'indemnité due à l'enfant pour accident survenu à l'école (surtout lorsqu'il s'agit d'une rente pour infirmité permanente), que sur la diminution de capacité professionnelle qu'il subira du fait de l'accident. Or toute fixation du salaire futur est impossible puisqu'elle dépend des aptitudes de l'enfant et aussi de circonstances imprévues. Donc le système du forfait qui ne fait aucune différence entre les enfants établit un tarif uniforme profondément injuste.

Et ne croit-on pas que cette loi faite dans l'intérêt des enfants ne tournerait pas contre eux ; ce serait malheureusement une nouvelle source d'exploitation de l'enfance et les résultats fâcheux qu'a produits

dans certains cas la loi nécessaire sur les accidents du travail, permet de supposer qu'il ne manquerait pas de parents assez indignes pour stipuler sur le bénéfice de ces indemnités fixées à l'avance.

Autre complication : les accidents causés par des élèves à des tiers, ne sauraient, bien entendu, rentrer dans le cadre de la loi et celle-ci n'aurait même pas pour avantage de se suffire à elle-même, il faudrait encore avoir recours au Code civil pour les hypothèses qu'elle serait obligée d'écarter.

Troisièmement. — Les instituteurs mis à l'abri de toute responsabilité ne tarderaient pas à regretter leur situation exceptionnelle. Ils resteraient soumis aux articles 319 et 320 du Code pénal que la jurisprudence criminelle applique volontiers aux hypothèses prévues par les articles 1382 et suivants du Code civil. Les parents de l'enfant victime du fait personnel de l'instituteur, ne se contenteraient certainement pas des réparations civiles ; ils ne manqueraient pas de poursuivre le maître devant les tribunaux répressifs et la prison et l'amende remplaceraient les dommages-intérêts.

C. — *Théorie de l'enseignement service public.* — Il nous semble donc inutile et même dangereux de chercher le fondement de l'obligation de surveillance imposée à l'état dans un contrat passé avec les parents ou dans l'idée d'un risque professionnel mis à sa charge. Nous nous en tiendrons à l'idée de l'Etat responsable du préjudice causé par le fonc-

tionnement défectueux de l'enseignement service public, et par les fautes imputables aux fonctionnaires chargés de ce service ; c'est sous cet esprit que nous étudierons les modifications à apporter à la législation actuelle sur la responsabilité des instituteurs publics.

§ 2. — *Propositions concluant à la mise hors de cause des instituteurs publics*

La proposition de loi de M. Henri Michel, la deuxième proposition de M. Pierre Dupuy et celle de la commission parlementaire décident qu'en aucun cas l'instituteur ne pourra être mis en cause par la partie lésée, quelle que soit la faute qu'il ait commise. Mais tandis que la proposition de M. Michel n'admet pas le recours de l'Etat contre l'instituteur, les deux autres donnent un recours à l'Etat dans le cas de faute personnelle et lourde de son fonctionnaire. M. Dupuy dit pour justifier sa proposition : « L'Etat commettant est responsable du fait des élèves qui lui ont été confiés. »

M. Malzac avait déjà déclaré, lors de la première réforme : « L'instruction primaire publique étant un service d'Etat, c'est l'Etat qui est le commettant et l'instituteur payé et nommé par lui n'est que le préposé. »

Il est bon de faire remarquer tout d'abord que cette

assimilation des rapports de l'Etat avec ses fonctionnaires à ceux d'un commettant avec son préposé a toujours été repoussée par les auteurs qui ont écrit sur le droit administratif. M. Laferrière dit à ce sujet (1) : « Ces obligations (entre l'Etat et ses fonctionnaires) dérivent de la loi et non du contrat. Ni l'administration ni les fonctionnaires ne peuvent en général les modifier par des conventions particulières : l'immovibilité ou la perpétuité du titre, la nature du service à rendre, le taux des traitements, les conditions du droit à pension sont fixés pour tous les emplois de l'Etat par des actes législatifs et réglementaires auxquels ne pourrait être suppléé ni dérogé par des contrats ».

Si l'on est d'accord pour repousser la notion de rapport de commettant à préposé, les opinions sont très divisées sur la nature exacte de la fonction publique (2).

Ce qui est certain, c'est que les droits et les obligations des fonctionnaires publics varient suivant chaque service ; et cette variété est telle qu'à l'heure actuelle, le gouvernement se heurte à de grandes difficultés pour élaborer un statut commun à tous les fonctionnaires.

1. *Op. cit.*, 2^e édition, I. 619.

2. Barthélémy. *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 52 et suiv.

En conséquence de ce qui précède, il est reconnu par la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour de cassation que l'article 1384, alinéa 2, ne s'applique pas aux rapports de l'État et de ses fonctionnaires, exception faite toutefois pour les actes de gestion du domaine privé.

Mais nous avons vu précédemment qu'on ne niait pas la responsabilité de l'État, quant à certaines fautes, du moins, de ses fonctionnaires. Sur ce point, Henri Michel déclare pour justifier sa proposition :

« Nous estimons qu'il faut une fois pour toutes faire disparaître la situation critique dont souffrent actuellement les membres de l'enseignement public. Il n'est pas juste, en effet, que de tous les fonctionnaires de l'État, l'instituteur soit le seul contre lequel une action spéciale en responsabilité civile puisse s'exercer à l'occasion de ses fonctions. »

M. de Monzie écrit de son côté (1) :

« La proposition de M. Pierre Dupuy n'est donc pas assez radicale, elle maintient contre l'instituteur la présomption de responsabilité tout en supprimant la présomption de culpabilité. L'État qui est aujourd'hui civilement responsable des fautes présumées

1. *Revue politique et parlementaire. Responsabilité civile des instituteurs*, mars 1905, p. 261.

de l'instituteur, deviendra civilement responsable de ses fautes effectives, des quasi-délits dont la preuve aura été rapportée contre les plaignants... ce qu'il faut, c'est appliquer le droit commun d'abord à l'instituteur public en le libérant de toute présomption de faute et de responsabilité, ensuite à l'État qui, étant vraiment vis-à-vis de l'instituteur dans la posture d'un chef d'industrie vis-à-vis de son employé, doit supporter les actions en garantie qu'un particulier lésé par le fait d'un préposé peut diriger contre un commettant. »

Il ne s'agit donc rien moins, malgré l'imprécision des termes employés que de rendre l'instituteur non responsable de sa négligence et de son fait, quelque graves soient-ils, en ce qui concerne du moins ses rapports avec les élèves.

Nous repoussons cette mise hors de cause de l'instituteur avec ou sans recours de l'Etat contre lui, comme contraire à son intérêt bien entendu, pour les motifs donnés lors de l'étude de la théorie du risque professionnel et de la responsabilité de l'Etat, quant aux fautes de ses fonctionnaires.

§ 3. — *Atténuations à apporter à la responsabilité civile des instituteurs*

A. — *Distinction entre le fait des élèves et le fait de l'instituteur.* — Si l'on doit refuser aux instituteurs une faveur exceptionnelle, il n'en faut pas moins

reconnaître que leur situation actuelle est plus mauvaise quant au point de vue qui nous occupe que celle des autres fonctionnaires.

Ils sont en effet, et les travaux préparatoires de la loi de 1899 ne permettent aucun doute à ce sujet, responsables de leur faute, quelque légère qu'elle soit (1).

C'est là que réside l'anomalie dont parle M. Thézard. Il est de toute justice de faire rentrer les instituteurs dans le droit commun des autres fonctionnaires. Il nous reste à voir comment la question peut être pratiquement résolue.

1. Comp. Moulins, 9 juillet 1896. *Gaz. trib.*, 4 octobre 1896. On peut se demander si actuellement l'Etat ne saurait être déclaré civilement responsable de la faute légère de l'instituteur considérée comme une faute administrative ; mais jamais un préfet n'a jusqu'à présent élevé le conflit lorsqu'un instituteur a été poursuivi devant la juridiction civile pour une faute commise dans l'exercice de ses fonctions. Si la personne lésée par le fait de l'instituteur veut mettre en cause l'Etat, elle devra s'adresser à la juridiction administrative. Conflits, 20 mai 1882, Lebon, 1882, p. 532. — 10 mai 1890, Lebon, 1890, p. 486. — Laferrière, *op. cit.*, 2^e édition, I, p. 683. — Comp. Conseil d'Etat, 21 février 1879, Dal., 1898. 3.68, note 2.

La loi du 20 juillet 1899 dérogeant à la compétence des tribunaux administratifs, ne peut s'appliquer qu'aux hypothèses qu'elle envisage, et elle écarte le cas de faute personnelle de l'instituteur dont nous nous occupons. Le tribunal civil de la Seine s'est d'ailleurs déclaré incompétent pour statuer sur la responsabilité civile de l'Etat du fait d'un instituteur assigné en vertu de l'article 1382.

Elle ne laisse pas d'être complexe : en effet l'instituteur est soumis à la fois, en cas de faute de sa part, à la responsabilité de l'article 1384 pour le fait des élèves, et à celle de l'article 1382 pour son fait personnel. Nous savons par ce qui précède, qu'il ne suffit pas de soustraire l'instituteur à l'article 1384 du Code civil, puisqu'il pourra encore être poursuivi et condamné en vertu des articles 1382 et 1383, pour les hypothèses prévues par l'article 1384.

D'autre part, les articles 1382 et 1383 s'appliquent également à toute faute, quelle que soit son degré de gravité.

Pour faire rentrer les instituteurs dans le droit commun, il faut les exonérer des conséquences de leurs fautes légères considérées comme fautes administratives dont l'Etat deviendrait responsable. Ce ne serait donc que dans le cas de fautes lourdes étrangères à leurs fonctions, qu'ils seraient soumis aux articles 1382 et 1383.

Mais la réforme ainsi comprise, n'apporterait pas une amélioration appréciable à leur condition. Tout le monde est en effet d'accord pour admettre que l'intérêt des enfants exige que les actions en responsabilité soient portées devant la juridiction civile ; l'instituteur est en ce cas dans une plus mauvaise situation que les autres fonctionnaires. Lorsqu'un fonctionnaire commet une faute, voici comment les choses se passent. S'il est assigné devant le tribunal

civil, le préfet est en droit, s'il juge la faute administrative et de nature à n'engager que la responsabilité de l'Etat dans une instance administrative, d'élever le conflit ; le fonctionnaire est ainsi efficacement protégé par ses chefs et ne répond que de ses fautes jugées véritablement lourdes par le tribunal des conflits ; et les frais faits par le fonctionnaire pour se défendre, s'il n'a pas commis une faute lourde, sont presque nuls.

La question de conflit ne peut se poser pour l'instituteur, puisque l'Etat est mis en cause devant les tribunaux judiciaires ; la personne lésée, à qui il sera peut-être difficile d'apprécier le degré de faute de l'instituteur et qui tiendra avant tout à éviter deux instances, mettra à la fois en cause l'instituteur et l'Etat ; et si l'instituteur n'est pas condamné, il n'en supportera pas moins des frais considérables.

Il importe donc de déterminer avec soin quelles fautes entraîneront la responsabilité de l'instituteur, quelles fautes celle de l'Etat.

M. Poincaré (*op. cit.*) est d'avis de considérer toute négligence ou fait négatif de l'instituteur comme une faute professionnelle et administrative et de ne mettre à la charge de l'instituteur que la réparation de son fait personnel (mauvais traitements, coups, etc.), mais la distinction du fait positif et du fait négatif, de la *culpa in omittendo* et de la *culpa in committendo* des anciens ne peut servir

de fondement à une atténuation ou à une aggravation de responsabilité. Une abstention peut avoir des conséquences beaucoup plus graves qu'un acte.

On a essayé de formuler ainsi la pensée de M. Poincaré (1) : 1° on ajouterait le qualificatif privé au mot instituteur employé dans le paragraphe 4 relatif à la présomption de faute ; 2° on formulerait ainsi le paragraphe déjà modifié par la loi de 1899 : Toutefois la responsabilité de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public, et l'Etat seul, mis en cause, dans tous les cas où il est établi, en tenant compte de l'enquête administrative, que le dommage causé à un élève ou par un élève ne provient d'aucun fait indépendant de la fonction ; 3° on ajouterait à l'article 1384 un septième paragraphe : « Dans les mêmes cas, pour les services scolaires ou post-scolaires municipaux ou départementaux, la responsabilité du département ou de la commune se substitue à celle de l'Etat. »

Le projet ainsi présenté ne paraît pas encore devoir donner les résultats prévus ; là encore la personne lésée ne se fera pas juge de la question du fait de l'instituteur indépendant ou non de sa fonction, et elle mettra en cause l'Etat et l'instituteur.

Et d'autre part, on ne peut imposer à un tribu-

1. Article de M. Trautner. *Manuel général de l'instruction primaire*, n° du 19 octobre 1907.

nal civil la mise hors de cause de l'instituteur pour la raison que l'enquête administrative déclare que le dommage causé ne provient d'aucun fait indépendant de la fonction. Ce serait porter atteinte à l'indépendance du tribunal, que de lui imposer de tenir compte d'une enquête administrative.

Il nous paraît donc qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre la faute positive et la faute négative de l'instituteur.

La solution est de considérer le défaut de surveillance de l'instituteur, cause du préjudice porté par un élève à lui-même ou à un tiers, comme une faute administrative, dont il ne doit compte qu'à l'Etat lui-même et de déclarer l'Etat seul responsable de cette faute.

L'obligation de surveillance est en effet très lourde, l'imprudence et la turbulence des enfants rendent bien souvent inutiles les précautions les plus sages.

La durée de présence des enfants à l'école, la surveillance effective à exercer sur eux dans de multiples circonstances hors de l'école, le nombre souvent exagéré d'élèves confiés à un même maître sont des considérations de fait qui ont bien leur importance et justifient la situation spéciale que nous proposons de faire aux membres de l'enseignement public.

Nous considérons le défaut de surveillance comme

une faute administrative et professionnelle, et nous libérons l'instituteur de toute responsabilité directe tout au moins quant au dommage causé par un élève à lui-même ou à un autre élève ou à un tiers et aussi de la faute préjudiciable à un élève d'une personne étrangère à l'école.

Mais il est une responsabilité pour laquelle l'Etat ne nous paraît pas devoir être substitué à l'instituteur, c'est celle de son fait personnel, de sa négligence tellement grave que l'élève subira un dommage sans qu'on ait à lui reprocher la moindre imprudence par exemple, l'instituteur omettra de faire prodiguer les soins nécessaires à un élève malade ou blessé; ou bien encore celle de son fait positif, de dommage causé directement et personnellement par lui à un élève, mauvais traitements, coups et blessures, volontaires ou non.

En résumé, les instituteurs échapperaient toujours à la responsabilité de l'article 1384, alinéa 4, qui serait mise à la charge de l'Etat. Le fait d'autrui, même, en cas de faute personnelle de leur part, n'entraînerait jamais leur mise en cause, mais la négligence grave imputable à l'instituteur seul et son fait positif constitueraient une faute lourde dont il serait responsable.

B. — *Dommage causé par le mauvais état des lieux.* — Nous avons raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse d'un accident, d'un dommage causé par l'insti-

tuteur lui-même ou par son élève. Il nous reste à examiner une hypothèse où la responsabilité de l'instituteur peut encore se trouver engagée, c'est celle du mauvais état de l'établissement d'instruction.

Il peut arriver que l'autorité chargée de veiller à l'entretien des locaux scolaires ne remplisse pas sa mission avec tout le soin désirable, et qu'un élève subisse un préjudice causé uniquement par cet état de choses ; là encore la responsabilité de l'État devra être substituée à celle de l'instituteur non responsable.

C. — *Présomption de faute.* — Les propositions actuellement soumises à la Chambre, maintiennent avec raison la présomption de faute dans le cas d'accident causé par un élève. Il n'y avait aucun motif d'enlever cette garantie de sécurité aux parents qui sont obligés par la loi d'envoyer leurs enfants à l'école ; ce n'est pas, alors qu'on leur oppose un adversaire aussi redoutable que l'État, qu'il est équitable de leur enlever le bénéfice de la dispense de preuve.

L'État sera présumé en faute lorsqu'un élève causera un préjudice à lui-même, à un de ses camarades ou à étranger.

Dans le cas de négligence grave de l'instituteur ou de fait positif à sa charge, il n'y a pas lieu de maintenir la présomption de faute ; il ne s'agit pas de la responsabilité du fait d'autrui mais de la responsa-

bilité du fait personnel et les articles 1382 et 1383 peuvent seuls être invoqués : c'est à la partie lésée de faire la preuve de la faute de l'instituteur.

D. — *Impossibilité d'empêcher le fait.* — M. Cruppi propose de réserver à l'Etat la faculté de prouver qu'il a été impossible à l'instituteur d'empêcher le fait dommageable, et M. Pierre Dupuy lui réserve la preuve que la surveillance de l'instituteur a été sérieuse et régulière, ce n'est guère là qu'une question de mots et l'appréciation de la responsabilité de l'Etat dépendra toujours du plus ou moins de rigueur de la jurisprudence.

Nous pensons également que cette preuve contraire doit trouver place dans la loi nouvelle, puisque nous n'avons pas admis la théorie du risque professionnel ; et le texte de la commission nous paraît de nature à donner satisfaction à tous les intérêts en cause.

E. — *Durée de la responsabilité.* — C'est là un point important qui justifierait à lui seul une refonte de la loi du 20 juillet 1899, muette à son égard.

Si la question n'était pas minutieusement étudiée et réglée par la loi nouvelle, l'avantage fait aux instituteurs risquerait fort d'être illusoire, et l'Etat pourrait toujours soutenir qu'ils n'étaient pas en service régulier, lors du fait dommageable.

La Commission parlementaire propose de déclarer l'Etat responsable : 1° pendant le temps où les élèves

se trouvent régulièrement à l'école ou dans ses dépendances ; 2° pendant le temps où hors de l'école ils sont placés effectivement sous la surveillance de leurs professeurs ou instituteurs.

M. Dupuy s'exprime en des termes un peu différents : « L'Etat est responsable du dommage causé par les élèves de l'enseignement public pendant le temps qu'ils se trouvent sous la surveillance des professeurs et instituteurs.

« Sont considérées comme heures réglementaires, non seulement les heures de scolarité légale, mais encore celles pendant lesquelles fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école. »

Les ministres ont toujours refusé lors de la discussion de la loi de 1899, de considérer comme entraînant la responsabilité de l'Etat les accidents survenus pendant les heures de repas, les cours complémentaires, les promenades scolaires, etc. Lorsqu'une question fut posée au ministre de l'Instruction publique, au cours de la discussion du budget de 1903, sur l'interprétation donnée sur ce point par son administration à la loi du 20 juillet 1899, il ne s'expliqua pas catégoriquement.

Et d'autre part, les circulaires ministérielles, les règlements modèles des écoles, imposent aux instituteurs une surveillance en dehors des classes (1), les

1. Circulaire ministérielle des 1^{er} février 1881 et 9 avril 1903. — Règlement scolaire, articles 5, 9 et 10.

promenades scolaires, excursions, visites d'usines sont fort recommandées, les œuvres post-scolaires fonctionnent partout sous l'impulsion et l'approbation de l'Etat. Dans ces conditions l'Etat doit supporter le risque de la direction nouvelle donnée à l'enseignement qui augmente singulièrement les occasions de dommage.

Ce résultat ne sera obtenu que par des dispositions précisées et complètes insérées dans la loi, et il peut être atteint en fondant les deux textes précités :

« L'Etat est responsable du dommage causé par les élèves de l'enseignement public pendant tout le temps qu'ils se trouvent réglementairement à l'intérieur ou dans les dépendances de l'école et pendant tout le temps qu'en dehors de l'école ils sont placés effectivement sous la surveillance de leurs professeurs et instituteurs.

« Sont considérées comme heures réglementaires non seulement les heures de scolarité légale et de présence autorisée, mais encore celles pendant lesquelles fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école. »

M. Cruppi demande aussi que le ministre de l'Instruction publique élabore un règlement précisant les heures de présence autorisées à l'école.

Le remède serait insuffisant, les tribunaux ayant déjà écarté ces règlements comme n'ayant aucune

valeur légale. Il importe qu'un règlement d'administration publique déterminant les conditions d'application de la loi et s'imposant à l'attention des tribunaux, insiste particulièrement sur ce point.

F. — *Compétence*. — La loi nouvelle décidant que l'Etat responsable du fait des élèves est seulement en cause, les tribunaux administratifs devraient être compétents, puisqu'il s'agit d'obtenir réparation de la faute administrative d'un fonctionnaire. En effet, l'appréciation de cette faute professionnelle est uniquement réservée aux tribunaux administratifs par la jurisprudence constante du tribunal des conflits et cette jurisprudence se fonde sur ce que la responsabilité de l'Etat du fait des personnes qu'il emploie dans un service public n'est pas régie par les principes du droit civil (1). Mais nous avons vu que des lois spéciales déjà nombreuses ont donné la compétence aux tribunaux civils pour connaître les actions en responsabilité dirigées contre l'Etat.

Les nouvelles propositions qui ont pour but de compléter la loi du 20 juillet 1899 maintiennent la compé-

1. Conseil d'Etat, 21 février, 1879, Leb. 1879, p. 162 (il s'agissait dans l'espèce d'un accident de gymnastique survenu dans une école militaire). — Trib. Confl., 8 février 1873, Dal, 1873. 3. 17. — 17 janvier 1874. Dal. 1875. 3. 2. — Conseil d'Etat, 25 février 1881. Dal, 1882. 3. 83. — Confl., 20 mai 1882, Dal, 1883. 3. 115.

tence de la juridiction civile et cela dans l'intérêt bien entendu des personnes lésées.

Les dispositions de la loi du 20 juillet 1899, en ce qui concerne la compétence du tribunal civil ou du juge de paix du lieu où le dommage a été causé et la mise en cause de l'Etat en la personne du préfet du département sont maintenus, mais l'action devra être introduite dans un délai de trois ans à compter du jour de l'accident.

Il est nécessaire, en effet, de fixer un délai assez court pour éviter des complications inutiles de preuve.

G. — *Recours de l'Etat*. — L'Etat dont la responsabilité est ainsi aggravée dans une large mesure, aura-t-il, dans certaines circonstances, un recours à exercer contre l'auteur responsable du dommage.

1° *Recours contre l'instituteur*. — Il peut arriver que le préjudice causé par un élève à un élève ou à un tiers soit imputable à une faute lourde de l'instituteur. Si par exemple, il a laissé à la portée d'un enfant un instrument dangereux ou s'il s'est absenté, de sa classe, il a commis une faute beaucoup plus grave qu'en se livrant sur l'enfant à une légère voie de fait.

Nous avons cru devoir, dans l'intérêt des instituteur et pour lui éviter de continuels désagréments, décider que dans le premier cas ils ne pourraient être mis directement en cause, mais il serait profondément injuste qu'ils échappent à toute responsabilité

et il importe alors de donner un secours à l'Etat contre eux. Mais une objection sérieuse va nous être faite : l'Etat ne peut fonder son action contre l'instituteur que sur le préjudice que celui-ci lui a causé, en lui faisant supporter les conséquences pécuniaires de sa faute et le recours de l'Etat ne sera admis que s'il y a eu faute personnelle de l'instituteur et devra s'exercer devant les tribunaux judiciaires (1). Or, par hypothèse, il s'agit dans le cas qui nous occupe d'une faute administrative de l'instituteur non susceptible de donner naissance au recours de l'Etat et ne pouvant pas être non plus soumise à l'appréciation de la juridiction civile. Il est donc dérogé aux principes du droit administratif sur la non responsabilité d'un fonctionnaire quant à la faute administrative, et au principe de la séparation des pouvoirs qui interdit à la juridiction civile d'apprécier une faute administrative et d'arbitrer le montant du dommage causé par elle.

Mais il nous semble qu'un principe d'équité qui prime tous les autres domine cette matière. Le problème qui se pose est double : éviter, d'une part, aux instituteurs les poursuites injustifiées dont ils se plaignent à juste titre et laisser, d'autre part, à leur charge les conséquences de leurs fautes lourdes et prouvées.

1. Béquet, *Fonc. publics*, n° 279.

Aucun des systèmes proposés actuellement ne donne des solutions satisfaisantes. Ils placent les instituteurs dans une situation par trop exceptionnelle, et ceux-ci ne tarderaient pas à en éprouver les inconvénients.

D'autre part il était impossible, nous l'avons vu, d'abroger l'article 1384, et de laisser subsister uniquement les articles 1382 et 1383, ce qui aurait pu être un prétexte à faire revivre indirectement les dispositions abrogées.

La distinction de la responsabilité du fait d'autrui qui n'engage jamais la responsabilité directe de l'instituteur, même en cas de faute de sa part et de la responsabilité personnelle directe qui subsiste lorsque le dommage est exclusivement dû à sa faute, est le moyen terme auquel nous nous sommes arrêté : il exige la correction du recours de l'Etat contre l'instituteur en cas de faute concomitante de l'instituteur et d'un tiers.

Les principes du droit n'y trouvent sans doute pas leur compte, mais de nombreuses objections juridiques sont également soulevées par toutes les propositions actuelles et il nous a semblé que puisqu'il était impossible d'échapper dans aucun cas aux critiques théoriques, il fallait nous en tenir à une conclusion de nature à donner satisfaction à tous les intéressés, sans trop favoriser personne.

2° *Recours contre certains membres de l'enseigne-*

ment. — Il y a certains fonctionnaires, les principaux de collège et les directeurs d'écoles primaires supérieures qui reçoivent des parents un salaire pour l'entretien de leurs enfants internes ou demi-pensionnaires. Il paraît équitable que, recevant une rémunération des parents et tirant un profit des enfants qui leur sont confiés, ces maîtres de pension soient soumis au recours de l'Etat dans le cas de faute personnelle de leur part quelle qu'elle soit, lorsque les enfants sont sous leur surveillance effective, et sous celle des proposés choisis et payés par eux, pour les aider dans la garde des élèves.

Il convient d'ajouter d'ailleurs que les professeurs de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement primaire supérieur, les surveillants d'internat, les instituteurs adjoints, ne sont pas les préposés des proviseurs, principaux et directeurs d'écoles, et que la responsabilité de ces derniers ne doit pas être engagé du fait de leurs subordonnés non choisis et non payés par eux. Suivant la distinction que nous avons faite, ce sera tantôt la responsabilité de l'Etat, tantôt celle du maître qui sera en jeu lors du fait dommageable imputable à ce dernier.

Le directeur d'établissement, coupable de négligence, ne sera plus alors que soumis à l'action disciplinaire de ses chefs.

3° *Autres recours de l'Etat.* — Les propositions

de MM. Cruppi et Pierre Dupuy proposent d'autres recours :

1^o Lorsqu'un accident sera survenu au cours d'une œuvre annexée à l'école et créée par un département, une commune, une société privée ou par l'instituteur lui-même, contre celui qui a créé l'œuvre ;

2^o Lorsque le dommage est dû au mauvais état des locaux et du matériel, contre l'individu ou l'administration chargée de la construction ou de l'entretien de l'école.

D'autres recours seront encore ouverts à l'Etat contre l'élève ayant agi avec discernement, contre les parents de l'élève, coupables de lui avoir donné de mauvais conseils, contre les tiers ayant causé préjudice à un élève, etc., mais ces recours ne sont que l'application des règles ordinaires de la garantie et il n'y a pas à insister sur ce point.

H. — *Loi spéciale sur la responsabilité des instituteurs.* — Les dispositions nouvelles devront-elles être incorporées dans le Code civil ou faire l'objet d'une loi spéciale ?

Le rapport de M. Cruppi propose de faire un texte spécial régissant exclusivement la question de la responsabilité civile des instituteurs. Il donne pour motifs, la complexité actuelle de l'article 1384, et l'inconvénient qu'il y aurait à y introduire de nouveaux paragraphes assez longs et contenant une législation exceptionnelle. Cette idée est très juste et a l'avan-

tage d'éviter l'introduction dans le Code civil, qui a pour objet de régler les rapports entre particuliers, de dispositions qui concernent la mise en cause et la responsabilité de l'Etat.

Il y aurait lieu, dans ces conditions, de modifier ainsi l'alinéa 4 de l'article 1384 du Code civil :

« Les instituteurs, à l'exception des membres de l'enseignement public, et les artisans du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance » ; et d'abroger l'alinéa 6 de cet article, ainsi d'ailleurs que le décret du 15 novembre 1811.

SECTION II

Responsabilité des instituteurs privés

L'obligation de surveillance imposée aux instituteurs privés n'a pas subi la même évolution que celle imposée à leurs collègues de l'enseignement public ; les idées des rédacteurs du Code s'appliquent toujours à eux. Il y a toujours délégation de la puissance paternelle de la part, des parents qui leur confient un enfant ; ceux-ci sont exonérés des conséquences du fait de cet enfant pendant le temps qu'il passe à l'école et ils ont d'autre part le droit d'obtenir de l'instituteur réparation du dommage qui peut lui être causé pendant son absence de la maison pater-

nelle. Il n'y a aucun motif de modifier sur ce point l'article 1384, alinéa 4, et la présomption de faute qu'il édicte est une garantie due aux parents.

Les instituteurs privés sont aussi responsables comme tout particulier du dommage qu'ils causent à autrui dans l'exercice de leur profession ; leur responsabilité est certainement très lourde, mais elle constitue un risque de la carrière qu'ils ont choisi et dont ils doivent supporter les avantages et les inconvénients.

La jurisprudence récente leur fait d'ailleurs une application raisonnable des dispositions du Code civil. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Lyon du 14 février 1905 (1) a décidé que le jeu des chars romains n'était pas de nature à être interdit aux élèves et n'a condamné l'instituteur libre qu'à cause de défaut de surveillance caractérisé à sa charge.

Le juge de paix de II^e arrondissement de Paris (10 avril 1907) (2) a condamné le directeur d'une institution libre à payer 100 francs d'indemnité aux parents d'un élève qui avait été bousculé, jeté violemment à terre et blessé par un de ses camarades. Le jugement était d'ailleurs fortement motivé :

« Attendu que, malgré la très grande souffrance

1. *Gaz. trib.*, 16 juillet 1905. *Recueil*, II. 2. 370. — Comp. *Gaz. trib.*, 1906, I, 2. p. 144.

2. *Gaz. pal.*, 1^{er} mai 1907.

qu'il endurait, l'enfant fut gardé à la pension jusqu'à 4 h. 1/2 sans recevoir aucun des soins que nécessitait son état :

« Attendu que le maître chargé de surveiller la récréation encourt de ce chef une lourde responsabilité : qu'il est inadmissible en effet que des jeunes gens soient ainsi exposés aux brusqueries d'enfants plus forts, et que les maîtres à qui ils sont confiés ont précisément pour mission de réprimer les jeux violents ou toute brutalité ;

« Attendu que, l'accident survenu au jeune M..., ne se serait certainement pas produit si le défendeur avait intégralement rempli sa mission de surveillance ;

« Attendu que l'accident une fois survenu, rien n'a été tenté pour en pallier les conséquences ; que les soins les plus élémentaires n'ont même pas été prodigués au blessé ;

« Attendu que le défendeur a donc l'entière responsabilité de l'accident dont a été victime le jeune M..., et de ses suites, en vertu de l'article 1384 du Code civil. »

La Cour de cassation vient tout récemment d'affirmer à nouveau (1) que lorsque l'accident survenu à un enfant s'est produit en dehors des conditions

1. Cass. req., 9 juillet 1907. *Le Droit*, 15 novembre 1907.
— *Gaz. pal.*, 13 juillet 1907.

normales du jeu auquel il se livrait avec ses camarades, avec une soudaineté telle qu'il était impossible à la surveillance la plus assidue et la plus active de le prévoir et de l'empêcher, ces constatations qui rentrent dans le domaine de l'appréciation souveraine des juges du fond sont exclusives de toute faute imputable à l'instituteur auquel la surveillance a été confiée, et que par suite il ne saurait être déclaré responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil.

Vu par le Président de la thèse

A. COLIN

Vu : le Doyen,

Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.	5
<i>Section I.</i> — De la responsabilité des instituteurs au point de vue de droit civil.	5
<i>Section II.</i> — Définition de l'instituteur.	7
CHAPITRE II. — Responsabilité du fait personnel.	17
1° Voies de fait.	18
2° Accidents.	20
3° Maladies scolaires.	25
4° Mauvais vouloir de l'instituteur.	27
CHAPITRE III. — Responsabilité du fait d'autrui sous l'empire du Code civil.	29
1° Responsabilité du fait des préposés.	30
2° Responsabilité du fait des élèves.	37
CHAPITRE IV. — Campagne en faveur de la réforme de l'article 1384.	65
1° Projets qui ne modifient pas l'article 1384.	67
2° Projets qui modifient l'article 1384.	71
CHAPITRE V. — Loi du 20 juillet 1899.	75
CHAPITRE VI. — Critique de la loi du 20 juillet 1899. ..	101
CHAPITRE VII. — Jurisprudence postérieure à la loi du 20 juillet 1899.	116
CHAPITRE VIII. — Projets de réforme de la loi du 20 juillet 1899.	131
CHAPITRE IX. — Réformes à introduire dans la théorie de la responsabilité des instituteurs au point de vue du droit civil.	146
<i>Section I.</i> — Responsabilité des instituteurs pu- blies.	147
<i>Section II.</i> — Responsabilité des instituteurs privés. ..	184



